

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Expertise à Base scientifique
comme moyen
de preuve en matière criminelle

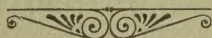
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1934, à 13 h. 30

PAR

CHARLES LAGNEAU

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. DEMOGUE, Professeur.
: M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**De l'Expertise à Base scientifique
comme moyen
de preuve en matière criminelle**

In Memoriam

A MA MÈRE

Hommage filial.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Expertise à Base scientifique
comme moyen
de preuve en matière criminelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1934, à 13 h. 30

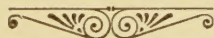
PAR

CHARLES LAGNEAU

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DEMOGUE, Professeur.

: M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1934



ENVOI

Il est toujours agréable à un auteur de remercier tous ceux qui, à un titre quelconque, et à un quelconque moment de son existence, lui ont facilité la tâche.

Lorsqu'au hasard du chemin il jette parfois un regard en arrière il lui semble, tout d'abord, que son tribut de remerciements sera bien mince. Et puis, la réflexion aidant, il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il doit plus qu'il ne pensait.

Puisque ces pages n'ont pu voir le jour qu'à la faveur de tout un ensemble de circonstances dont je suis redevable à mes pairs et à bien des camarades ou amis, qu'il me soit permis de leur adresser enfin, à tous, ici même, un nouveau témoignage de ma reconnaissance émue.

Et que mon Maître, M. L. HUGUENEY, Professeur de Droit Criminel à la Faculté de Droit de Paris, qui a bien voulu accepter la présidence de cette thèse et m'encourager de ses bienveillants conseils, veuille bien recevoir l'expression de ma plus vive et sincère gratitude.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Tout procès pénal suppose la réalité d'un délit et une présomption de culpabilité de l'individu poursuivi pour ce délit. Toute condamnation pénale implique la certitude du délit et celle de la culpabilité du condamné.

Ce sont là des traits essentiels, nécessaires et suffisants pour suivre dans le temps et dans l'espace la naissance et l'évolution de la procédure criminelle.

Sous le règne de la vengeance privée ou collective il n'y a pas de vengeance s'il n'y a pas eu d'affront ou de dégradation ou si encore le coupable est inconnu.

A l'époque de la procédure inquisitoire, la condamnation n'intervient qu'autant que le délit est certain et certaine la culpabilité de l'auteur.

Certes, la notion de délit peut être extrêmement vague ou au contraire très précise. Certes, elle peut varier suivant les peuples ou l'âge de ces peuples, mais toujours elle apparaît à la base du Droit Pénal.

Quant à la notion de culpabilité, elle est aussi nuancée. Ici la culpabilité de l'agent de l'infraction sera retenue quel que soit cet agent, sa caste, son âge, son état physique ou psychique, alors que là il n'y aura culpabilité qu'autant que l'agent sera considéré comme pleinement responsable de ses actes.

Ainsi, en posant *à priori* que certains faits constituent des délits ou des crimes au sens d'une coutume ou d'une loi écrite, le point de départ du procès pénal sera l'assimilation d'un acte donné à un délit ou à un crime. Pour que cette assimilation soit possible, il faut que le délit ou le crime soit défini et précisé, qu'en outre l'acte supposé délictueux cadre avec la définition de l'infraction.

Le corps du délit établi, son élément matériel dûment

précisé, il importe alors à la justice d'en rechercher l'agent, d'enregistrer ou d'apporter la preuve que tel individu soupçonné est bien le coupable, d'apprécier, s'il y a lieu, sa responsabilité et son degré de culpabilité.

Il importe d'ailleurs de souligner qu'un inculpé bénéficie toujours de la présomption de non-culpabilité et que c'est à l'accusation de détruire cette présomption et de confondre le coupable. Il y a là en quelque sorte une pierre d'achoppement du procès criminel, et c'est probablement pourquoi il a fallu quelques millénaires pour entrevoir enfin une méthodologie de la preuve en matière pénale.

A la vérité nous en sommes encore à la période d'ébauche, mais déjà cependant les faits acquis constituent une documentation suffisamment riche pour qu'on puisse aujourd'hui envisager une orientation nouvelle dans la conduite de l'enquête criminelle.

On se tromperait d'ailleurs lourdement, à notre sens tout au moins, si l'on voulait séparer le devenir du présent et celui-ci du passé. Aussi croyons-nous qu'une étude historique — au moins sommaire — s'impose avant d'examiner les modalités logiques de la recherche et de l'administration de la preuve dans un avenir prochain.

Dés lors le plan de notre étude s'avère conditionné par le sujet même de celle-ci.

Dans une première partie nous examinerons donc l'évolution des preuves en matière pénale, et nous serons ainsi amenés à constater la place prépondérante que prend aujourd'hui l'expertise à l'origine et pendant l'instruction de toute affaire pénale, son rôle lors de la conclusion du procès. Puis, nous étudierons en détail les diverses modalités actuelles de l'expertise en Droit Pénal Français. La troisième partie sera consacrée à la législation comparée. Enfin, dans une quatrième et dernière partie nous envisagerons la méthodologie de l'expertise à base scientifique et les idées directrices applicables à son utilisation rationnelle comme mode de preuve irrécusable du procès pénal,

PREMIÈRE PARTIE

Historique des Modes d'administration de la preuve en matière pénale.

TITRE I

SUR L'IDÉE D'ÉVOLUTION.

Les causes. — Evolution de l'idée de délit, de culpabilité. — De l'explication du fondement de la peine. — Les transformations de la Procédure pénale : méthodes, organisation judiciaire, administration de la preuve. — Conclusion.

Vouloir retracer la vie même d'une institution quelconque sans prendre pour guide un fil conducteur c'est, à notre avis, faire œuvre stérile. Sans doute quand le logicien ne dispose que d'un petit nombre de faits matériels il lui est difficile, toutes déductions faites, de dégager ensuite par voie de synthèse une hypothèse légale, une loi. Mais, au contraire, quand ses devanciers auront écrit l'histoire d'une institution, l'hypothèse deviendra une nécessité et une loi pourra souvent s'imposer de façon évidente. Nous entendons ici le mot « loi » au sens d'Auguste Comte et nous nous refusons pour notre part à rechercher l'explication causale des faits sociologiques.

Pour qui examine d'une façon impartiale l'ensemble des questions relatives au Droit Pénal il apparaît, sans aucun doute possible, qu'il y a eu évolution continue depuis le système le plus primitif de la vengeance privée jusqu'au système actuel de la Justice d'Etat. Que cette évolution soit fonction de l'évolution du milieu social, c'est possible. Qu'elle doive une partie de son impulsion à l'autorité de

penseurs comme Bentham et Beccaria ou à l'activité législative de certains conducteurs de peuples comme Napoléon, ou qu'elle soit encore conditionnée, au moins dans une certaine mesure, par le facteur économique, c'est probable. Qu'elle résulte enfin de l'action combinée de tous ces facteurs réunis c'est certain. Tout cela est certes matière à discussion scholastique mais ne change rien aux faits.

Et les faits parlent suffisamment par eux-mêmes pour démontrer que le Droit Pénal est loin d'être immuable, que bien au contraire il s'est transformé et continue son évolution.

Sur l'idée même du délit il suffit de rappeler (1) que des dix faits qualifiés crimes par les lois hébraïques qui les punissaient de lapidation il n'y en a plus aucun aujourd'hui qui constitue un délit. Ainsi l'idolâtrie, l'excitation à l'idolâtrie, la consécration à Moloch, la magie, l'évocation des esprits, la désobéissance obstinée aux parents, la profanation du Sabbat, la blasphème ne sont plus sanctionnés pénalement.

Quant au dixième, le viol de la fiancée d'autrui, il n'est plus, strictement parlant un crime, puisque c'est la violence faite à une femme quelconque qui est maintenant punie.

Tuer un chat de nos jours n'est plus un crime alors que c'en était un — et le plus grave — dans l'ancienne Egypte.

L'infanticide, si sévèrement réprimé aujourd'hui, n'était pas un crime à Sparte, pas plus que l'avortement provoqué à Athènes. L'inceste considéré aujourd'hui comme un délit par certaines législations (Code Pénal Italien, art. 564) n'était nullement punissable chez les Egyptiens, les Perses, les Incas.

Evolution aussi de la notion de culpabilité puisque la répression, de collective à l'origine tend, à travers les âges, à s'individualiser et que, corrélativement, se dégage la notion de responsabilité.

Evolution encore pour l'explication du fondement même de la peine, laquelle était autrefois le support matériel de

(1) TARDE. — *La criminalité comparée*. — Alcan, Paris 1924.

l'idée de vengeance alors qu'aujourd'hui on s'efforce de lui donner une base sociologique et qu'on lui attribue un rôle d'élimination ou de rédemption.

Certes, quand on considère non plus le temps mais l'espace, on peut s'étonner de trouver au même moment une certaine diversité dans la qualification des délits. Mais à la réflexion on s'aperçoit que pour un état de civilisation donné tel fait, ici sanctionné pénalement par une législation retardataire, en disparaîtra bientôt définitivement.

Si maintenant nous envisageons l'histoire de la procédure pénale dans son ensemble, nous pouvons admettre là aussi une évolution profonde. D'abord inexistante elle se crée et s'impose peu à peu tant pour garantir l'ordre et les droits de la société que pour assurer la liberté de défense de l'individu.

Il est curieux de constater que dans ce domaine il existe de nos jours, entre les différentes procédures, une diversité très grande, et qu'au génie de chaque peuple semble correspondre un système donné.

Il nous apparaît bien, contrairement à l'opinion de Tarde (1) qu'à de certains moments il y eût un fonds commun. Ainsi, d'après Brunner (2), l'Inquisitio Carolingienne aurait donné naissance à l'enquête du Pais et cette forme de procédure — qui devait s'atrophier et disparaître en France — serait à l'origine du système accusatoire anglais. Ainsi encore, la procédure inquisitoire des pays latins peut être considérée comme un succédané de la procédure criminelle de l'Eglise dont on retrouve les traces dès les premiers siècles du christianisme.

Ainsi enfin, la procédure criminelle française constitue de nos jours une sorte de compromis entre un système de procédure purement accusatoire et un système de procédure exclusivement inquisitoire.

Voilà pour les méthodes. Si l'on considère maintenant l'organisation judiciaire, le personnel instructeur ou juge

(1) TARDE. — *Les Transformations du Droit*. — Alcan, Paris 1922, pages 30 et suivantes.

(2) EISMEN. — *Histoire de la Procédure Criminelle*. — Sirey, Paris 1881, pages 54 et suivantes.

sera fonction de tel ou tel système de procédure, de tel état de celle-ci. En outre, son rôle variera considérablement. Alors qu'en Angleterre, par exemple, le juge qui collabore à l'audience avec le jury joue, et depuis toujours, un rôle très net d'arbitre (1), en France, le Président du jury d'assises a déjà son opinion arrêtée avant l'ouverture du procès public.

Et maintenant il nous est possible d'en arriver au chapitre de la procédure criminelle qui nous touche plus directement, à celui qui concerne l'administration de la preuve.

Une preuve est ce qui, dans une démonstration, établit la vérité d'une proposition.

En Droit pénal, la preuve servira à démontrer que telle personne, accusée d'avoir commis tel délit, est réellement coupable.

Comme tout accusé est présumé innocent, c'est à l'accusation de fournir ses preuves.

L'administration de la preuve est le point crucial et difficile du procès criminel et c'est là sans doute une des raisons pour lesquelles l'esprit humain s'est contenté pendant longtemps — et actuellement encore — de solutions paresseuses.

Il est frappant de constater qu'en cette matière l'imitation a été la règle et que, presque toujours, une évolution semblable se révèle dans toutes les législations.

De la période confuse et obscure pendant laquelle sévissait la vengeance privée il ne peut être question ici, faute de documents positifs.

Pouvant tout supposer nous n'admettrons rien.

Mais dès que les documents deviennent certains ou approchent de la certitude, il est digne de remarquer que pour tous les peuples la nature de la preuve est en quelque manière conditionnée par les idées religieuses. Celles-ci sont à l'origine même du serment, à la base de l'utilisation des ordales, à la naissance de l'institution du duel judiciaire.

(1) H. S. BACON. — *Un Bâtard de la Révolution : le Jury*, revue politique et parlementaire, 10 janvier 1934.

Et tandis que les deux derniers modes de preuves disparaîtront progressivement, le serment subsistera comme subsisteront l'aveu et les témoignages.

Dans le Code de Manou (1) la preuve se fait par témoins et au besoin par le serment de la partie.

La loi salique accepte le serment de la partie et l'intervention des témoins « testus » et co-jureurs.

Chez les Berbères, la pratique des co-jureurs a défié le temps et existe encore de nos jours.

Pendant tout le Moyen Age, à côté du jugement de Dieu ou des ordalies il y a place pour le serment de la partie seule ou assistée de co-jureurs. Toutefois, la partie qui prête serment n'est pas toujours la même. Ici c'est le demandeur, comme en Pologne, en Lituanie ou en Russie, alors que là c'est le défendeur comme dans les coutumes germaniques ou chez les Berbères par exemple. Au surplus, la valeur du serment en tant que preuve, est fonction de la conviction religieuse. Il est clair que celui qui ne craint plus la justice immanente de la divinité se rend impunément parjure, et cela a été notamment constaté à la fin de l'époque carolingienne. C'est pourquoi il est grotesque de faire encore prêter serment au ^{xx}^e siècle.

Mais autrefois la foi en Dieu était telle qu'il était admis qu'un accusé innocent n'avait rien à redouter d'épreuves physiques comme le toucher d'un fer rouge ou le contact de l'eau ou de l'huile bouillante. De même quand l'accusateur et l'accusé se battaient en duel, la puissance de Dieu et sa bienveillance pour l'innocent devait suffire pour que le mauvais succombe.

Il est curieux de constater ici qu'une certaine similitude de forme a pu être mise en évidence chez tous les peuples qui ont eu recours au jugement de Dieu, qu'en outre l'institution du duel judiciaire s'est finalement éteinte partout presque à la même époque.

Si le duel judiciaire n'a pas été partout pratiqué, bien

(1) TARBE. — *Les Transformations du Droit*. — loc. cit., pages 23 et suivantes.

au contraire, les épreuves par l'eau bouillante et par le fer rouge sont prévues par les législations anciennes. On peut suivre leur évolution depuis les codes anciens de l'Inde et dans la législation attique, jusqu'à la fin du Moyen Age.

La pratique du duel judiciaire est prévue par la Loi des Burgondes en 502, la Loi des Francs Ripuaires (titre 32, par. 34), la Loi des Allemands et celle des Lombards. En France, ce mode de preuve est très en honneur au x^e siècle. Mais déjà au xi^e siècle le déclin commence.

En Suède, en Norvège, au Danemark, en Islande, il est successivement interdit et à partir de 1260 en France (1). L'application des ordales survit un peu plus longtemps, mais, sauf exception rare, il n'en est plus question en Europe après le xv^e siècle.

C'est qu'entre temps l'Eglise Catholique a jeté les bases d'une procédure nouvelle peut-être plus efficace.

Jusqu'au xii^e siècle, les juridictions ecclésiastiques admettent la pratique du serment purgatoire, *purgatio canonica*, dans tous les cas où l'accusation portée contre un clerc n'est pas soutenue par un accusateur formel.

Puis, pour assurer une meilleure répression, l'Eglise en vient à la poursuite d'office, à la procédure *per inquisitionem*, approuvée par le Concile de Latran de 1215.

Déjà la première partie de la procédure, l'*Inquisitio famae* devient secrète et si les charges apparaissent suffisantes on ne tardera pas à appliquer la Question pour obtenir l'*aveu* d'un accusé qui nie son crime. Sans doute le serment purgatoire ne disparaît pas, il est encore utilisé quand l'accusation manque par trop de bases, mais quelle tentation de profiter ici encore de la Torture pour obliger l'accusé à s'avouer coupable !

Désormais l'impulsion est donnée et les juridictions royales vont s'efforcer de perfectionner le système de la procédure *per inquisitionem*. L'enquête secrète va permettre d'entendre les témoins à charge sans que l'accusé puisse discuter les témoignages, on demandera à l'accusé de prêter

(1) EISEMIN. — *Histoire de la Procédure Criminelle*. — loc. cit., page 28.

serment avant de déposer, et comme, en pure logique, il est impossible de prouver un fait négatif, l'inculpé ne pourra produire de témoins à décharge. Au surplus, si l'accusé nie, si les éléments de l'inculpation apparaissent suffisants, la Question est là pour obtenir l'aveu qui permettra aux juges de condamner en toute conscience. Sans doute, l'aveu doit être renouvelé librement après la torture, mais l'idée d'en subir à nouveau les affres devait suffire dans bien des cas pour faire avouer au prévenu tout ce qu'on lui demandait.

Toute cette procédure codifiée, perfectionnée par les ordonnances de 1498 et de 1539, semble avoir été approuvée par les Etats Généraux du xvi^e siècle.

Aussi, quand en 1670 paraîtra la grande ordonnance sur la procédure criminelle, ses dispositions paraîtront si normales qu'aucune voix ne s'élèvera pour faire remarquer son caractère terriblement répressif.

Presque partout ailleurs en Europe les mêmes causes produisent les mêmes effets ; même origine, même évolution.

En Espagne, en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, le secret de l'instruction et la torture. Et si l'Angleterre échappe très vite à cette hallucination elle y touche sous le règne d'Henri VIII et connaît la peine forte et dure.

Ainsi, tandis que la procédure inquisitoire se substitue au système accusatorial, la jurisprudence échafaude pratiquement la théorie de preuves légales qui va s'épanouir avec l'ordonnance de 1670.

Très logiquement Esmein dit (1) : « Nos anciens auteurs enseignaient que pour la conviction de l'accusé il fallait établir deux points : 1^o un crime a été commis ; 2^o l'accusé en est l'auteur. »

Le D^r Locard (2) posera plus simplement, quelques siècles plus tard, une équation : Accusé=coupable.

Pour affirmer qu'un crime avait été commis il fallait constater le corps du délit. Quand le délit ne laissait pas de traces matérielles sa preuve ne pouvait résulter que de

(1) EISMEIN. — *Histoire de la Procédure Criminelle*. — loc. cit., page 28.

(2) LOCARD. — *L'Enquête Criminelle et les Méthodes Scientifiques*. — Flammarion, Paris 1933.

la confession de l'accusé jointe à des indices et conjonctures.

Quand, au contraire, le délit laissait des traces matérielles, homicide, incendie, etc... le premier soin du juge devait être de constater et de conserver les traces. Lorsqu'il estimait avoir besoin d'un homme de l'art il pouvait commettre un « *expert* ».

L'art. 1^{er} du titre V de l'ordonnance de 1670 traite notamment du ministère des médecins et chirurgiens en ce qui concerne les blessures et l'homicide, et un commentateur inconnu (1) déclare : « Le principal objet que doivent se proposer médecins et chirurgiens dans ces rapports (rapports d'expertise) est d'éclairer le juge sur le *corps du délit*, ainsi ils doivent avoir grande attention à n'omettre aucune des circonstances nécessaires pour ces éclaircissements. »

Ces rapports devaient d'ailleurs être faits séparément de l'état ou procès-verbal dressé par le juge.

Ainsi en avait-il été jugé par arrêt du Parlement du 24 septembre 1703, contre le Bailli du Duché Saint-Aignan.

Et la constatation du délit apparaît tellement essentielle pour la suite du procès qu'à l'art 11 du même titre on autorisa le juge à ordonner un nouvel examen ; disposition ainsi commentée : « Le plaignant dont l'état s'aggrave, l'accusé qui a des raisons de suspecter un médecin, peuvent demander une seconde visite. » C'est bien là, semble-t-il, une contre-expertise, et une disposition quasi-libérale, presque déplacée, dans un texte aussi répressif que celui de l'ordonnance.

Quant à la culpabilité de l'accusé, elle est fonction du nombre et de la qualité des preuves. Il y a là une sorte d'automatisme qu'on retrouve de nos jours encore dans les affaires correctionnelles.

Suivant le crédit plus ou moins grand accordé à la qualité des preuves, on distinguait les preuves complètes, les indices prochains et enfin les indices éloignés.

La preuve par témoins n'était complète que sous certaines conditions. Il fallait notamment deux témoins oculaires,

(1) N. . . — *Commentaire sur l'Ordonnance Criminelle*. — Paris 1768. — Bibliothèque Faculté de Droit n° 40,745.

ayant vu commettre le crime, déposant affirmativement sur le même fait et non reprochés ni reprochables.

Mais quand on les rencontrait « *rarae aves* » le juge était lié par leurs témoignages et la condamnation était certaine.

La preuve par écrit, ou instrumentale, était d'un emploi restreint mais s'appliquait à certains crimes qu'on ne pouvait guère prouver que par l'existence d'un écrit : hérésie, confidence, usure, etc...

Pour qu'elle fût complète, l'écrit devait d'une part traiter expressément du crime attribué à l'inculpé et d'autre part avoir un caractère authentique ou, en cas d'écrit sous seing privé, avoir été reconnu par lui.

Jamais une vérification d'écritures ne pouvait fournir une preuve complète.

Celle-ci pouvait toutefois résulter des *présomptions* lorsque les indices manifestes et nécessaires semblaient aussi probants que les deux témoignages requis pour la preuve complète.

Enfin l'aveu ne constituait pas une preuve complète, celle-ci n'étant établie que par la réunion de l'aveu, d'un témoignage et de *présomptions* suffisantes.

La preuve complète obtenue entraînait la condamnation même capitale.

Descendons d'un degré. Voici maintenant les *indices prochains* ou *semi-preuves*, suffisants pour entraîner une condamnation légère, insuffisants par eux-mêmes pour justifier une condamnation capitale. Pour celle-ci il faudra l'aveu et comme le système est logique, trop logique même, on l'obtiendra vaille que vaille par la question... à moins que le juge se contente d'additionner les indices prochains pour en faire une preuve complète.

Et Muyart de Vouglans de nous donner une liste effarante des semi-preuves, dont un grand nombre ayant trait à la sorcellerie ou à l'envoûtement.

Quant aux indices éloignés ou *adminicules*, ils serviront à soutenir les indices prochains pour permettre la torture, et on pourrait presque y déceler les prolégomènes de l'anthropologie criminelle.

Voilà brièvement exposé le système des preuves légales. En France, il termine une transformation qui a commencé avec le xii^e siècle et il subsistera jusqu'à la Révolution.

S'il est impossible de nier une évolution de la théorie des preuves, il s'avère toutefois difficile d'en apprécier la portée.

Certes, le système apparemment logique de la preuve légale s'est substitué à un système presque totalement déiste, mais en fait il s'agit d'une logique formelle qui procède d'un empirisme grossier. Il semble avoir été institué moins pour aider à la recherche de la vérité que pour entraîner toujours une condamnation.

Vienne la Révolution et à sa suite l'Empire, on bouleversera l'organisation judiciaire, les formalités de procédure, mais l'empirisme continuera à régner en maître dans le domaine de la preuve.

Sans doute la doctrine ordonnera, classera les preuves. Mais elle s'inquiétera peu de leur valeur intrinsèque. Par ailleurs la jurisprudence s'efforcera de combler les lacunes du code d'instruction criminelle, mais on condamnera, ou acquittera au petit bonheur, suivant le degré de juridiction, ou la plus ou moins grande éloquence de l'avocat, voire d'après la beauté et l'attitude des accusés. Bien que tout témoin soit à son corps défendant un faux témoin, on lui fera prêter serment de dire une vérité qui n'est jamais qu'une image de la vérité et tout le reste à l'avenant.

Tarde (1) pouvait écrire à la fin du xix^e siècle : « Commençons par *une petite question que je m'étonne de n'avoir vu traiter nulle part*, pas même par les criminalistes italiens. Ceux-ci, suivant qu'ils appartiennent à l'Ecole Classique ou à la nouvelle école, se préoccupent de trouver la meilleure classification possible des délits et des délinquants et une peine, soit proportionnée à la gravité du délit (c'est la chimère des premiers), soit adaptée à la guérison ou à l'élimination des délinquants (c'est le but éminemment pratique des seconds). *Mais avant tout, la grande difficulté*

(1) TARDE. — *Problèmes de Criminalité*, — loc. cit., page 123.

pour le juge est de savoir si l'auteur présumé du délit est vraiment délinquant. Sur ce grand sujet de la preuve judiciaire que Bentham a médiocrement creusé, il y aurait à faire un essai de logique spéciale... »

Depuis que ces lignes ont été écrites il y a eu progrès.

En premier lieu, la recherche et la constatation du corps du délit lui-même ont bénéficié des progrès scientifiques. Par ailleurs on s'est enfin préoccupé de la critique des témoignages et nous devons à M. Gorphe (1) une étude qui a été qualifiée de magistrale et qui venait à son heure puisque notre maître, M. Huguenev, écrivait en tête de la préface ces lignes qui confirmaient les idées de Tarde : « La psychologie judiciaire, science neuve, quoiqu'elle compte parmi ses fondateurs des Français, a chez nous peine à se faire place. L'Ecole la délaisse. Le Palais s'en désintéresse... »

Quant à l'expertise il a été peu écrit sur son formalisme et encore moins sur sa valeur propre. Toutefois il semble bien que nous assistons à la gestation d'une nouvelle systématique de la preuve et que, d'ores et déjà, nous abordons l'ère scientifique.

Pour nous résumer nous pensons que l'évolution de la preuve en matière pénale est marquée par trois périodes, en ne considérant que les faits connus.

Dans une première période, le système des preuves est sous l'influence des croyances en la divinité, c'est la *période déiste*.

Dans un deuxième stade, où le système déiste laisse des traces persistantes, la question de la preuve est résolue empiriquement, c'est la *période empirique*.

Enfin apparaissent, depuis quelques années seulement, les prolégomènes de la *période scientifique*, puisque les mesures et les nombres prennent chaque jour plus d'importance dans la conduite de l'enquête et du procès criminel.

Voilà sans doute une classification qui se rapproche beaucoup de celle de Ferri et qui découle probablement beau-

(1) GORPHE. — *La Critique du Témoignage*. — Dalloz, Paris 1927.

coup plus d'une même matière d'interpréter les faits que d'une formation intellectuelle identique.

Aussi imparfaite qu'elle puisse paraître, elle nous semble avoir au moins le mérite d'être simple et, en tenant compte des enseignements de l'histoire, d'apporter une conclusion à ce premier chapitre.

*
* *

TITRE II

SUR LES MODES DE PREUVE DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Division. — Connaissance personnelle du Juge.
— Présomptions. — Aveu. — Preuve littérale. — Témoignage. — Preuve par expertise. — Place prépondérante de ce dernier mode de preuve.

Avant d'aborder l'étude approfondie de l'expertise, il nous a semblé nécessaire de tenter une critique objective des différents modes de preuves utilisés en matière pénale. Cet examen, conduit d'une façon rationnelle, nous permettra de mieux situer notre sujet.

Le Code d'Instruction Criminelle a prévu et autorisé, dit Faustin Hélie (1) les moyens de preuve qui suivent :

L'inspection personnelle du juge, qui comprend son transport sur les lieux, des visites au domicile du prévenu et au domicile des tiers, la saisie des pièces à conviction.

L'audition des témoins, soit dans l'information, soit à l'audience et par conséquent la confrontation de ces témoins, soit entre eux, soit avec l'inculpé.

La vérification par expert.

L'interrogatoire de l'accusé et par suite toutes les révélations et aveux qui peuvent en émaner.

L'examen des titres et des pièces à conviction.

(1) FAUSTIN, Hélie. — *Traité de l'Inspection Criminelle*. — Paris. Faculté de Droit n° 73,562, pages 47, 179 et suivantes.

M. L. Hugueney déclare : « La loi pénale n'écarte aucun mode de preuve, c'est-à-dire qu'elle permet de recourir aux modes de preuve les plus variés : les écrits, les témoignages, les indices, les présomptions, les aveux. »

Ces différents modes de preuve renferment donc des *preuves directes* : connaissance personnelle du juge, vérification par experts, audition des témoins, interrogatoire de l'accusé, aveux, examen des titres ou des pièces à conviction, et des *preuves indirectes* : présomptions.

Pour étudier, brièvement d'ailleurs, ces différents modes de preuve voici l'ordre que nous adopterons : 1° connaissance personnelle du juge ; 2° présomptions ; 3° aveu ; 4° examen des titres ou preuve littérale ; 5° témoignage ; 6° preuve par expertise.

Donnons nos raisons. Nous commençons par la connaissance personnelle du juge en raison du rôle prépondérant joué par le juge d'instruction dans tout procès pénal d'une certaine importance. Puis, si l'examen des présomptions vient en second lieu, c'est que, sur elles, repose bien souvent l'inculpation.

L'inculpation étant obligatoirement suivie d'un interrogatoire, lequel peut entraîner l'aveu, cet enchaînement justifie la place de celui-ci.

La preuve littérale, un peu spéciale, précède le témoignage autrefois et aujourd'hui encore — bien à tort selon nous — si important.

Et si la preuve par expertise vient en dernier c'est que ce mode de preuve déborde sur tous les autres, il les minimise ou les complète et quelquefois il suffira pour entraîner la condamnation.

DE LA CONNAISSANCE PERSONNELLE DU JUGE.

La connaissance personnelle du juge est prévue par le Code d'Instruction Criminelle pour les cas de flagrant délit, pendant l'instruction et même au cours du jugement.

(1) L. HUGUENEY. — A son cours.

A la vérité c'est surtout le juge d'instruction qui s'efforce de prendre connaissance personnellement des faits de la cause criminelle et il est rare que la chambre des mises en accusation ou la juridiction de jugement se résolve à utiliser ce mode de preuve.

On ne saurait leur en faire grief car il est évident qu'entre le moment où l'acte punissable a été commis et le moment où son auteur présumé est jugé, il s'est écoulé suffisamment de temps pour qu'il ne subsiste aucune trace du méfait.

De là l'importance primordiale des premières constatations.

Faustin Hélie (1) indique que l'inspection personnelle du juge comprend son transport sur les lieux, les visites au domicile du prévenu ou au domicile des tiers, la saisie des pièces à conviction.

Le transport sur les lieux, prévu par les art. 59, 60, 62 du Code de Procédure Criminelle, permet au juge d'instruction de prendre en quelque sorte contact intime avec l'ambiance des lieux du délit ou du crime, d'apprécier *de visu* la gravité des faits, d'en traduire immédiatement la portée, d'être ainsi à même de donner une impulsion énergique à l'enquête criminelle.

Ainsi déjà il deviendra un véritable témoin, un témoin autorisé dont les constatations recueillies par écrit — sous forme de procès-verbal — seront de toute importance lors de la phase du jugement.

A notre sens le transport sur les lieux est un point capital de l'enquête criminelle.

En effet le juge, s'il est compétent au sens technique du mot, relèvera tous les indices visibles. Il serait donc hautement désirable que les juges d'instruction soient particulièrement avertis des méthodes actuelles de l'enquête criminelle. Ainsi, ces magistrats seraient à même d'apprécier la

(1) FAUSTIN, Hélie. — *Traité de l'Instruction Criminelle*. — Vol. 4, page 336. — Faculté de Droit n° 73,562.

valeur des traces, des indices et de se faire par eux-mêmes une opinion autorisée.

Sans doute, dans nombre de cas, le recours à l'expertise sera de règle. Et, d'ailleurs, le Code d'instruction criminelle, à la suite de l'ordonnance de 1670, prévoit en cas de meurtre ou de décès suspect l'examen du cadavre par des médecins.

Mais, au demeurant, les conclusions des experts seront d'autant plus utiles qu'elles viendront corroborer, étayer, renforcer, éclairer la propre conviction du juge.

Au surplus, lors des perquisitions, des visites domiciliaires, des saisies d'objet et de documents, le juge pourra veiller d'abord à la régularité des formes de la procédure instituée par la loi du 7 février 1933 et ensuite à l'utilisation du moindre élément d'information.

Mais là encore l'expertise jouera souvent un rôle prépondérant, rôle qui tend à devenir essentiel au fur et à mesure que la science met à la disposition des hommes des moyens d'investigation de plus en plus précis.

DES PRÉSOMPTIONS.

Quoi de plus vague qu'une présomption en matière criminelle ? Comment oser en faire un mode de preuve alors que par définition même il s'agit d'une opération conjecturale qui prétend établir un fait contesté à l'aide d'une induction subjective à partir de faits connus ?

Que les présomptions servent à l'origine du procès criminel pour permettre l'élimination momentanée d'un personnage suspect susceptible de détruire des preuves matérielles, soit, mais qu'elles interviennent ensuite au point d'être seules pour entraîner condamnation, non !

Ainsi la condamnation du fameux Landru est, du seul point de vue de la logique judiciaire, parfaitement inique. L'accusé n'a jamais avoué, aucun témoin à charge n'a pu apporter un témoignage précis sur telle ou telle disparition d'une « fiancée », aucune de celles-ci n'est venue se dresser en accusatrice contre l'homme fatal, aucun rapport d'expert

ne pouvait être considéré comme probant et cependant, condamné sur de simples présomptions — très fortes il est vrai — Landru a été exécuté !

Dans ses commentaires sur l'ordonnance criminelle de 1670, Muyart de Vouglas donne une liste d'indices dont quelques-unes relèvent de l'enfantillage. Notamment notre auteur signale comme présomption « les troubles, l'émotion, la pâleur de l'accusé en présence du cadavre de sa victime. »

Sans verser, à l'exemple de l'Ecole Anthropologiste, dans l'excès contraire, signalons cependant qu'un homme parfaitement innocent peut se troubler et pâlir en présence d'un cadavre quelconque. Alors, bien osé serait le juge d'instruction qui pourrait tirer d'une confrontation avec un mort une présomption quasi-irréfragable à l'encontre d'un inculpé.

Mais en cette matière si délicate des présomptions, la science peut encore apporter son secours. Et les experts pourront affirmer par exemple que tel poison acheté par l'inculpé et saisi chez lui est de même nature que celui qui a servi à commettre un empoisonnement, que telle arme trouvée en la possession de l'inculpé a bien tiré la balle qui a entraîné la mort de la victime, etc...

Ici encore l'expertise vivifie les faits et ses conclusions permettront bien souvent de forcer la défense.

DE L'AVEU.

Dans le système si logique, trop logique même, de la preuve légale, l'aveu était considéré comme la reine des preuves.

A envisager la pratique actuelle, l'aveu semble n'avoir aucunement perdu de son importance.

Dans la majorité des affaires criminelles, celles où l'accusé est passible d'une peine afflictive et infamante, les cas où l'inculpé n'avoue pas sont l'exception. Quand il a été obtenu, la voix populaire elle-même considère que la cause est entendue et il ne reste à la justice qu'à préciser les mobiles et les modalités du crime, à frapper le coupable.

Mais dans les délits qui relèvent pour la plupart des tribunaux correctionnels, l'aveu est loin de tenir une place prépondérante. Cela tient peut-être à la difficulté qu'éprouve le juge à apporter la preuve du délit et à la confiance de l'inculpé en son système de défense.

Aussi est-il presque toujours nécessaire de faire appel aux autres moyens de preuves pour justifier les poursuites et la condamnation.

Il importe d'ailleurs de bien remarquer que l'aveu, pour faire pleinement preuve, doit être spontané et entier. Or, notre Code d'instruction criminelle ne fait aucune différence entre l'aveu provoqué et l'aveu spontané. Mieux même, la Cour de Cassation décide que le juge, à l'inverse de ce qui est de droit en matière civile, peut retenir de l'aveu la partie favorable à l'accusation et rejeter celle qui pourrait être favorable à la défense.

L'aveu spontané, lui-même, n'est pas à l'abri de toute critique. On cite, en effet, des cas où l'inculpé s'est accusé volontairement, de tel ou tel méfait, soit pour masquer un autre crime, soit encore pour dérober à la justice le nom du véritable coupable, soit enfin comme conséquence d'un état pathologique.

Aussi bien, dans les cas les plus favorables, où l'aveu est sincère et véritable, ce mode de preuve ne se conçoit qu'autant que le criminel est connu ou soupçonné. Il faut donc au préalable identifier le coupable présumé et réunir contre lui un faisceau de preuves ou de présomptions tel qu'il ne pourra plus nier l'évidence. Et l'identification d'un individu, et la réunion des preuves ou présomptions solides sont aujourd'hui l'œuvre de l'expertise.

DE LA PREUVE LITTÉRALE.

Il sied d'établir une distinction entre les écrits émanant du ou des inculpés ou de leurs sous-ordres, écrits qui peuvent ou constituer le corps du délit ou un moyen de preuve préconstitué, et les écrits ou procès-verbaux établis par les agents de l'autorité et faisant foi jusqu'à inscription de faux.

Lorsqu'un écrit constitue le corps du délit, comptabilité truquée, faux, etc..., la preuve du délit ne découle pas nécessairement de l'existence de l'écrit incriminé.

Notamment l'art de la comptabilité est plus que conjectural car il dépend pour beaucoup des appréciations de chacun. Porter dans un bilan la valeur d'un bâtiment pour un franc ou x francs, x étant aussi grand qu'on voudra, est une question d'appréciation personnelle qui n'a rien de scientifique.

Quant au faux, sa preuve ne peut être établie que par l'aveu ou une expertise en écriture.

Relativement à cette dernière nos anciens auteurs, Muyart de Vouglans, Jousse, d'autres encore, avaient déjà montré combien la science (?) des experts était conjecturale. La même idée a continué à prévaloir par la suite et aujourd'hui encore, malgré la méthode du D^r Locard, la simple prudence semble conseiller la circonspection à l'égard de ce mode de preuve.

Personnellement, nous serons du même avis en ce concerne les quelques procès-verbaux qui font encore foi jusqu'à inscription de faux.

Qu'est-ce, en définitive, qu'un procès-verbal ? La relation écrite d'un témoignage. Le fait que ce témoignage est rédigé par un agent investi d'un pouvoir spécial ne confère pas à l'agent une intelligence supérieure. Il est malheureux de constater qu'au xx^e siècle l'honneur des citoyens est à la merci d'un faux témoignage aggravé encore très souvent par une méconnaissance absolue de la langue française et de la valeur des termes employés pour la rédaction du procès-verbal.

Nous sommes en cette manière en plein arbitraire et cet arbitraire constitue un véritable scandale indigne d'un code de procédure criminelle moderne !

DE LA PREUVE TESTIMONIALE.

C'est la preuve qui résulte des témoignages. Un témoignage est une relation orale ou écrite des constatations senso-

rielles faites par une personne appelée témoin à l'occasion d'un événement quelconque dont elle a eu connaissance.

Cette définition englobe donc tous les témoins, même les témoins indirects ou par ouï-dire.

La preuve testimoniale semble avoir été utilisée de tout temps en matière criminelle. Elle s'est maintenue de nos jours malgré la critique dont elle a été l'objet.

Passons sur les formalités : le serment, les témoins reprochables, les confrontations, etc. Tout cela est sujet à critique acerbe mais de peu d'importance pour notre sujet.

Et venons-en à la discussion de la valeur intrinsèque du témoignage. Pour cette discussion nous utiliserons tant les faits historiques que les faits expérimentaux.

Nous pouvons nous demander tout d'abord s'il est possible d'établir une hiérarchie des sens, si, en d'autres termes, la valeur du témoignage est en relation intime avec la nature des impressions sensorielles perçues à l'origine de la relation.

C'est là une question d'espèce, aussi bien au point de vue du fait que de la personnalité du témoin.

Par exemple, un témoin oculaire a vu le visage d'un meurtrier et un témoin auriculaire a entendu sa voix. A l'instruction, le premier des deux témoins reconnaît le meurtrier en la personne de l'inculpé, alors que le second affirme que les voix diffèrent complètement. Peut-on donner la préférence à un de ces témoignages sur l'autre ? La solution peut dépendre des conditions de la perception originelle. Logiquement, si la visibilité était bonne, on peut préférer le témoignage résultant de la perception visuelle, d'une part parce que l'enregistrement, la mémoire et l'évocation des vibrations lumineuses sont plus fidèles que ceux des vibrations sonores, d'autre part parce que les traits du visage sont proportionnellement moins déformables que l'intonation de la voix.

Mais on voit par cet exemple très simple la complexité du problème. Que la perception visuelle ait été très fugitive et faite sous un mauvais éclairage alors qu'au contraire la

perception auditive bénéficiait d'une certaine durée, et c'est assez pour que l'ordre précédent soit renversé.

Multiplier à l'infini les exemples sortirait de notre sujet et ne lèverait en rien l'indétermination qui règle sur la hiérarchie des sensations.

Au surplus, que vaut le témoignage ? Rien.

Considérons pour le moment l'*objet* du témoignage. Il s'agira de décrire les lieux, de placer des personnes, de les identifier, de rapporter leurs paroles, etc... Si le témoin qui dépose n'a pas pris la précaution de noter ses impressions, son témoignage recueilli quelques heures seulement après sera faux.

En effet, quand on considère un nombre N d'individus ayant assisté à une scène, qu'on leur demande ensuite de décrire cette scène, on s'aperçoit qu'il y a seulement n_1 réponses exactes pour tel fait, n_2 réponses exactes pour tel autre fait, etc... Comme les n_1 réponses exactes n'émanent pas des mêmes individus qui ont donné n_2 réponses exactes, il en résulte que pour chaque individu il y a au moins une erreur et beaucoup plus souvent plusieurs dans la relation des détails d'une scène donnée.

Pour certains faits, on a même constaté que le pourcentage d'erreur atteignait 50 % des témoignages. Cela revient à dire qu'un seul témoin a une chance sur deux de présenter une relation exacte : la vérité peut se jouer à pile ou face.

Et le nombre des témoins n'ajouterait rien à la connaissance réelle d'un fait.

Supposons que N témoins aient vu de la même place, le même fait. Déjà nous savons que le pourcentage d'erreur dans la relation oscillera entre un maximum de 50 % et un minimum de 5 à 10 % suivant l'objet et la sensation utilisée.

Mais en réalité les N témoins occupaient des places différentes et dès lors le fait a pu sembler différent à l'origine en raison d'une illusion d'optique, erreur de parallaxe par exemple. Ainsi, alors même que pour un fait donné, la relation de ce fait ne comporterait aucun pourcentage d'erreur,

on retrouverait à la base des témoignages une erreur initiale d'observation.

Que si l'on considère maintenant le sujet qui témoigne, il faut tenir compte de l'imperfection et de l'intégrité de ses sens, de son état physique, de son éducation, de l'état dans lequel il se trouvait au moment de l'observation, de l'auto-suggestion, de la suggestion collective des foules, de l'ignorance, etc...

Ainsi l'appréciation des couleurs est très variable suivant les individus et en cette matière encore les témoignages sont très sujets à caution.

De même, la perception d'un phénomène de très faible durée ne peut donner immédiatement qu'une image incomplète et alors de deux choses l'une : ou bien l'habitude aidant le sujet imaginera le phénomène en son entier, ou bien, n'ayant aucun élément préexistant, l'observateur ne pourra retenir qu'un fait inutile.

Ajoutez ou combinez à cela l'auto-suggestion, qu'elle résulte d'une déformation professionnelle ou de la passion politique, ou même encore de l'influence de l'entourage, et si vous pouvez après faire encore crédit au témoignage, c'est que vraiment l'habitude est une seconde nature !

Et nous n'avons pas fini. Il nous faut encore faire intervenir le facteur « temps ».

Entre le moment de la perception et le moment du témoignage il peut s'écouler quelquefois des jours, des semaines, des mois. Pendant ce laps de temps les souvenirs s'effacent, il ne reste en mémoire que les faits saillants, vienne la déposition et c'est à l'imagination qu'on demandera de combler les lacunes !

Alors, de quelle valeur peut être un tel témoignage ? Nulle.

Pis encore, le témoin est-il vraiment psychologiquement normal, n'est-ce pas un névropathe, un mythomane, un paralytique général qui s'ignore, une intoxiquée ?

Vraiment, quand on pense que pendant des millénaires on a inculpé, torturé, condamné, roué et exécuté quantité de malheureux sur la foi des seuls témoins, on en arrive à admettre que la science, par ailleurs si malfaisante, s'est

révélée fée bienfaisante pour la justice, ne serait-ce qu'en permettant enfin la critique du témoignage.

Les faux témoignages faits de bonne foi sont légion, il suffit pour s'en convaincre de parcourir l'ouvrage de Gorphe déjà cité.

Des exemples d'erreurs judiciaires ? Ils ne manquent point, ils abondent.

Dans la trop célèbre affaire du courrier de Lyon, quatre bandits aidés d'un complice qui voyageait dans la voiture égorgent le postillon et le courrier de la malle-poste puis s'approprient les assignats destinés à l'Armée d'Italie. Pendant l'instruction les témoins reconnaissent en Lesurques un des bandits. Malgré ses protestations, malgré un alibi, malgré les dénégations d'un des véritables assassins (celui qui avait pris place dans la malle), Lesurques, condamné à mort, est exécuté.

Plus tard les quatre malfaiteurs sont identifiés et les témoins reconnaissent en Dubosq, affublé il est vrai d'une peruque blonde, le véritable criminel avec lequel Lesurques avait été confondu...

D'accord avec Gorphe, et à sa suite, nous écrivons : « Quoi qu'il en soit les bandits n'avaient été que cinq et au moins un de trop avait été condamné. »

Dans l'affaire Legras, c'est une fausse reconnaissance encore plus typique qui est à la base de l'erreur judiciaire, puisque l'innocent condamné et le coupable véritable n'avaient que peu de ressemblance.

Dans l'affaire de la Roncière, les manigances et la plainte d'une hystérique font condamner un innocent : le lieutenant de la Roncière.

Inutile d'allonger la liste, elle est amplement suffisante.

Mais alors devant cette carence de la preuve testimoniale qui était pourtant « aux yeux des rédacteurs du Code d'instruction criminelle la preuve par excellence en matière pénale » (1) que va devenir le procès criminel ?

La réponse est simple : tant vaut le juge d'instruction,

(1) FAUSTIN, HÉLIE. — *Traité de l'Instruction Criminelle*. — Paris, Faculté de Droit n° 75,562, pages 17, 179 et suivantes.

tant vaut l'instruction. A ce magistrat d'appliquer aux témoignages les dernières données de l'art du psychologue.

Sans doute, on ne peut parler ici, momentanément du moins, de science. Il ne peut être question de mesurer, ni en valeur absolue, ni même en valeur relative, la portée d'un témoignage, pas plus que l'intégrité du système nerveux central d'un individu. Une appréciation aussi objective que possible des relations ou de l'état du témoin est possible, leur mesure non.

Au demeurant, l'instruction n'est pas tout, puisqu'elle constitue seulement le préliminaire du jugement.

Aux assises, pendant les débats, une multitude de témoins défilera à la barre. Beaucoup feront des dépositions sans aucun lien avec le procès et les interventions des avocats de la défense et de la partie civile embrouilleront à loisir les faits. Ainsi l'intime conviction du jury sera parfaite !

Au tribunal correctionnel, le procès-verbal d'un agent de la force publique, témoin par ouï-dire, entraînera la condamnation !

Et ne pourrait-on pas s'écrier : « Oh, justice, que de crimes on commet en ton nom ! »

C'est pourquoi nous demeurons convaincus que l'avenir de l'instruction criminelle est dans la recherche scientifique des preuves indiciales, dans l'exploration d'un domaine encore neuf où les témoins muets mais matériels et fidèles ne peuvent mentir, ne mentent point.

DE LA PREUVE PAR EXPERTISE.

Par expert on entend toute personne ayant des connaissances spéciales sur un sujet déterminé, apte par conséquent à donner un avis autorisé sur un fait ou une chose contenu dans le domaine de sa compétence.

L'expertise sera l'opération à laquelle procèderont les experts pour étudier le cas soumis à leur appréciation, opération à l'issue de laquelle il leur sera possible de formuler un avis motivé.

Du point de vue purement méthodologique, il est difficile

de soutenir que ce mode de preuve a une existence propre. L'expertise apparaît plutôt comme un auxiliaire des modes de preuve déjà étudiés, ainsi qu'il a été souligné précédemment.

Mais à notre sens il est légitime de renverser les rôles et d'admettre que la preuve par expertise conditionne aujourd'hui tous les autres modes de preuve.

En réalité, c'est le plus souvent l'expert qui établira et précisera le corps du délit, c'est lui qui relèvera et matérialisera les indices permettant l'identification du délinquant.

C'est encore à l'expert que l'on demandera de se prononcer sur l'intégrité nerveuse du criminel, sur le degré de crédibilité des témoins, sur la part de culpabilité qui doit être attribuée à chaque co-inculpé.

Mais si l'expertise prend chaque jour une place de plus en plus prépondérante dans la conduite du procès criminel, si elle tend à reléguer au second plan les autres moyens de preuves, il s'en faut que toutes les expertises aient la même valeur intrinsèque.

Il importe en effet de distinguer l'expertise conjecturale et l'expertise à base scientifique. Dans le premier cas l'expert interprète subjectivement (faux, comptabilité, folie), dans le second, au contraire, il constate qualitativement (viol, blessure mortelle), ou quantitativement (empreintes digitales, traces, empoisonnement, fraudes et falsifications).

Par voie de conséquence s'il est imprudent de se fier aux éléments de l'expertise conjecturale on peut, au contraire et sauf exceptions rares, tenir pour certaines les conclusions de l'expertise à base scientifique.

C'est donc de cette dernière et de cette dernière seulement que nous nous occuperons maintenant.

TITRE III

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES SUR L'EXPERTISE.

L'Expertise selon le Code d'instruction criminelle. — Le projet de réforme de 1880. — Apparition de l'expertise contradictoire avec le décret de 1889 applicable aux ventes d'engrais. — La proposition de loi Cruppi. — La loi du 1^{er} Août 1905 sur les fraudes et falsifications. — Le décret de 1906 pour l'application de cette loi. — Le diplôme d'expert-chimiste. — Nouvelle proposition de loi visant la réforme de l'expertise en matière criminelle (1913).

Nous avons déclaré, en terminant notre précédent titre, que nous entendions étudier plus spécialement l'expertise à base scientifique.

De ce fait, il est inutile d'écrire une fois de plus un historique complet de l'expertise.

En effet, l'expertise à base scientifique ne peut exister qu'autant que les sciences — suffisamment avancées — mettent à la disposition des experts : des principes, des méthodes, des instruments.

Ces différentes conditions étaient loin d'être réunies avant le XIX^e siècle. Sans doute de remarquables philosophes avaient-ils précisé, aux siècles précédents, les fondements de la recherche scientifique ; sans doute de grands savants avaient-ils déjà dégagé les principes essentiels de nos connaissances mathématiques, astronomiques et physiques, mais, par contre, la chimie n'existait pas en tant que science, la médecine était toute faite d'empirisme et, au surplus, le matériel nécessaire pour l'expérimentation faisait bien souvent défaut.

Dès lors, en commençant seulement par l'examen des dispositions du Code d'Instruction criminelle de 1808 nous aurons l'avantage de ne pas nous encombrer d'un fardeau bien inutile.

Le Code d'Instruction criminelle de 1808 ne traite pas expressément de l'expertise, et il n'est pas sans intérêt de signaler cette lacune puisque, par ailleurs, le Code Pénal pré-

voit, à son titre II, un certain nombre de crimes et délits contre les particuliers dont l'existence ne peut être valablement constatée qu'en faisant appel aux experts.

Il en est ainsi, à notre sens, pour les délits prévus par les art. 301, 302 du Code Pénal, qui visent les cas d'empoisonnement, pour l'art. 317 qui réprime l'avortement provoqué, pour l'art. 332 enfin, relatif au viol.

Cependant, on trouve aux art. 43 et 44 du Code d'Instruction criminelle quelques dispositions applicables aux experts :

Art. 43. — « Le Procureur du Roi (le Procureur de la République) se fera accompagner, au besoin, d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit. »

Art. 44. — « S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le Procureur du Roi (le Procureur de la République) se fera assister d'un ou deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre. »

« Les personnes appelées, dans le cas du présent article et de l'article précédent prêteront devant le Procureur du Roi (le Procureur de la République) le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. »

Les textes de ces deux articles s'appliquent d'ailleurs aux opérations faites par le juge d'instruction, en cas de flagrant délit, en vertu de l'art. 59 du même code, et même à celles qui seraient nécessaires pour compléter les constatations des officiers de police judiciaire comme le décide l'art. 60 suivant.

Remarquons dès à présent que ces articles sont placés sous les rubriques de la Police Judiciaire ou des cas de flagrant délit, qu'en principe ils ne devraient s'appliquer que dans la phase policière du processus pénal. De plus, il n'est pas sans intérêt de montrer qu'il y a une distinction à faire entre les art. 43 et 44 du Code d'Instruction criminelle. Alors que l'art. 44, qui vise les cas où il y a mort suspecte, oblige le

Procureur de la République ou le Juge d'instruction à se faire accompagner d'un ou deux médecins, l'art. 43, au contraire, est beaucoup moins formel et la présence d'experts aux côtés des magistrats est laissée à l'entière discrétion de ceux-ci.

Il est toutefois bien évident que les termes de cet article du Code d'Instruction criminelle étaient sages puisqu'ils permettaient d'utiliser, dès l'ouverture de l'enquête, des personnes susceptibles d'apporter, grâce à leurs connaissances, toutes précisions utiles sur les « circonstances » de la perpétration du délit ou du crime. Mais on conçoit que cette précieuse faculté n'ait pu donner pendant longtemps de bien brillants résultats, en raison même de l'inexistence d'assises scientifiques solides.

Sans doute, pour constater une effraction, il était possible de faire appel à un serrurier, mais à la vérité, dans la plupart des cas, point n'était besoin d'un homme de l'art, l'évidence des faits s'imposant d'une façon telle qu'aucun magistrat ne pouvait s'y tromper.

Au surplus, l'utilité de l'expertise est si manifeste que très rapidement doctrine et jurisprudence furent d'accord pour admettre que ce mode de recherche des délits ou des preuves pouvait constituer un des éléments de l'enquête officielle, très souvent pratiquée avant toute inculpation, enquête extralégale à la vérité, mais cependant tolérée par la Cour de Cassation.

Examinons maintenant les différents cas où l'expertise peut être employée, pendant l'instruction, en vertu des seuls principes généraux de notre Droit criminel.

L'utilisation de l'expertise pendant l'instruction proprement dite est parfaitement admise et repose sur le principe qu'un juge d'instruction a tous pouvoirs pour découvrir la vérité.

Ici, d'ailleurs, le juge d'instruction est souverain et le ministère public, au moins pendant l'information, ne saurait imposer le recours aux experts.

Mais que peuvent être les pouvoirs du Procureur de la République dans l'intervalle de temps (trois jours : art. 127

du C. d'Inst. crim.) qui peut s'écouler entre le moment où le parquet reçoit communication de la procédure et celui où il adresse ses réquisitions au Juge d'Instruction.

Il nous semble que dans le silence de la loi le Ministère public n'est à même de prendre aucune initiative. Cependant, il nous apparaît logique d'admettre qu'il a le pouvoir, et même le devoir, de signaler la nécessité d'un recours à l'expertise au cas où l'examen du dossier laisserait apparaître une lacune qui serait à même d'être comblée par une expertise.

Cette indication serait, à notre avis, de nature à justifier ensuite tout appel émanant du Procureur de la République contre les ordonnances du juge d'instruction.

Au deuxième stade de l'instruction la Chambre des mises en accusation tient de ses pouvoirs propres le droit de faire procéder à toutes les expertises pouvant concourir à la manifestation de la vérité.

La Cour de Cassation (arrêt du 31 août 1833) a même décidé que le conseiller chargé du supplément d'enquête était en quelque sorte dépositaire des pouvoirs de la chambre et que, dès lors, il pouvait, de sa propre autorité, procéder à la désignation d'experts.

La nomination d'experts peut encore avoir lieu au cours de la procédure de jugement. Les tribunaux répressifs, à tous les degrés, peuvent recourir à l'expertise pour aider à la recherche de la vérité, pour contribuer à la formation de l'intime conviction des juges.

Qu'il s'agisse du tribunal correctionnel, d'une chambre, d'une Cour d'Appel statuant en appel au criminel, de la Cour d'Assises même, partout et toujours il y a possibilité de demander l'avis des experts qualifiés.

Il en est encore ainsi, en vertu de l'art. 268 du Code d'Instruction criminelle, pour le Président des Assises, lequel peut également faire appel aux témoignages de telles ou telles personnes particulièrement qualifiées pour apprécier la réalité ou la portée de tel ou tel fait important du procès.

Bien évidemment, tout ce que nous venons d'énoncer s'applique aussi bien à l'expertise qu'aux contre-expertises. Les

exemples ne sont pas rares. Notamment, lors de l'affaire Almazoff, la contre-expertise qui devait aboutir à mettre l'inculpé hors de cause fut ordonnée par la Chambre des mises en accusation.

Toutefois, il y a lieu de souligner deux points très importants.

En premier lieu, il nous faut remarquer que le droit de désigner un ou plusieurs experts appartient aux magistrats, ministère public et juge d'instruction en cas de flagrants délits, juge d'instruction, chambre des mises en accusation et juridictions de jugement dans tous les autres cas.

Un accusé ne peut que demander l'expertise, il ne peut l'imposer. Si, sur sa demande, l'expertise est accordée, il ne peut désigner un expert, la nomination de celui-ci étant à la discrétion de l'autorité judiciaire compétente. Sans doute il est possible qu'on tienne compte de ses préférences, en ce cas c'est une faveur et non l'exercice d'un droit.

Ni le Code d'instruction criminelle, ni la jurisprudence n'ont admis le principe de l'expertise contradictoire et le prévenu n'a en définitive aucune garantie.

En deuxième lieu, par raison d'économie, la chancellerie s'est efforcée de faire limiter le nombre des experts. Notamment la circulaire du 6 février 1867 précise que « les expertises tirent leur force probante beaucoup moins du nombre des hommes spéciaux consultés que du mérite et de l'intégrité bien connus de l'expert. » Elle ajoute ; « Il arrive même souvent qu'un rapport offre plus de garantie s'il est signé par un seul expert, parce que la responsabilité en retombe sur lui seul, qu'il a dû tout vérifier par lui-même et qu'aucune opinion n'est énoncée en vertu d'une sorte de compromis ou de transaction. C'est donc en sachant bien choisir l'expert auquel on confie une mission et non en multipliant le nombre qu'on assure à ce complément de l'information toute l'importance qu'il doit avoir. »

Les inconvénients du système d'expertise instauré par le Code d'instruction criminelle ont été à la base de plusieurs erreurs judiciaires.

En 1814, une dame Juliette Jacquemin est condamnée à

mort pour tentative d'empoisonnement, alors que la victime, hystérique, avait simulé un attentat. Heureusement, il restait un échantillon du liquide soi-disant toxique et son examen montra qu'il s'agissait d'un produit inoffensif. Ici, il faut le remarquer, les poursuites et la condamnation reposaient sur les constatations médicales. On est en droit de penser que, même en 1814, l'examen chimique du liquide incriminé, ou même plus simplement l'examen de ses propriétés physiologiques par un seul expert pris en dehors du monde médical aurait suffi pour démontrer l'inanité de l'accusation.

Passons sur l'affaire Lafarge qui, à notre sens, est trop obscure pour qu'on en puisse tirer un argument dans un sens ou dans l'autre.

Une affaire Adèle Bernard, en 1868, relève exclusivement de la médecine. Adèle Bernard, condamnée pour suppression de part, accouche en prison, pendant la durée de sa peine. Il est clair que le praticien qui l'avait examinée s'était trompé si grossièrement que s'il y avait eu expertise contradictoire, les conclusions du rapport d'expert auraient été différentes.

Dans d'autres affaires, il y eut plusieurs expertises et beaucoup plus de deux experts. Pour ces derniers cas il ne pouvait plus être question d'incriminer le système de l'expert unique, mais bien plutôt la déformation professionnelle des personnes consultées.

A tout prendre, on peut considérer que les deux cas énoncés plus haut suffisent pour condamner le système du Code d'instruction criminelle de 1808.

Au surplus, l'idée de justice, si profondément ancrée dans la conscience humaine, se révolte à la pensée qu'un inculpé ne peut concourir à la manifestation de la vérité en désignant un expert de son choix pour procéder contradictoirement aux examens requis par les représentants de la justice.

Beaucoup de dispositions du Code d'instruction criminelle ayant par ailleurs vieilli, une commission composée de juristes et de membres du Parlement fut réunie en 1878

sur l'initiative et sous la présidence du Garde des Sceaux Dufaure pour réviser les dispositions du Code de 1808.

L'idée dominante de la réforme était de permettre à l'inculpé de se faire représenter aux opérations d'expertise et cela pendant toute la période de l'instruction.

Le projet, déposé en 1880 au Sénat, concrétisant cette idée, augmentait ainsi largement les droits de la défense.

Aux termes de ce projet une liste d'experts devait être dressée chaque année pour l'année suivante par les Cours d'Appel et sur l'avis des Facultés, Tribunaux, Chambres de Commerce.

En cas d'expertise il était prévu que le juge d'instruction choisirait son ou ses experts sur cette liste.

Quant au prévenu, un art. 49 nouveau décidait que « Le ministère public, la partie civile et l'inculpé peuvent choisir sur ladite liste un expert qui a le droit d'assister à toutes les opérations, d'adresser toutes réquisitions aux experts désignés par le juge d'instruction et qui est tenu de consigner ses observations soit au pied du procès-verbal, soit à la suite du rapport. »

Nous avouons que cet article ne nous donne pas satisfaction. En réalité il n'instituait pas l'expertise contradictoire puisque son texte dit bien que l'expert choisi par l'inculpé a le droit d'assister à toutes les opérations des experts désignés par le juge, sans nullement préciser qu'il participera aux dites opérations.

Sans doute l'expert désigné par le prévenu aurait pu adresser « toutes réquisitions aux experts désignés par le juge d'instruction », mais rien n'obligeait ceux-ci à en tenir compte et comme c'était en définitive (art. 51) le juge d'instruction qui statuait, sauf recours à la Chambre du Conseil, sur tous les incidents qui pouvaient s'élever au cours de l'expertise, il résultait, à notre avis, de ces dispositions que les droits de la défense n'étaient pas aussi complets qu'on aurait pu le penser au premier abord.

En principe, les experts, aussi bien ceux nommés par le juge que celui désigné par l'inculpé, devaient être choisis sur la liste annuelle, mais l'art. 54 décidait que « Toutefois

la Chambre du Conseil peut, lorsque les circonstances l'exigent, autoriser la désignation d'experts qui ne figurent pas sur les listes annuelles. »

Cette dernière disposition nous semble particulièrement libérale et heureuse. Et il nous apparaît qu'elle devrait trouver place dans tout projet de réforme du Code d'instruction criminelle, car les acquisitions de la technique et de la science sont tellement vastes qu'un cerveau humain ne peut avoir la prétention de connaître tout à fond. Or, l'expertise ne souffre pas la médiocrité et s'il s'agit d'élucider un point très particulier il peut se faire que le seul homme capable d'obtenir un résultat inattaquable n'ait pas son nom inscrit sur une liste d'experts.

Enfin le projet de réforme innovait encore — et très heureusement à notre sens — en décidant que « si l'expertise a été achevée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, celui-ci a le droit, après la communication du rapport, de choisir sur la liste annuelle un expert qui examine le travail de l'expert commis et présente ses observations. »

Voilà une sage disposition qui semble se retrouver dans le dernier né des codes d'instruction criminelle, le Code Italien.

Malheureusement, la réforme de 1879-1880 resta à l'état de projet.

Dans l'ordre chronologique se situent maintenant les dispositions réglementaires prises en vertu d'une loi qui devait constituer l'amorce de toute une législation répressive en matière de fraudes.

La loi du 4 février 1888 relative au commerce des engrais réprime correctionnellement la tromperie ou même plus simplement la tentative de tromperie sur la nature, la composition, le dosage des éléments utiles des engrais vendus aux cultivateurs. Elle oblige les vendeurs à indiquer la teneur des engrais en principe fertilisants dans le libellé même des contrats de vente ou de la facture.

Pour que la loi fût applicable, il était indispensable qu'on pût constater le délit, et cette constatation ne pouvait résulter que d'une analyse.

Pour établir la preuve du délit on aurait pu se contenter des errements anciens, mais le pouvoir exécutif — à qui étaient dévolues les mesures d'application de la loi en vertu de l'art. 6 de celle-ci — préféra faire œuvre nouvelle.

Aussi le décret du 10 mai 1899, après avoir traité des formalités relatives aux prélèvements des trois échantillons nécessaires, s'exprimait ainsi :

Art. 9. — Des trois exemplaires de chaque échantillon d'engrais l'un est remis ou envoyé au vendeur, l'autre est transmis à un chimiste-expert pour servir à l'analyse, le troisième est conservé en dépôt au greffe du tribunal de l'arrondissement pour servir, s'il y a lieu, à de nouvelles vérifications d'analyses. »

Mais l'article ajoutait : « Dans le cas où la prise d'échantillon a lieu d'un commun accord ou à la requête de l'acheteur, les parties peuvent convenir du choix d'un chimiste-expert. »

Cette mesure, nouvelle et équitable, était complétée par une autre disposition énoncée à l'art. 14 du même décret.

Voici l'hypothèse : le prélèvement a eu lieu d'office ou encore acheteur et vendeur ne sont pas d'accord pour la désignation du premier expert. Le rapport d'expertise étant déposé par le chimiste désigné par le juge de paix du canton où le prélèvement a eu lieu, le vendeur en contestait les termes. Alors, disait l'art. 14 : « Si le vendeur conteste l'analyse, il doit faire sa déclaration dans un délai de huit jours... *Dans ce cas, le troisième exemplaire de l'échantillon est soumis à une contre-expertise par un chimiste-expert choisi sur la liste dressée par le Ministre (de l'agriculture) et désigné par le Président du Tribunal de l'arrondissement où a été effectué le prélèvement. »*

Le législateur n'avait pas osé terminer logiquement l'œuvre qu'il avait si bien commencée : la personne soupçonnée de fraude avait bien le droit de demander une contre-expertise, mais son droit n'allait pas jusqu'à la désignation d'un expert de son choix, même pris sur une liste établie annuellement par une autorité intéressée, par elle-même, à la répression de la fraude.

On est d'ailleurs en droit de penser que ces dispositions réglementaires n'étaient pas toujours respectées puisqu'une circulaire du Garde des Sceaux aux Procureurs généraux, datée du 11 mars 1896, rappelle à ces magistrats la lettre du décret de 1889 :

« Aux termes des articles 9, 10 et 14 de ce décret les expertises doivent être faites par les chimistes-experts désignés par le Ministre de l'Agriculture et dont la liste est révisée tous les ans dans le courant du mois de janvier.

« J'ai été informé que, malgré cette *disposition impérative*, les analyses d'engrais auraient été, dans plusieurs circonstances, confiées à des chimistes ne figurant pas sur la liste des experts désignés par le Ministre de l'Agriculture.

« Je vous prie de rappeler les dispositions visées aux magistrats de votre ressort... »

Alors que le décret du 10 mai 1889 confiait au Ministre de l'Agriculture le soin de composer annuellement une liste d'experts, la rédaction de la liste des médecins-experts près les Tribunaux, prévue par le décret du 21 novembre 1893, sera plus spécialement confiée aux Tribunaux.

D'après l'art. 1^{er} de ce décret, les médecins-experts sont choisis, (au commencement de l'année judiciaire et dans les trois mois qui suivent la rentrée) par les Cours d'Appel, en Chambre du Conseil, le Procureur Général entendu, sur les listes de propositions des tribunaux de première instance du ressort.

Aux termes de l'art. 14 de la loi du 30 novembre 1892, seuls les docteurs en médecine français pouvaient figurer sur les listes de propositions.

Enfin ce même article décide que les docteurs en médecine dont les noms sont retenus auront le titre de médecins-experts devant les Tribunaux.

Le décret du 21 novembre 1893 précise en outre qu'en dehors des cas prévus aux articles 43, 44 (flagrants délits), 235 (informations par les Cours d'Appel, 268 (pouvoir discrétionnaire du Président des Assises) du Code d'Inst. crim. les expertises médico-légales ne pourront être confiées qu'aux Médecins-experts devant les tribunaux.

Enfin, un tempérament est apporté à ce monopole (?) pour les cas urgents quand les médecins-experts sont empêchés (art. 3 du décret du 21 novembre 1893).

Telle quelle, la réforme était et reste fort imparfaite puisque d'une part elle ne concerne que les docteurs en médecine et que, d'autre part, elle n'institue nullement l'expertise contradictoire.

Sans doute, dans les grands centres, il existe suffisamment de compétences pour qu'au besoin il demeure possible de trouver un docteur en médecine également toxicologue ou chimiste, mais combien plus improbable devient la possibilité de disposer d'un tel praticien dans tel ou tel cercle provincial ?

Peut-être n'y avait-il d'ailleurs là aucun inconvénient, les tribunaux restant libres du choix des experts autres que les experts médicaux.

Quoi qu'il en soit, la réforme de l'expertise restait à l'ordre du jour.

En vue d'introduire enfin l'expertise contradictoire en droit pénal, M. Cruppi déposa en 1899 une proposition de loi dont les dispositions visaient à apporter une réforme profonde aux dispositions du Code d'Instruction criminelle.

La proposition de loi étendait tout d'abord le principe de la liste annuelle à tous les experts. La nomination de ceux-ci dépendait des Cours d'Appel. Plus spécialement, pour les expertises médico-légales et chimico-légales, les propositions devaient émaner soit des Tribunaux civils, soit des Facultés et Ecoles de médecine, de pharmacie et des sciences.

Certaines personnalités étaient inscrites d'office : professeurs, médecins des hôpitaux. Il était d'ailleurs prévu, à l'art. 3, que « ces experts ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du Président du Tribunal ou du Président de la juridiction-saisie, cette ordonnance n'était d'ailleurs susceptible d'aucun recours.

Il a été reproché à ces textes de favoriser les universitaires.

Pour notre part, nous pensons qu'ils ne laissaient en rien à désirer au point de vue de la médecine légale. Mais toute-

fois, en ce qui concerna les expertises chimico-légales, nous aurions eu quelques réserves à présenter.

Ainsi, par exemple, en matière de fraudes et falsifications, nous estimons que l'expert doit être non seulement un scientifique, mais encore un technicien averti des usages de l'industrie et du commerce. Nous discuterons d'ailleurs cette question plus tard, et notre remarque suffit actuellement.

Dans sa deuxième partie, la proposition de loi Cruppi organisait enfin l'expertise contradictoire.

Voici d'abord le cas où le coupable d'un crime ou d'un délit aurait été inconnu ou en fuite. Alors l'expertise devait être confiée au moins à deux experts choisis sur la liste annuelle.

Si, au contraire, le coupable présumé était inculpé, le juge ou la juridiction compétente aurait désigné un ou plusieurs experts pris sur la liste annuelle, et après en avoir reçu notification le ou les inculpés pouvaient, dans un délai de trois jours, choisir eux-mêmes un nombre égal d'experts, toujours pris sur la liste.

Et même il était prévu que nonobstant toute désignation par le ou les inculpés, le juge devait alors nommer un ou plusieurs autres experts, une fois le délai de trois jours écoulé.

Il était, en outre, stipulé que l'expertise ne pouvait être faite par un seul expert qu'à la suite de la renonciation formelle de l'accusé au bénéfice de l'expertise contradictoire.

Toutes ces dispositions, d'ailleurs adoptées par la Chambre des Députés le 30 juin 1899, méritent d'être retenues lors du projet de réforme du Code d'instruction criminelle.

Plus particulièrement, celle qui prévoyait la nomination de deux experts tout à fait au début de l'enquête criminelle est à reprendre *de plano*.

La proposition de loi Cruppi subit un sort immérité : elle ne fut jamais votée par le Sénat.

Cependant son économie répondait trop à une aspiration d'équité pour que son esprit fût à jamais banni de notre législation. Aussi bien voyons-nous réapparaître, en triom-

phatrice cette fois, l'idée de l'expertise contradictoire dans les termes de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications.

L'amendement présenté au cours de la discussion par M. Cazeneuve a été voté et est devenu l'art. 12 ainsi conçu : « Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires. »

Comme l'article 11 de la même loi déléguait au pouvoir exécutif le soin de statuer sur ses modalités d'application, il convient maintenant de nous reporter au décret du 31 juillet 1906, qui réglementait la procédure relative au prélèvement d'échantillons, organisait l'instruction en sa phase administrative et traitait enfin du fonctionnement de l'expertise contradictoire.

Les dispositions du titre 1^{er} avaient notamment pour but de désigner les autorités compétentes pour effectuer les prélèvements d'échantillons en plusieurs exemplaires, de régler la manière dont ces échantillons devaient être prélevés, d'indiquer la destination à leur donner.

Le titre 2 était consacré au fonctionnement des laboratoires agréés. Il y était spécifié que les laboratoires devaient utiliser pour l'examen des échantillons les méthodes officielles décrites par des arrêtés ministériels, et les articles 13 et 16 précisaient la procédure à suivre pour saisir la juridiction compétente lorsque les conclusions du laboratoire tendraient à établir un délit de fraude ou de falsification.

Ainsi le décret prévoyait, avant la phase judiciaire, une phase qu'on peut appeler administrative. Très logiquement, il nous semble, le législateur avait pensé qu'avant de mettre tout l'appareil judiciaire en action il convenait de s'assurer de l'existence probable d'un délit, et la présomption de celui-ci devait résulter d'une *expertise* effectuée par un laboratoire officiel.

Fait digne de remarque, les dispositions du décret donnaient au justiciable toutes garanties en matière de prélèvement d'échantillons puisque ces derniers étaient pris, emmagasinés et clos par scellés en sa présence.

Mais, au surplus, l'auteur présumé de la fraude bénéfi-

ciait des autres garanties spécifiées au titre III du décret.

C'est qu'en effet l'expertise contradictoire imposée par l'art. 12 de la loi du 1^{er} août 1905 était minutieusement réglée.

D'abord l'inculpé avait le droit de désigner un expert choisi sur la liste dressée dans chaque ressort par les Cours d'Appel ou les Tribunaux civils, ou même encore sur les listes dressées par la Cour d'Appel ou le Tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré provenir la marchandise suspecte.

Ensuite, l'expert choisi par le juge d'instruction et l'expert désigné par l'inculpé prenait chacun possession d'un échantillon.

Puis, le juge donnait aux experts commis communication du dossier, formalité très importante pour l'accomplissement d'une mission d'expert quand il s'agit de produits naturels.

Ce m'était d'ailleurs pas tout. Toute liberté était laissée aux experts pour le choix des méthodes d'analyse et pour la conduite des opérations. Ils pouvaient, à leur gré, opérer chacun de leur côté ou conjointement, et faire part dans leurs rapports de toutes les constatations susceptibles d'établir la vérité.

En cas de désaccord, les experts pouvaient désigner eux-mêmes un tiers expert pour les départager et c'est seulement au cas où leur entente s'avérait impossible qu'intervenait alors le Président du Tribunal civil pour désigner le tiers expert, d'ailleurs non obligatoirement inscrit sur les listes.

Enfin le texte prévoyait même l'intervention de dégustateurs si nécessité s'en faisait sentir.

Ce décret de 1906 a surtout aujourd'hui une importance historique puisqu'il a été abrogé et remplacé par un décret du 22 janvier 1919 beaucoup plus complet et dont certaines dispositions étaient encore plus libérales pour l'inculpé.

Nous disons bien : dont certaines dispositions étaient plus libérales... et cela parce qu'un nouveau décret en date du

31 décembre 1928 est venu modifier depuis les règles concernant l'expertise contradictoire.

Nous reviendrons d'ailleurs en détail sur les dispositions des décrets de 1919 et de 1928.

Pour terminer ce chapitre indiquons enfin qu'une loi du 8 juin 1913 a institué un diplôme d'expert-chimiste et qu'une nouvelle proposition de loi, organisant à nouveau l'expertise contradictoire, a été adoptée la même année par la Chambre des Députés.

Le texte de cette proposition de loi s'inspirait de celui de la proposition de loi Cruppi adoptée déjà antérieurement.

Mais si l'économie générale de la réforme de l'expertise, à nouveau proposée, se révélait identique à celle de la proposition de loi Cruppi, il n'en est pas moins vrai que les deux textes différaient l'un de l'autre et cela pour mettre en harmonie les nouvelles dispositions avec les réformes fragmentaires intervenues entre 1899 et 1913.

Le législateur s'était, en effet, efforcé de tenir compte de l'arrêté du 22 juin 1903, portant création du diplôme de médecine légale et psychiatrie, du décret du 12 août 1904, sur l'expertise médicale, du décret du 31 juillet 1906 pris en application de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications, et même de la loi du 6 juin 1913, portant création d'un diplôme de chimiste-expert.

La proposition de loi adoptée en 1913 par la Chambre des Députés visait d'abord à préciser les conditions d'inscription des experts sur les listes dressées chaque année pour l'année suivante, par les Cours d'Appel, les Procureurs généraux entendus, sur l'avis des tribunaux de première instance.

Il était notamment spécifié à l'art. 3 : « Nul ne peut être admis à figurer sur les listes d'experts dans les catégories Chimie, Médecine, Pharmacie, sans avoir justifié :

Chimie : soit d'une présentation des Facultés ou Ecoles de Sciences, soit de la possession du diplôme de chimiste-expert ;

Médecine : 1° de la possession du diplôme de Docteur en Médecine ; 2° soit d'une présentation des Facultés ou Ecoles

de médecine, soit de la possession du diplôme de médecine légale ou psychiatrie ;

Pharmacie : 1° de la possession du diplôme de pharmacien.

D'après l'art. 3, c'était le juge qui devait désigner en premier son ou ses experts, choisis sur la liste annuelle du ressort.

Cette désignation devait être immédiatement notifiée à l'inculpé qui avait le délai d'un jour franc pour choisir sur la liste annuelle du ressort un même nombre d'experts.

A noter ici que le délai imparti à l'inculpé pour désigner un expert était réduit à un jour au lieu des trois jours prévus par la proposition Cruppi ou par le décret du 31 juillet 1906.

Au cas où l'inculpé n'avait pas usé de cette faculté, le juge procédait lui-même à la désignation du contre-expert.

Le texte prévoyait aussi qu'au cas où des opérations d'expertise se révéleraient nécessaires pendant les débats devant la Cour d'Assises, l'accusé exercerait son choix immédiatement.

Le texte de l'art. 3 prévoyait, en outre, qu'au cas où il y aurait plusieurs inculpés, ceux-ci devraient se concerter pour effectuer la désignation.

Enfin, disposition très libérale : « Le juge d'instruction, la juridiction compétente, l'inculpé ou l'un d'eux peuvent désigner leurs experts sur la liste annuelle d'une autre cour d'appel, à la condition toutefois que cette mesure, qui devra être justifiée par des raisons spéciales, soit autorisée par ordonnance motivée du Président du Tribunal.

L'art. 4 (ancien art. 5 du projet Cruppi) visait toujours à garantir dès l'origine du procès pénal les droits de la défense. « Si l'auteur du crime ou du délit est inconnu, si le prévenu est en fuite, l'expertise ordonnée doit être confiée au moins à deux experts choisis sur la liste annuelle. »

Par ailleurs, dans tout procès, les opérations d'expertises ne pouvaient être confiées à un seul expert « qu'au cas où l'inculpé renonce *formellement* à désigner un expert et accepte l'expert désigné par le juge. »

En somme, d'après la proposition de loi, l'expertise contradictoire devait être la règle, l'expertise simple l'exception.

L'art. 5 (ancien art. 7 du projet Cruppi) réglait les modalités de l'expertise et du dépôt du rapport.

Toute liberté était laissée aux experts qui, en cas d'accord, devaient déposer un rapport commun.

L'art. 7 organisait la tierce expertise. En principe, le tiers expert était choisi par les experts commis. Toutefois, s'ils n'arrivaient pas à s'entendre à ce sujet la désignation était faite par le Président du Tribunal et le Président de la juridiction saisie.

Cet article comprenait aussi une disposition très libérale qu'on ne peut qu'approuver :

« Si les experts à départager sont d'accord à ce sujet, le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles et n'être pas titulaires des diplômes, que dans les cas prévus par la présente loi les experts doivent posséder obligatoirement. »

Quant aux articles 9, 10, 11, 12, ils reproduisaient textuellement ceux de la proposition de loi Cruppi.

Cette proposition de loi a subi le même sort que la proposition Cruppi, elle n'a jamais été adoptée par le Sénat.

On voit quels efforts ont été tentés pour organiser l'expertise contrôlée ou l'expertise contradictoire en matière pénale. Malgré ces efforts, il nous faut bien constater que pour tous les procès criminels dont la procédure dépend des textes du Code d'instruction criminelle de 1808 l'organisation de l'expertise est restée rudimentaire et est demeurée sans réforme profonde depuis le premier Empire.

Seule la procédure spéciale applicable aux délits de fraudes et falsifications bénéficie aujourd'hui de l'expertise contradictoire.

Et, pour conclure, il nous semble qu'il y aurait intérêt à obtenir enfin du législateur une révision des errements actuels, une réforme cohérente et complète qui unifierait la procédure relative aux expertises en matière pénale.

Ici nous terminons notre étude historique pour aborder le sujet de nos préoccupations actuelles.

DEUXIÈME PARTIE

L'Expertise dans le Droit français actuel.

TITRE I

L'EXPERTISE SELON LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Généralités. — La phase policière et l'application des articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle. — La phase de l'instruction. — Emploi des méthodes scientifiques pour la recherche et la constatation du corps du délit, pour l'identification des criminels, pour la recherche de la preuve indiciale. — Coups de feu et identification des projectiles. — Examen des taches. — Recherche et identification du sang.

Pour étudier le fonctionnement de l'expertise suivant le système désuet du Code d'Instruction criminelle, il semble nécessaire, à notre avis, d'établir quelques distinctions.

D'abord il nous faut remarquer que l'expertise peut intervenir ou intervenir pendant chacune des différentes phases de l'enquête criminelle ou du procès pénal : phase policière, phase d'instruction, phase de jugement, qu'elle peut s'appliquer indifféremment à la constatation du corps du délit ou à la recherche de la preuve indiciale.

Ensuite, il importe de souligner les différences d'origine des experts, lesquels peuvent être soit de véritables fonctionnaires, soit, au contraire, des médecins, des chimistes, armuriers, etc..., n'ayant aucune attache officielle et ne figurant même pas sur les listes établies par les tribunaux.

N'oublions pas, en effet, que le texte de l'art. 43 du Code d'Instruction criminelle est suffisamment vague pour permettre à l'autorité judiciaire de faire appel à qui lui plaît

sans qu'il puisse en résulter une nullité quelconque de l'instruction.

Enfin, rappelons qu'il faut distinguer les cas où il y a meurtre ou mort suspecte des autres cas criminels. Pour les premiers, un médecin doit toujours assister aux premières constatations judiciaires, et cela en vertu des termes de l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, alors qu'il n'y a aucune règle quand il n'y a pas eu de victime.

Levons d'ailleurs toute équivoque. Pour nous, sont experts ceux qui, à un titre quelconque, apportent l'appui de leurs connaissances spéciales et professionnelles à la conduite de l'enquête criminelle, de l'instruction, du jugement.

Il n'est d'ailleurs pas rare de rencontrer sur les listes d'experts près les tribunaux les noms de ceux qui sont au premier chef les auxiliaires de la police. Ainsi, pour ne citer qu'un cas, le Directeur du Laboratoire de l'identité judiciaire à Paris est inscrit sur la liste des experts-chimistes près le Tribunal Civil de la Seine.

Ces points étant acquis, nous allons envisager maintenant les principales applications de l'expertise à base scientifique au cours du procès pénal.

1° PHASE POLICIÈRE.

A) Meurtre ou assassinat. — Décès suspect.

Nous sommes alors en pleine application de l'art. 44 du Code d'instruction criminelle. Aussitôt prévenu, le Parquet et le juge d'instruction commis se rendent sur les lieux accompagnés d'un médecin-expert si cela est possible, d'un docteur en médecine dans tous les cas.

Et, sauf dans les grands centres, et encore, on commence par tout brouiller.

Tout les spécialistes sont en effet d'accord — et c'est aussi notre opinion très ferme — pour déclarer qu'à partir du moment où la mort a été dûment constatée, il importe que seul un expert qualifié pénètre sur les lieux du crime pour y rechercher tous les indices utiles à la bonne conduite de l'enquête.

La réalité est plus décevante. Très souvent le médecin, accompagné des autorités judiciaires, trouvera les lieux déjà visités. Sans doute le praticien, en examinant le cadavre, pourra-t-il, dans bien des cas, déterminer si la mort a été naturelle ou accidentelle, ou bien encore s'il y a eu meurtre. Souvent même, il lui sera possible de préciser la cause de la mort quand celle-ci a été consécutive à un coup violent ou causée par une plaie d'arme blanche, ou occasionnée par un traumatisme dû à un projectile d'arme à feu.

Le médecin-expert pourra encore préciser les positions respectives de la victime et du meurtrier au moment où le délit fut commis, donnant déjà par cela même une base sérieuse à l'enquête criminelle.

Enfin, il lui sera souvent donné d'apporter quelques précisions sur les circonstances accessoires d'un drame : attentat à la pudeur, viol, avortement, faits de nécrosadisme.

Mais en marge des cas relativement simples où il est possible au praticien de se prononcer soit immédiatement, soit quelques heures plus tard, après autopsie de la victime, la pratique criminelle montre qu'il peut se révéler d'autres cas où l'examen macroscopique ne suffit pas pour préciser la cause de mort.

Certes, dès les premières constatations, le médecin-expert sait par exemple qu'il y a eu empoisonnement, mais il peut arriver qu'il ignore la nature du poison. Et même s'il avait la certitude que la mort est due à l'ingestion de tel ou tel poison, il nous semble qu'il doit songer à apporter à l'instruction une preuve plus décisive, un rapport d'expertise qui précisera la nature chimique du toxique, la quantité absorbée, le processus d'envahissement de l'organisme, l'état de l'intoxication à l'instant précis de la mort.

Alors, il sera nécessaire de faire appel au spécialiste de laboratoire pour lui demander son avis, et nous entrons dans la phase de l'instruction proprement dite, dont nous nous occuperons plus loin.

B) Application de l'art. 43 au cas précédent et à tous autres crimes ou délits.

Par hypothèse, nous sommes toujours dans la procédure relative aux flagrants délits.

Qu'il s'agisse maintenant d'un assassinat, d'un vol, le corps du délit a été établi et les experts interviennent pour préciser les circonstances du drame, pour rechercher les traces qui permettront soit d'identifier rapidement les coupables, soit plus tard de les confondre.

Les modalités du crime variant à l'infini, les connaissances à mettre en œuvre seront essentiellement polymorphes.

La première idée qui vient à l'esprit est de conserver l'image même de la scène telle qu'elle apparaît devant les enquêteurs. Sans doute, il sera toujours possible de relater en un procès-verbal une description de l'état des lieux. Mais la relation la plus minutieuse ne vaut certes pas un cliché photographique.

La plaque photographique, elle, est remarquablement fidèle. L'image latente qui s'imprime sur elle est réelle et exacte. Réelle puisqu'aux deux sens, optique et philosophique, elle montrera dans toute sa crudité l'horreur d'un drame. Exacte puisque, moyennant certains artifices très simples il sera possible ensuite d'évaluer en grandeur et direction les objets présents.

Rappelons ici, pour la clarté de l'exposition, qu'il suffira de disposer, tous les mètres par exemple, un bâton d'un mètre placé verticalement pour pouvoir mesurer ensuite sur une épreuve n'importe quelle grandeur révélée par celle-ci.

Plus simplement même, il suffira de choisir un rapport déterminé entre une certaine grandeur réelle et la dimension de son image sur la plaque sensible pour permettre ensuite de mesurer exactement sur la photographie tout ce qui peut être utile à l'enquête.

La photographie obtenue, il importe peu que la physionomie des lieux change car, tant à l'instruction qu'au jugement, l'image sera toujours là pour couper court à toute discussion oiseuse, à toute fausse interprétation.

Au surplus, la plaque photographique est plus sensible que l'œil, et il peut arriver que l'examen consciencieux

d'une épreuve révèle des détails qui avaient échappé à un premier examen.

Mieux encore peut-être, la photographie stéréoscopique est à même de faire « visionner » un jury et de faire revivre en quelque sorte pour lui l'horreur d'un crime.

Quant au cinéma, il peut être un auxiliaire précieux quand il y a des traces d'effraction, de pas, d'escalade et il constitue alors un excellent moyen de concrétiser la marche au crime.

Nous savons bien qu'on pourrait nous faire le reproche d'être cruel en demandant qu'on fasse revivre devant une juridiction de jugement des scènes pénibles et pourtant, poussant la logique à son extrême, nous estimons qu'on devrait même filmer les autopsies pour présenter ensuite le film obtenu aux juges, cela afin de lever toute équivoque.

N'aperçoit-on pas l'avantage ? Que si !

L'avocat de l'inculpé ergote, discute tel ou tel fait de l'accusation, prend un expert à partie. On met alors les preuves photographiques dans les mains des jurés, on fait passer le film de l'autopsie et chacun peut se faire une opinion, forger, comme dit la loi, son intime conviction.

L'enregistrement photographique des faits les certifie. Il n'est limité que par la grosseur des grains de l'émulsion, lesquels sont trop petits pour jouer un rôle en photographie macroscopique.

Une fois terminé, il est possible aux experts de visiter plus longuement les lieux.

Toutes les surfaces doivent être alors examinées attentivement et rien ne doit être touché.

Cette chasse aux traces, taches, empreintes digitales apportera bien souvent des renseignements précieux.

Les traces pourront donner des moulages. Les fragments de tissus, de papier présentant des taches seront soigneusement prélevés en vue d'un examen de laboratoire consciencieux, les objets présentant des empreintes digitales prendront le chemin du laboratoire ou, s'il est impossible de les déplacer, livreront leur secret à l'opérateur photographe après quelques opérations très simples.

En bref, rien ne saurait être négligé car tout ce qui est ramassé sur les lieux peut présenter plus tard une importance capitale.

2° PHASE DE L'INSTRUCTION.

Ici il n'y a plus à soulever les distinctions imposées précédemment par les art. 43 et 44 du Code d'Instruction criminelle.

L'instruction est ouverte et, en principe, c'est au seul juge d'instruction qu'appartient sa conduite. C'est donc à ce magistrat qu'est dévolu le soin de commettre les experts nécessaires à la bonne exécution de la justice.

Mais s'il y a lieu à expertise c'est qu'il existe des objets à expertiser.

Or, pour mettre l'instruction à l'abri de tout reproche il est absolument indispensable que les objets soumis aux experts soient bien ceux qui ont été saisis en vue d'un examen ultérieur. Il a donc été pris toutes précautions à cet égard.

Les art. 37, 38, 39, 88 nouveaux du Code d'Instruction criminelle fixent impérativement les conditions dans lesquelles les pièces à conviction pourront être recueillies au cours des visites domiciliaires ou des perquisitions faites tant par le Procureur de la République que par le Juge d'instruction. Notamment, il est spécifié que les objets saisis seront clos et cachetés, ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écritures qu'ils seront mis dans un vase ou dans un sac dûment scellé par le Procureur de la République ou le Juge d'instruction.

Dès lors, on aura la certitude que ce seront bien les objets saisis qui seront ensuite soumis à l'expertise.

Les applications scientifiques sont ici multiples, et nous allons envisager d'abord celles qui peuvent se rapporter à la constatation du corps du délit avant d'aborder celles qu'on utilise pour l'établissement des preuves indiciales.

Cette distinction n'est d'ailleurs pas forcément aussi tranchée que nous venons de l'indiquer, mais force nous est bien cependant d'apporter un peu d'ordre dans une matière aussi compliquée.

En matière d'empoisonnement, le toxicologue, aidé de l'anatomo-pathologiste, peut, à la suite de ses recherches, préciser les circonstances d'administration du toxique, indiquer sa nature et conclure si la dose administrée était mortelle ou non pour une personne normale du même sexe.

Il convient de souligner ici le peu de crédit que rencontre encore la chimie toxicologique près des gens cultivés.

Le scepticisme en cette matière résulte d'erreurs retentissantes et aussi, il faut l'avouer, des désaccords entre savants.

Aujourd'hui, cependant, la chimie est assez avancée pour permettre un dosage précis des substances toxiques les plus couramment utilisées, car les empoisonneurs, plus souvent même les empoisonneuses, en sont restés à l'arsenic ou autres poisons d'un autre âge et la précision des résultats ne peut être discutée.

D'ailleurs, ce n'est peut-être pas tant le dosage chimique qu'on incrimine que les conclusions physiologiques qu'on en tire. Mais là encore les discussions sont plus littéraires que scientifiques si l'on veut bien tenir compte des résultats connus et catalogués obtenus à la suite d'observations relatives à des empoisonnements professionnels ou accidentels.

Toutefois, il ne nous semble pas douteux que le vice de l'expertise simple se révèle ici particulièrement odieux.

Quelles que soit l'habileté et la conscience de l'expert commis, une erreur de sa part est toujours possible, et ici plus que partout ailleurs peut-être, il nous apparaît que l'expertise contradictoire devrait être la règle, d'autant plus encore que rien ne reste des viscères mis en expérience.

Notons maintenant au passage l'utilisation rationnelle de la connaissance de la faune des cadavres pour préciser la date de la mort d'une personne dont on vient de retrouver le cadavre.

Notons aussi l'utilisation des différences que présentent les poils appartenant à des individus de sexe différent pour la détermination du sexe de parties de cadavres.

Notons enfin l'emploi des données anthropologiques pour

la reconnaissance de l'âge, du sexe d'individu dont il n'existe plus que le squelette.

Tout cela vérifie le polymorphisme des connaissances scientifiques appelées à jouer un rôle dans l'expertise criminelle.

Si nous quittons maintenant la zone des cadavres pour examiner d'autres corps de délit, nous aboutissons aux mêmes conclusions.

Le déchiffrement des cryptogrammes qui peuvent se rencontrer à l'origine d'une affaire d'espionnage ou même d'une affaire criminelle banale repose en définitive sur des calculs de fréquence.

La constatation du lavage d'un chèque, de sa surcharge, relève de la chimie, de la photographie en lumière de Wood, de la microphotographie. Et ici encore la plaque photographique donnera une image qui ne mentira point.

Contentons-nous de ces exemples et examinons maintenant les cas où la science intervient pour la recherche des preuves indiciales.

En cette matière, le point le plus important est probablement la recherche et l'utilisation des empreintes digitales.

La recherche des empreintes digitales ne présente aucune difficulté particulière. Là où elles existent, on les fait apparaître très facilement à l'aide d'une poudre impalpable de couleur choisie pour faire contraste sur le fond. On peut ensuite les photographier et agrandir les photographies en vues des identifications.

Leur utilisation mérite au contraire de plus amples développements.

En effet, pour donner des résultats intéressants au point de vue de l'identification rapide des criminels, l'emploi des empreintes digitales doit répondre à un certain nombre de conditions absolues.

Ces conditions sont de trois sortes :

1° Il doit y avoir certitude sur la pérennité des dessins de l'épiderme ;

2° Il doit y avoir certitude sur l'impossibilité de rencontrer deux dessins semblables chez deux individus différents ;

3° Il faut enfin que l'ensemble de toutes les empreintes digitales recueillies soit justiciable d'un classement qui permette une recherche dichotomique rapide et exacte.

Evidemment, le premier point n'a pu être déterminé qu'après expérience. Les observations les plus minutieuses ont montré que les dessins de la pulpe des doigts ne variaient pas dans le temps, c'est-à-dire suivant l'âge du sujet. En outre, il a été constaté qu'en cas de destruction de l'épiderme la restauration de celui-ci n'affectait en rien sa sculpture, laquelle se représentait identique à ce qu'elle était auparavant.

Ainsi, il a été établi, par voie expérimentale, qu'on pouvait toujours compter sur la fidélité des empreintes.

Cette première question résolue par l'affirmative, il devenait indispensable de savoir si les caractéristiques des empreintes étaient suffisamment variées pour que jamais il ne se présente deux individus différents donnant les mêmes empreintes digitales.

M. Balthazard a indiqué une solution mathématique.

Il pose tout d'abord que les particularités relevées sur les empreintes sont au nombre de quatre :

- 1° Bifurcation de crête tournée vers la droite ;
- 2° Bifurcation de crête tournée vers la gauche ;
- 3° Arrêt de crête vers la droite ;
- 4° Arrêt de crête vers la gauche.

Il postule également que le nombre des particularités relatives à chaque empreinte est en moyenne de cent.

Si on divise l'image en cent carrés, très généralement les particularités sont uniformément réparties dans chacune des surfaces élémentaires.

Le nombre possible des empreintes différentes correspond alors au nombre d'arrangements avec répétition de quatre objets 100 à 100, soit :

$$4^{100}$$

nombre astronomique de 61 chiffres.

Soit maintenant n coïncidences entre deux empreintes digitales.

Alors le nombre des empreintes présentant ces n coïncidences sera :

$$A_n^{(100-n)}$$

et la probabilité pour trouver deux empreintes ayant n particularités communes :

$$\frac{A_4^{100-n}}{A_4^{100}} = \frac{4^{100-n}}{4^{100}} = \frac{1}{4_n}$$

ce qui revient à dire qu'un nombre n de coïncidences étant imposé, il faut examiner $4n$ empreintes pour avoir une chance de rencontrer deux empreintes identiques.

Le nombre des habitants du globe étant d'un ordre de grandeur voisin de 1.500.000.000, il est facile de calculer l'exposant n , en tenant compte que chaque habitant peut donner 10 empreintes :

$$\frac{4^n}{10} = 1.500.000.000$$

$$4^n = 15.000.000.000$$

$$n \log 4 = \log 15.000.000.000$$

$$n \times 0,60206 = 10,17609$$

$$\begin{aligned} \text{d'où :} \quad n &= \frac{10,17609}{0,60206} \\ n &= 16,9. \end{aligned}$$

Ainsi, quand on peut confronter 17 points caractéristiques d'une empreinte relevée sur les lieux du crime avec ces mêmes 17 points caractéristiques relevés sur l'empreinte donnée par un suspect, il n'y a aucune chance pour qu'il existe de par le monde une autre empreinte de même sorte. On peut avancer alors que l'identification est complète.

Envisageons maintenant un cas plus particulier. Supposons qu'on découvre en France, au jour j , un crime et qu'on relève une seule empreinte digitale. Au jour $j+1$ on arrête un individu dont l'une des empreintes présente avec l'empreinte relevée quelques coïncidences.

Il est clair que la population de la France du jour j au jour $j+1$ n'a pas varié énormément.

Faisons, pour être large, cette population égale à 45.000.000 d'individus.

Alors, on peut estimer que l'identification est très probable quand $n=14,3$.

Il suffira donc, en pratique, de quinze coïncidences pour avoir une certitude suffisante.

Au surplus, il peut se faire que des empreintes présentant un nombre de coïncidences moins grand soient encore plus utilisables quand on examine les empreintes de plusieurs doigts simultanément.

Le D^r Locard ajoute la poroscopie à la dactyloscopie. Chaque orifice de glande sudoripare donnant un impact sur l'empreinte digitale et la disposition des glandes étant individuelle, il en résulte une plus grande certitude d'identification.

Les résultats obtenus par le calcul sont en concordance avec les données de l'empirisme.

D'après le D^r Locard, il est admis par les spécialistes, Directeurs de laboratoires et dactyloscopes, que l'identité de 12 à 15 points caractéristiques suffit pour une identification parfaite.

Mais il ajoute qu'au-dessous, quand il existe seulement 8 à 12 coïncidences entre deux empreintes, il lui semble nécessaire de recueillir l'avis de plusieurs spécialistes avant de conclure à l'identification.

Et nous ajoutons : Pourquoi, dans ces conditions, n'y aurait-il pas lieu à expertise contradictoire, un inculpé étant fondé de penser qu'au-dessous de 14 coïncidences il peut exister un autre individu susceptible de présenter les mêmes empreintes.

Reste à étudier maintenant les possibilités de classement des empreintes digitales.

Si l'on veut, en effet, utiliser la dactyloscopie à l'identification des récidivistes, soit qu'ils se soient rendus coupables d'un nouveau crime, soit qu'ils dissimulent leur identité lors de leur arrestation, il apparaît indispensable :

1° d'obtenir les empreintes digitales de tous les individus arrêtés ;

2° de classer les empreintes obtenues.

Rien n'est plus simple que de réaliser la première condition. Cela nous dispense d'insister.

Quant au classement, voici comment il a été conçu par Vucetich.

Quatre dessins principaux ont été retenus.

L'arc (1), la boucle interne (2), la boucle externe (3), le verticille (4).

Soit maintenant 5 empreintes digitales d'une main gauche, dont les dessins sont :

Pouce	Index	Médium	Annulaire	Auriculaire
2	1	2	2	2

la formule de la main sera :

$$2.12.22.$$

Théoriquement, les fiches dactyloscopiques étant classées par ordre numérique croissant, le système envisagé permettrait, compte tenu des deux mains, le classement de :

$$A_4^{10} = 4^{10} = 1.048.576$$

fiches différentes.

Mais certaines combinaisons se reproduisant avec une fréquence plus grande que d'autres, il a été nécessaire d'établir des subdivisions. On y est arrivé en tenant compte du nombre de crêtes papillaires existant entre le centre de l'empreinte et le point où les crêtes changent de direction.

Alors, quand on aura plusieurs formules du type :

$$22222 - 33333$$

on les classera en indiquant au-dessous du chiffre correspondant à un doigt déterminé, le nombre caractéristique obtenu pour ce doigt comme il vient d'être indiqué.

L'utilisation d'un fichier dactyloscopique établi sur des principes facilite les recherches et permet les identifications.

Il nous semble maintenant intéressant d'indiquer ici une remarque personnelle.

Considérons seulement les trois premiers doigts de la main droite, soit le pouce, l'index et le médium.

Le nombre d'arrangements avec répétition qu'on peut obtenir est :

$$An^3$$

n étant égal à 4.

On obtient le nombre 4^3 , soit 64.

Ce nombre n'est pas tellement grand qu'on ne puisse écrire les arrangements en tableaux.

Supposons maintenant qu'on examine 100.000 mains et qu'on détermine pour chaque arrangement le nombre de fois qu'il s'est présenté lors du dépouillement. On obtient ainsi les fréquences de chaque nombre. En portant, dans un tableau, en regard des nombres, leur fréquence, il nous apparaît probable qu'on obtiendra soit une série, soit peut-être plusieurs séries dont la traduction graphique révélera soit une courbe en ogive, soit une ou plusieurs courbes en cloche.

Ainsi, il est vraisemblable que les arrangements 222 ou 333 montreront des fréquences maximum.

En définitive, on pourra ordonner le tableau soit d'après les fréquences constamment croissantes, soit encore d'après des fréquences croissantes jusqu'à la fréquence maximum, puis ensuite d'après des fréquences décroissantes.

Par exemple, prenant simplement les valeurs minima et maxima, on observera :

Arrangement	$x \ y \ z$	f_1
—	$y \ y \ y$	f_m
—	$z \ y \ x$	f_2

f_1 et f_2 étant très petits par rapport à f_m ou fréquence maximum.

D'où la conséquence pratique suivante :

Au cas où la comparaison entre trois empreintes des trois premiers doigts relevées sur les lieux d'un crime avec trois empreintes des mêmes doigts retrouvées au fichier dactyloscopique ou données par l'individu soupçonné ne présenteraient pas le nombre de coïncidences nécessaires pour entraîner une certitude, la constatation de la position de l'arrangement des trois empreintes sur la courbe pourra permettre d'augmenter la certitude d'identification.

Pour concrétiser, supposons que l'arrangement $x \ y \ z$ se soit montré cinq fois sur 100.000 arrangements examinés.

La probabilité est $\frac{1}{20.000}$.

Supposons maintenant que la seule empreinte du pouce soit utilisable pour la recherche des coïncidences et qu'on retrouve seulement huit coïncidences, la probabilité est :

$$\frac{1}{4^n} \quad \text{ou} \quad \frac{1}{4^8} \quad \text{ou} \quad \frac{1}{65.536}.$$

Alors la probabilité totale sera :

$$\frac{1}{20.000} \times \frac{1}{65.536} = \frac{1}{1.310.720.000}$$

c'est-à-dire que pour retrouver deux individus ayant la même formule $x y z$ et présentant huit coïncidences pour le pouce, il faudrait examiner presque toute la population de la terre.

Les raisonnements qui précèdent indiquent quelle foi on peut avoir dans l'utilisation des empreintes digitales pour l'identification des criminels.

En cette matière on peut vraiment parler de certitude mathématique, expression d'autant plus aimée des avocats qu'elle leur semble étrangère.

Considérée maintenant du seul point de vue de la pratique journalière, nous sommes amenés à constater que la seule preuve dactyloscopique apparaît maintenant comme suffisante pour entraîner une condamnation.

Voici quelques cas relevés parmi ceux indiqués par le Dr Locard :

« Affaire Radarès. — Vol avec effraction. Identification d'Ernest Radarès par onze empreintes digitales trouvées sur une plaque de verre (la meilleure a 21 points) et six empreintes palmaires dont deux très étendues avec 64 et 72 points. Le 8 juillet 1913, condamnation *par la Cour d'assises* à sept ans de travaux forcés. »

« Affaire Girodet. — Vol avec effraction dans la nuit du 19 au 20 janvier 1919, 100, Grande rue de la Guillotière. Identification par trois empreintes avec 40, 17 et 7 points. Condamnation le 23 juin 1919 à un an de prison. »

Et le Dr Locard d'ajouter que la jurisprudence paraît bien fixée aujourd'hui dans ce sens.

Au surplus, la preuve indiciale par dactyloscopie est éga-

lement utilisée en Allemagne, Angleterre, Belgique, Etats-Unis, Norvège, Portugal et Suisse.

Jusqu'à ce jour, elle ne compte à son passif aucune erreur judiciaire connue et cela suffit pour la classer à sa juste valeur.

Abandonnons donc là ce domaine si particulier de l'expertise à base scientifique pour aborder maintenant l'étude d'autres applications dont l'intérêt est encore considérable.

Par exemple, nous pourrons tout d'abord nous intéresser au problème de l'identification des projectiles d'arme à feu.

La solution de cette question résulte toute entière de l'expérience. Un coup de feu meurtrier exige nécessairement une arme et une cartouche comprenant une douille et une balle. L'action du doigt sur la détente libère un percuteur qui frappe l'amorce, laquelle fait détoner la charge de la cartouche et les gaz issus de la combustion en se détendant poussent la balle dans le canon de l'arme utilisée.

De ces faits, il résulte qu'un coup de feu laisse deux témoins :

1° la douille ;

2° la balle.

Sur la douille on retrouvera la trace du percuteur, trace qui sera toujours identique à elle-même.

Voici l'intérêt de cette constatation.

Les armes automatiques modernes éjectent automatiquement la douille vide. On peut donc trouver sur les lieux d'un crime un certain nombre de douilles vides.

Que si maintenant on trouve sur l'individu soupçonné de meurtre une arme automatique, il devient possible de savoir si cette arme a percuté ou non une des douilles vides retrouvées, par simple comparaison des empreintes du percuteur.

D'autre part, sauf dans le cas d'emploi d'une arme de grande puissance, on retrouve toujours dans le corps du mort au moins une balle. Or, cette balle porte la trace des rayures de l'arme et plus particulièrement l'empreinte des défauts des rayures. Si, en comparant alors la balle retrouvée à l'intérieur de la victime avec une balle tirée par l'arme

soupçonnée on remarque les mêmes défauts, il devient possible d'affirmer d'une façon certaine que l'arme soupçonnée est bien l'arme du crime.

On peut même aller plus loin.

En effet, il a été établi que les rayures des armes de marque sont beaucoup plus nettes que celles des armes de basse qualité. Le simple examen d'un projectile permettra donc d'affirmer que l'arme du crime appartient à telle ou telle catégorie.

Soit enfin un projectile en plomb ramassé dans un lieu quelconque, mais suspect à plus d'un titre.

Si sur ce projectile on retrouve la marque d'une étoffe, on pourra en déduire la texture du tissu dont étaient faits les vêtements de la personne frappée.

Dans un autre ordre d'idées, s'il s'agit de choisir entre le suicide et le crime, l'examen des vêtements et de la plaie de la victime pourra, dans bien des cas, orienter l'opinion des enquêteurs. On sait en effet qu'un coup de feu tiré à courte ou très courte distance donne une plaie tatouée par des granules de poudre non brûlée, tandis que la peau demeure blanche quand le coup de feu a été tiré de loin.

Ici encore la photographie sera un auxiliaire précieux pour fixer les résultats des examens de douilles ou projectiles et deux positifs identiques obtenus en partant de deux clichés différents devraient faire plus d'impression sur les membres du jury que la plus habile plaidoirie.

Nous en arrivons maintenant à quelques nouvelles applications de la chimie et des sciences naturelles à l'expertise criminelle.

Cet assemblage peut paraître à première vue un peu étrange, cependant il importe de reconnaître loyalement qu'il est indispensable. Certes, la chimie est aujourd'hui une science exacte déjà très développée. Toutefois, pour certains groupes de corps, plus particulièrement pour les albuminoïdes, elle est souvent en défaut.

Or, il se trouve que là où la chimie est en carence il est cependant possible d'obtenir des résultats qualitatifs et même quantitatifs en utilisant des phénomènes physiologi-

ques mal définis, mais de reproduction suffisamment sûre, pour lever toute équivoque.

C'est, notamment, le cas de l'examen des taches.

Certes, il nous est impossible de traiter ici cette matière dans toute son ampleur, car nous ne pouvons songer à envisager chaque cas particulier. Nous nous en tiendrons donc à l'étude spéciale des taches de sang.

Quand sur les vêtements d'un individu soupçonné de crime on remarque des taches brunes, ou bien encore quand on trouve dans une pièce appartenant à un suspect des linges maculés, ou même enfin quand sur les lieux d'un crime on relève des éclaboussures de teinte sombre, la première question à résoudre est celle de savoir s'il s'agit de sang et de sang humain.

L'expert s'assure d'abord qu'il existe une grande probabilité en faveur de la nature sanguine des taches à l'aide des réactions d'orientation d'Adler à la benzidine acétique et de Meyer à la phénolphtaléine.

Si le résultat est négatif, il peut affirmer que les taches suspectes ne sont pas des taches de sang.

Au contraire, un résultat positif n'autorise pas à conclure immédiatement puisque d'autres substances que le sang peuvent donner des réactions positives.

Il est donc indispensable de faire appel aux réactions de certitude, réactions absolument spécifiques du sang.

L'un des deux procédés indiqués pour obtenir cette certitude relève des méthodes physiques, l'autre des méthodes chimiques.

Dans le premier cas, on utilisera la propriété qu'a l'oxy-hémoglobine en solution de donner deux bandes d'absorption entre les raies D et E du spectre solaire, ou encore celle que possède l'hémoglobine de présenter une bande d'absorption avec maximum vers 5480 Å°.

Lorsque les taches sont peu anciennes on peut même constater l'apparition d'une nouvelle bande, due à la méthémoglobine, maximum vers 6330 Å°. Enfin, pour les taches très anciennes, l'utilisation de la méthode spectroscopique de-

meurera possible moyennant certaines manipulations complémentaires.

Ainsi, parce qu'on a déterminé une fois pour toute le spectre d'absorption de l'hémoglobine et de ses dérivés, il est possible de déceler avec la plus grande certitude les traces de sang. Moyennant certaines précautions, on peut même garder un témoin de l'expertise qui peut rester à la disposition de la justice en vue de vérifications éventuelles.

Dans le deuxième cas, la présence du sang dans une tache peut être affirmée quand on peut observer au microscope les cristaux caractéristiques du chlorhydrate d'hémine obtenus à l'aide d'une réaction appropriée.

On conçoit qu'il est possible d'employer conjointement les deux méthodes lorsqu'il y a assez de substance pour effectuer tous les essais.

Quoi qu'il en soit, quand les résultats sont positifs, l'expert peut conclure que telle ou telle tache suspecte renferme du sang. Reste à savoir si le sang est bien du sang humain. Ici la chimie est désarmée et la cytologie comparée est trop conjecturale en ce domaine pour qu'on puisse rechercher une preuve dans la mesure du diamètre des hématies ou les réactions histo-chimiques des granulations leucocytaires.

Il faut bien alors s'adresser à des méthodes qu'on peut qualifier d'empiriques puisqu'on ne connaît sur elles rien d'autre que les résultats expérimentaux.

En particulier, on met en œuvre la méthode dite de Uhlenhuth ou méthode des sérums précipitants. Nous nous contenterons d'en donner un résumé, d'ailleurs suffisant, pour nous permettre ensuite de discuter la valeur intrinsèque de la méthode.

Si on injecte dans le sang d'un mammifère A, en plusieurs fois, une certaine quantité, d'ailleurs petite, de sérum de sang d'un autre mammifère B, on constate au bout d'un temps déterminé que le sérum du sang retiré du mammifère A est susceptible de donner un précipité quand on le mélange avec du sérum de sang provenant d'un animal de

l'espèce B, alors que pour la généralité des autres sérums d'animaux il ne produit aucun trouble.

La conséquence est immédiate. Il suffira de « préparer » le sérum des animaux A par injection de sérum humain aux dits animaux, de saigner ceux-ci, pour obtenir finalement un certain volume de sérum (antisérum humain) précipitant avec le sérum humain.

Pour vérifier la nature du sang dans une tache, on dissoudra celle-ci dans de l'eau salée puis on appréciera la concentration du sang et après dilution convenable on mélangera un centimètre cube de la solution ainsi obtenue avec $1/10^e$ de cm^3 d'antisérum. Si au bout d'un temps déterminé on observe l'apparition d'un précipité, on acquiert la certitude que la tache renfermait bien soit du sang humain, soit une albumine humaine, soit encore du sang d'un animal dont le sérum donne, avec l'antisérum, un précipité au même titre que le sang humain.

Contre l'emploi d'une pareille méthode pour l'expertise en matière criminelle, les arguments ne manquent point.

D'abord, et avant tout, on conçoit que l'utilisation de la méthode dite des sérums précipitants ne peut être confiée qu'à un expert vraiment qualifié, disposant d'un laboratoire parfaitement outillé. Certes, les manipulations se réduisent à peu de chose, mais encore faut-il avoir de l'antisérum titré sous la main et une certaine habitude de la réaction.

L'objection principale est ailleurs. Elle découle du fait que la réaction d'Uhlenhuth n'est pas spécifique du sang, puisque l'antisérum humain est susceptible de donner un précipité avec la plupart, sinon avec la totalité, des albumines humaines. Il est vrai qu'on peut lever le doute dans bien des cas, quand la tache dont on dispose est suffisante pour qu'on puisse à la fois pratiquer l'identification du sang et l'origine des albumines présentes dans la tache.

Mais il est plus grave de savoir que d'autres albumines que celles de l'espèce humaine peuvent donner un précipité avec l'antisérum humain. Quoiqu'on fasse, en l'état actuel de nos connaissances, la réaction ne peut donner une certitude positive absolue et il est honnête de le reconnaître.

Mais c'est alors la porte ouverte à la discussion et une conviction qui s'amenuise, qui peut disparaître.

Ainsi, dès que l'on quitte la science assise, les résultats obtenus deviennent critiquables. Alors que tout esprit sain ne peut raisonnablement critiquer les méthodes d'identification du sang, on peut au contraire épiloguer à perte de vue sur la valeur de la méthode biologique examinée plus haut. La seule certitude qu'elle peut nous apporter est une certitude négative, à savoir qu'au cas où le mélange anti-sérum plus liquide examiné ne donne pas de précipité on peut alors certifier que la tache suspecte ne contient pas d'albumine humaine.

La réaction anaphylactique prête le flanc aux mêmes critiques parce qu'elle est peut être trop sensible et insuffisamment spécifique. Là encore, un résultat négatif permet d'affirmer qu'une tache ne présente pas d'albumines humaines, alors qu'une réaction positive donne bien une indication de grande valeur, mais qui est loin d'être irréprochable.

Et, au surplus, un criminel tant soit peu avisé pourra toujours soutenir que ses vêtements ont été tachés par le sang provenant d'une hémorragie nasale ou même d'une coupure.

Il est toutefois intéressant de noter que ces affirmations peuvent être vérifiées dans quelques cas favorables à l'aide du microscope qui permet de déceler les cellules épithéliales dans les taches étudiées. Une vérification donnant des résultats positifs peut permettre de conclure qu'une tache vient réellement d'un saignement de nez ou du flux menstruel, tandis qu'une recherche négative n'autorise pas l'affirmation contraire.

Pour montrer d'ailleurs que chaque jour la science augmente sa contribution à l'établissement des preuves, nous devons de mentionner encore le parti qu'on peut tirer de l'étude des groupes sanguins.

L'expérience montre que le sang humain n'est pas absolument identique à lui-même quel que soit l'individu envisagé.

Il a été permis de classer les sangs en plusieurs groupes.

Quand deux sangs sont du même groupe, leur mélange n'entraîne aucune modification. Quand, au contraire, on mélange deux sangs appartenant chacun à un groupe différent, il se produit une agglutination des hématies ou globules rouges.

Or, il se trouve que les groupes sanguins ont une fréquence très variable. En particulier, la probabilité de rencontrer un sang d'un certain groupe III est de $1/10^6$ et même pour un autre groupe (IV) elle est de $1/20^6$.

Si nous supposons alors qu'un cadavre est suffisamment bien conservé au moment de sa découverte pour qu'on puisse recueillir du sang, que, d'autre part, les taches trouvées sur les vêtements du meurtrier supposé permettent de recueillir des hématies en bon état, il deviendra possible, en premier lieu, de comparer le sang des taches à celui du suspect, et, en deuxième lieu, à celui du cadavre.

On aboutit aux possibilités suivantes :

1° Le sang de la tache et celui du suspect sont compatibles ;

2° Le sang de la tache et celui du suspect sont incompatibles ;

3° Le sang de la tache et celui du cadavre sont compatibles ;

4° Le sang de la tache et celui du cadavre sont incompatibles ;

La possibilité 2 permet immédiatement de confondre l'individu suspect qui affirme que les taches viennent d'une hémorragie personnelle.

La possibilité 3, combinée avec la précédente, apporte un renfort à l'accusation, renfort plus précieux encore si le sang est compris dans un des groupes III et IV puisque les fréquences sont ici faibles.

La possibilité 4 élimine l'idée d'identité entre le sang du cadavre et le sang des taches trouvées sur les vêtements de l'individu soupçonné.

Enfin, la réalisation des conditions 1 et 3 ne permet aucune conclusion.

Et il ne s'agit pas là d'une simple vue de l'esprit. L'uti-

lisation de la méthode est aujourd'hui courante aux Etats-Unis d'Amérique pour la recherche de la paternité.

Cela démontre quel crédit on peut accorder à la mise en œuvre de nouveaux procédés d'investigation quand leur technique est suffisamment précise pour que les résultats obtenus soient fidèles et constants.

Nous pourrions, bien entendu, multiplier les exemples sans apporter d'éléments nouveaux à notre démonstration.

Mais il était important pour nous de mettre en lumière l'appui que peuvent donner les applications des sciences à la conduite de l'enquête ou de l'instruction criminelle.

Il était également indispensable de souligner la délicatesse des méthodes employées dans la généralité des cas, de discuter la valeur de quelques-unes de ces méthodes pour bien montrer l'utilité qu'il y aurait à instituer enfin l'expertise contradictoire en matière pénale à l'exemple du cas particulier qui va maintenant faire l'objet de nos préoccupations.

TITRE II

L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE FRAUDES ET FALSIFICATIONS.

La loi du 1^{er} Août 1905. — L'application de la loi du 1^{er} Août 1905 : recherche et constatation des fraudes et falsifications, organisation de l'expertise contradictoire. — Expertise contradictoire normale. — Tierce expertise. — Surexpertise. — Des cas particuliers d'application de l'expertise contradictoire.

CHAPITRE PREMIER

La Loi du 1^{er} Août 1905.

La loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles est à la base de toute une réglementation qui avait pour but initial d'assurer la loyauté des opérations commerciales avec, comme conséquence la protection du producteur et du consommateur.

Depuis quelques années, les idées directrices qui avaient conduit à son adoption ont été quelque peu déformées et elle a été invoquée à différentes reprises pour masquer la réalité d'une sorte d'économie dirigée, particulièrement en ce qui concerne les vins, les sirops et quelques liqueurs.

La loi du 1^{er} août 1905 a été modifiée et complétée par la loi du 28 juillet 1912 en vue de frapper pénalement les commerçants spécialisés dans la vente des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels, et d'une manière plus générale ceux qui auront provoqué leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Ajoutons que cette même loi du 28 juillet 1912 a érigé en délit le fait de détenir sans motifs légitimes dans un lieu

de fabrication ou de vente des produits propres à effectuer une falsification, ou le fait de détenir des faux poids ou fausses mesures.

Enfin, d'après la loi du 28 juillet 1912 « seront punis des peines prévues par l'article 13 de la présente loi tous vendeurs ou détenteurs de produits destinés à la préparation et à la conservation des boissons qui ne porteront pas sur une étiquette l'indication des éléments entrant dans leur composition et la proportion de ceux de ces éléments dont l'emploi n'est admis par les lois et règlements en vigueur qu'à des doses limitées.

En examinant avec attention la loi du 1^{er} août 1905, nous sommes amenés à faire quelques constatations intéressantes.

En premier lieu, il nous faut remarquer que l'art. 1^{er} de la loi a une portée très générale. Il stipule, en effet :

« Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

« Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

« Soit sur leur espèce ou sur leur origine, lorsque, d'après la convention ou les usages la désignation de l'espèce ou l'origine faussement attribuée aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

« Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

« Sera puni d'un emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Le texte de cet article est suffisamment précis et clair pour nous dispenser de toute explication.

Nous nous bornerons donc à donner quelques exemples de tromperies sanctionnées par les tribunaux.

1° Tromperie sur la nature de la marchandise vendue.

La vente de glucose sous le nom de maltose constitue une tromperie (Trib. Béthune, 7 juillet 1910).

2° Tromperie sur les qualités substantielles, etc...

Le vendeur d'engrais qui livre une marchandise où la quantité de matière organique est à peine égale à la moitié de celle annoncée dans le contrat de vente se rend coupable du délit de tromperie sur la nature de la marchandise...

Lorsqu'un négociant met en vente sous la dénomination d'huile d'olive un produit qui est un mélange d'huile d'olive, d'huile de coton, d'huile de sésame...

Et cette mise en vente constitue le délit de tentative de tromperie sur la nature, les qualités substantielles et la composition de la marchandise.

3° Tromperie sur l'origine.

Vins de Médoc. Constitue le délit de tromperie sur la nature et l'origine le fait de vendre sous la rubrique : Clos des Cabernets, Bruges, Médoc, un vin qui ne provenait pas du Clos des Cabernets et qui même ne provenait pas entièrement du Bordelais, ce vin était un coupage dans lequel entraient 15 % de vins du Midi (Bordeaux, 14 août 1909. *Ann. fals. et Fraudes*, fév. 1910).

Ces quelques exemples ont été choisis à dessein pour montrer la difficulté d'application de la loi.

Voici, en particulier, le cas de la maltose et de la glucose qui, en poudre, sont parfaitement blanches et présentent un goût sucré. L'analyse chimique apparaît indispensable pour la constatation du délit.

De même, pour la distinction des huiles, pour établir l'identité d'un vin, la certitude du délit ne peut résulter que de l'analyse chimique.

En généralisant, et la généralisation est ici logique, on est amené à penser que dans la plupart des cas un examen chimique sera obligatoirement à la base de toute poursuite pénale.

Il faut d'ailleurs souligner que dans certains cas l'analyse chimique ne peut donner un résultat tangible et certain qu'autant qu'on dispose d'un compendium précisant tous les caractères des différents produits examinés à l'état de pureté et, en outre, de méthode suffisamment sûres pour caractériser les éléments distinctifs de ces produits.

Ainsi, dans le cas d'une huile d'olive additionnée d'huile de coton et d'huile de sésame, il faut évidemment connaître, *à priori* : 1° la composition des huiles d'olive, de coton et de sésame ; 2° les réactions qui permettent de déceler l'huile de coton et l'huile de sésame dans une huile d'olive adulterée.

L'article 2 de la loi du 1^{er} août 1905 complète l'article 1^{er} en ces termes :

« L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le délit ou la tentative de délit prévu par l'article précédent a été commis :

« Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

« Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

« Soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte. »

Laissons de côté la nature scientifique des vérifications des poids et mesures et examinons les conséquences des paragraphes qui suivent.

Remarquons d'abord que pour apprécier les opérations destinées à fausser les résultats de l'analyse, il est nécessaire de les reconnaître au cours de l'expertise.

Voici un cas concret : un spiritueux analysé présente une quantité normale d'impuretés, constatation qui tend à faire penser que le produit est naturel. Cependant, des recherches plus complètes permettent d'assurer qu'une certaine quantité de ces impuretés est représentée par des corps qui n'existent pas dans le produit naturel. Il en résulte, qu'en définitive, le produit vendu a été falsifié savamment de manière à présenter les caractéristiques d'un produit normal, grâce à des additions ayant pour but de fausser les résultats de l'analyse telle qu'elle est pratiquée de façon courante.

On conçoit que ces déterminations exigent la connaissance

de la composition des substances naturelles et l'application de méthodes de recherche éprouvées.

Au surplus, alors même que la substance ajoutée à un produit naturel n'interviendrait pas pour fausser les résultats de l'analyse, le fabricant ou le vendeur commettrait quand même le délit de modification frauduleuse de la composition de la marchandise, prévu et puni par le même article.

Toutefois, il convient de préciser ici que toutes les additions ne sont pas frauduleuses.

Les textes réglementaires ont ainsi admis que l'emploi de certaines substances était autorisé sous certaines conditions parce que cet emploi répondait à une nécessité. Tel est, par exemple, l'utilisation du caramel pour colorer le cognac, ou encore celle du sel dans les conserves alimentaires.

Mais les tribunaux répressifs, se basant sur l'art. 2 de la loi, ont assimilé à une tromperie sur la quantité de la marchandise vendue le fait de vendre sous le nom de cristaux de soude un produit qui ne titrait que 16° Descroizille, alors que des cristaux de soude titrent 30 à 34° alcalimétriques Descroizille.

De toute évidence, la constatation d'une pareille tromperie relève de la chimie minérale.

L'art. 3 de la loi du 1^{er} août 1905 a été modifié et complété par la loi du 28 juillet 1912. Nous allons examiner son texte paragraphe par paragraphe.

« Seront punis des peines portées par l'art. 1^{er} de la présente loi :

« 1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus. »

Ici il faut distinguer. La falsification peut d'abord porter sur l'aspect extérieur du produit. C'est le cas d'une coloration artificielle non autorisée. Notons en passant que cette recherche de colorant relève des méthodes scientifiques.

Il peut aussi y avoir falsification quand on retranche d'une marchandise un de ses éléments constitutifs.

Ainsi, le fait d'extraire le gluten de la farine constitue une falsification au même titre que l'écémage d'un lait vendu ensuite comme lait naturel.

Il y a encore falsification quand on ajoute à un produit une substance qui lui est étrangère, lorsque cette addition n'est pas légalement autorisée.

Notamment, il y aura falsification quand on ajoutera au cacao une farine étrangère, quand on mélangera du lait avec de l'eau, quand on incorporera une substance inerte à du poivre, etc...

Enfin, il y aura falsification quand on substituera à un élément naturellement présent dans un produit un autre élément fabriqué artificiellement.

Le cas est assez peu pratique pour que nous n'insistions pas.

Pour qu'il y ait délit, il faut évidemment qu'il existe un fait matériel, lequel est la modification de la constitution normale du produit, et que cette modification ne soit pas autorisée par les textes réglementaires, qu'en outre la substance falsifiée soit un produit destiné à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou une boisson ou un produit agricole ou naturel, ou une substance médicamenteuse. Qu'enfin, la substance incriminée soit destinée à la vente.

En fait, ici encore, la constatation de la falsification implique la connaissance de la composition du produit naturel pur, le dosage des éléments utiles et la recherche des corps étrangers.

Tout cela est domaine des sciences physiques, chimiques et naturelles.

Abordons le paragraphe suivant :

« 2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels qu'il sauront être falsifiés, corrompus ou toxique. »

Pour notre étude particulière, ce texte est surtout intéressant en raison de ses termes finaux.

Si, en effet, nous n'avons pas à revenir sur les falsifications, il y a lieu toutefois de remarquer que l'état corrompu

ou la nature toxique d'une denrée alimentaire, d'une boisson, d'un produit naturel ne peut être établi, dans bien des cas, qu'après analyse.

De même, la constatation du délit prévu au paragraphe 3° ainsi conçu : « Ceux qui exposeront mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées » relève des sciences chimiques et naturelles.

Aux trois premiers paragraphes, la loi du 28 juillet 1912 en a ajouté un quatrième dont voici le premier alinéa :

« 4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. »

Evidemment, ici, le délit est fonction de la connaissance d'emploi du produit incriminé. A ce sujet, il faut avouer que le législateur a voulu aller très loin, puisque les débats parlementaires font ressortir qu'il entendait poser une sorte de présomption de faute.

Le sénateur Cazeneuve a notamment déclaré que si un marchand de vin achète 50 grammes de glycérine par exemple, il n'y a lieu d'incriminer personne, mais que si, bien au contraire, un marchand de vin achète 100 kilos de glycérine, le droguiste qui livre celle-ci a le devoir de s'informer de la destination du produit, et que s'il l'apprend il doit refuser la fourniture.

C'est, à notre sens, aller trop loin.

Certes, on peut admettre qu'un droguiste spécialiste dans la fourniture des produits œnologiques soit présumé en faute s'il livre 100 kilos de glycérine à un de ses clients, mais on ne voit pas bien quelle faute on pourrait reprocher à un droguiste grossiste qui livrerait à un client quelconque, au comptant, un fût de glycérine de 200 kilos.

Après tout, le commerce est libre et un acheteur a bien le droit d'acheter ce qui lui plaît, même pour le jeter à l'égout si cela lui fait plaisir.

Quoi qu'il en soit, la détermination du caractère frauduleux des substances visées au paragraphe 4 est encore et toujours justiciable des méthodes scientifiques, puisqu'il faut d'abord connaître pourquoi une substance peut servir à une falsification et être ensuite à même de l'identifier dans un mélange où elle peut voisiner avec des produits d'usage licite.

Enfin, l'alinéa suivant, du même paragraphe, précise : « Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué..., etc... »

Ce texte précise les circonstances aggravantes du délit de falsification, et leur constatation découle de nos connaissances scientifiques.

Ainsi, nous venons de le démontrer, pour établir la matérialité des délits créés par la loi du 1^{er} août 1905, il est presque toujours nécessaire de faire appel à l'expertise à base scientifique, sauf en cas de flagrant délit.

L'art. 4 de la loi, qui prévoit et punit le délit de détention de tous les produits et instruments dont la vente ou l'emploi était prohibé par les articles précédents entraîne évidemment les mêmes conséquences et justifie, à *fortiori*, notre manière de voir.

Aussi, le législateur a-t-il décidé qu'il était indispensable de donner une base solide à l'accusation et, en contre-partie, d'accorder des garanties sérieuses à la défense.

Pour l'organisation des services de recherche et de constatation des fraudes et falsifications, il a fait confiance au pouvoir exécutif, lequel fut chargé de prendre des décrets en forme de règlements d'administration publique, destinés à régler la question en détail (art. 11, paragraphes 3, 4, 5).

Mais pour assurer la garantie du fonctionnement normal de la loi, le législateur a pris soin de préciser dans les parag. 1 et 2 de l'art. 11 que des textes réglementaires fixeraient les « mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et des crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente, la définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation, la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages loyaux et constants. »

On saisit l'importance de ce texte. Il ferme en quelque sorte la porte à l'arbitraire. Sans doute, un texte réglementaire pourra bien arbitrairement fixer les traitements licites applicables au vin par exemple, mais ces pratiques fixées celui qui s'y conforme ne risque pas de se voir poursuivi arbitrairement pour fraude ou falsification.

En outre, le texte prévoit que les définitions et dénominations seront fixées conformément aux usages commerciaux, cela pour éviter des changements trop brusques dans les fabrications et les méthodes de vente.

Ce n'est pas tout. L'art. 8 de la loi nous indique, en effet, que : « Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes. »

Traduite en clair, cette disposition signifie que si le premier acte d'une procédure pénale a été effectué conformément aux textes légaux en vigueur pour la répression des fraudes et falsifications, toute la suite de la procédure relèvera des mêmes textes.

Plus particulièrement, s'il y a lieu à expertise, il sera ri-

goureusement tenu compte, à peine de nullité, de l'art. 12.

« Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement. »

Nous terminerons ici l'étude de la loi du 1^{er} août 1905, étude bien sommaire puisqu'elle avait pour but de montrer d'abord l'utilité de l'expertise à base scientifique, bien souvent seule capable d'établir la matérialité du délit, de situer ensuite l'apparition de l'expertise contradictoire en Droit pénal français.

Nous fixerons maintenant notre attention sur le fonctionnement des diverses expertises nécessaires à l'application de la loi.

CHAPITRE II

L'Application de la loi de 1905.

RECHERCHE ET CONSTATATION DES FRAUDES ET FALSIFICATIONS

Une année après la promulgation de la loi du 1^{er} août 1905 paraissait le décret du 31 juillet 1906 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Ce décret, pris conformément aux prescriptions de l'art. 11 de la loi de 1905, fixait la procédure à suivre pour la recherche, la constatation des fraudes et falsifications et la marche de l'instruction.

Il comprenait trois titres. Le titre I^{er} était consacré à l'organisation et fonctionnement du service des prélèvements, le titre II au fonctionnement des laboratoires, le titre III au fonctionnement de l'expertise contradictoire.

En somme, d'après le texte du décret de 1906, la procédure entière applicable à la recherche et à la constatation des délits créés par la loi de 1905 était divisée en deux phases. Dans une première phase, dite phase administrative, il y avait d'abord place pour la recherche du délit de fraude et falsification, recherche confiée à certaines autorités désignées aux art. 1^{er} et 2 du décret et effectuée suivant les modalités prévues aux art. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 dudit décret.

Puis la constatation de la fraude présumée résultait d'une expertise effectuée par un laboratoire officiel fonctionnant d'après les directives posées au titre II.

Et c'est seulement au cas où le laboratoire officiel concluait à une fraude ou falsification que la deuxième phase de la procédure, phase judiciaire, était abordée.

Alors le titre III fixait les règles à appliquer et notamment celles concernant l'expertise contradictoire.

Le décret du 31 juillet 1906 a été remplacé par le décret du 22 janvier 1919, lui-même complété par le décret du 31 décembre 1928.

Nous allons examiner très en détail ces dispositions réglementaires.

Il n'est pas sans intérêt de souligner, avant toute étude approfondie, que sur bien des points le décret de 1919 s'est contenté de reproduire les dispositions du décret de 1906, qu'en fait, le partage de la procédure en deux phases, administrative et judiciaire, existe toujours à l'heure actuelle.

Ces remarques liminaires posées, il nous devient facile de traiter complètement la question.

A. — PHASE ADMINISTRATIVE.

Les titres I^{er}, II, III du décret de 1919 sont consacrés à la réglementation de la procédure de la phase administrative.

L'art. 1^{er} décide d'abord que « les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du présent décret. »

Mais il stipule aussi : « Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que les preuves desdites infractions puissent être établies par toutes les voies de droit commun. »

Cet article n'a fait que consacrer une jurisprudence constante des tribunaux répressifs (Trib. corr. Seine, 4 mars 1908 ; Cass. 28 fév. 1908).

Nous nous devons de faire remarquer que l'application de cet art. 1^{er} est plutôt exceptionnelle. Très généralement, l'administration de la preuve du délit résultera de la procédure spéciale innovée par la loi de 1905.

Quoi qu'il en soit, à l'origine de la presque totalité des poursuites on trouve un prélèvement d'échantillons. Que ces échantillons soient prélevés par les soins de telle ou telle autorité habilitée à cet effet, (ou même par voie d'huissier), peu importe, pourvu que le prélèvement ait fait l'objet d'un procès-verbal et ait été pratiqué d'après les règles légales.

En cette matière on s'est efforcé de donner le maximum de garantie au commerce.

D'abord l'article précise que « tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire (officiel) pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts, sauf dans les cas prévus aux art. 17 et 18 du présent décret. »

Ces articles visent des cas particuliers : quand il y a peu de matière, quand le produit est rapidement altérable.

Ensuite, nouvelle garantie prévue à l'art. 11 : « Le procès-verbal (de prélèvement) doit en outre contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes et récipient, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente. »

Texte dont l'importance se conçoit aisément. En effet, en stricte justice, il ne servirait à rien qu'un laboratoire relève une infraction après analyse si à la base même de la procédure il n'y avait aucune certitude sur la qualité du produit incriminé.

Voici, par exemple, un agent qui veut effectuer un prélèvement dans les locaux d'un distillateur. Il a devant lui deux bonbonnes d'un produit suspect venant d'un même fournisseur, l'une est entamée, tandis que l'autre est encore intacte et cachetée. Il est clair que le prélèvement doit avoir lieu sur la bonbonne intacte parce que la bonbonne entamée peut très bien contenir une mixture n'ayant aucun rapport avec celle contenue dans le récipient non entamé.

De plus, il est indispensable de relever les indications portées sur l'étiquette fixée sur la bonbonne parce qu'une seule mention suffit pour qu'il existe ou bien qu'il n'existe pas de délit. Soit une solution alcoolique d'aldéhyde benzoïque contenue dans une bonbonne portant une étiquette : Essence de Kirsch fantaisie, à base de distillat de Noyaux : pas de délit. Mais si, au contraire, l'étiquette porte simplement la mention Essence de Kirsch : délit.

Que si maintenant il y a plusieurs prélèvements d'une même marchandise, il faut nécessairement renseigner le laboratoire. Le cas est fréquent pour les laits et les vins, afin de permettre soit la comparaison d'un lait suspect avec le lait moyen provenant d'une traite effectuée en présence de l'agent de recherche, soit encore la comparaison d'un vin prélevé au comptoir d'un débitant avec le même vin prélevé au tonneau.

D'ailleurs, ajoutons que le propriétaire ou détenteur de la marchandise peut faire enregistrer toutes déclarations jugées utiles.

Naturellement, une condition importante de tout prélèvement réside dans l'homogénéité des échantillons prélevés. La question est très délicate. Aussi le décret de 1919 a-t-il pris soin de décider, art. 12, alinéa 2 :

« A cet effet, des arrêtés du Ministre de l'Agriculture, pris sur la proposition de la commission permanente visée à l'art. 3, déterminent pour chaque produit ou marchandise la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation des échantillons. »

Une autre condition de bonne exécution de la justice réside dans la certitude d'identité des échantillons prélevés. A cet effet, les échantillons prélevés sont mis sous scellés et munis d'une étiquette portant des mentions identiques (art. 13). L'un des échantillons est laissé à la disposition du propriétaire ou détenteur du produit. Celui-ci est ainsi certain de posséder un exemplaire du produit qui peut être incriminé et comme c'est lui-même qui le remettra à l'expert qu'il aura plus tard désigné, il ne pourra plus contester la réalité du délit, au cas où celle-ci apparaîtrait à la suite de l'expertise contradictoire.

Les trois autres échantillons sont emmenés par l'agent verbalisateur. Il sont transmis au service administratif intéressé, lequel envoie à un laboratoire officiel agréé un des échantillons aux fins d'analyse.

Suprême précaution, l'étiquette qui individualise cet échan-

tillon ne porte aucun nom de personne, de façon à éviter toute collusion.

Le rôle du laboratoire commence et il n'est pas mince, puisque les conclusions tirées de l'analyse serviront de base soit à une poursuite pénale, soit à la clôture de l'affaire.

Bien qu'il ne soit pas dans les habitudes des commentateurs de parler ici d'expertise, nous estimons qu'en droit et en fait il s'agit d'une véritable expertise, puisqu'il est fait appel à des spécialistes auxquels on confie le soin d'établir la réalité ou la présomption de réalité d'un délit.

Seulement, cette expertise a un caractère très particulier car le laboratoire officiel, dans la majorité des cas, n'est pas libre des méthodes à employer pour les analyses qui lui sont confiées.

Art. 20. — « Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente.

« Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés du Ministre de l'Agriculture, pris sur avis de la commission permanente.

« Les analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif. »

Cet article 20 remplace l'article 12 du décret du 31 juillet 1906, lequel était plus explicite, et même un peu ostentatoire, quand il décidait : « Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif. »

« L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers. »

Ce texte, implicitement compris dans celui de l'art. 20 du décret de 1919, nous montre que l'expertise pratiquée par le laboratoire officiel est à base scientifique. Pour établir la composition des denrées ou produits analysés ou pour déceler les fraudes et falsifications, on utilisera aussi bien les méthodes physiques que les méthodes chimiques, les méthodes biologiques que l'examen microscopique, etc...

Seulement, il ne servirait à rien d'analyser ou d'examiner telle ou telle substance si l'on ne connaissait d'avance la composition ou les caractéristiques de la substance à l'état de pureté.

Prenons le cas d'un vin. A la vérité, il ne s'agit pas d'un produit naturel au sens strict du mot puisque le vin est obtenu par la fermentation du moût de raisin et qu'au surplus une pratique millénaire a montré que cette boisson avait besoin d'être convenablement traitée pour être conservée.

Mais depuis déjà longtemps on sait que le vin renferme normalement de l'alcool, des acides organiques, du sucre, des matières minérales, etc...

On sait aussi qu'il existe dans les vins obtenus loyalement en partant de raisins frais une certaine relation entre la quantité d'alcool et la quantité d'acides fixes présents dans le vin. Enfin, des lois et des décrets ont déterminé les caractéristiques des vins impropres à la consommation.

Le chimiste commence donc par effectuer, en premier lieu, les dosages nécessaires en suivant les méthodes imposées.

Ensuite, il calcule les rapports œnologiques et cela lui permet de savoir si la composition du vin analysé répond ou non à celle d'un vin de même provenance ou d'un vin de coupage.

Il ne lui reste plus qu'à rechercher les substances qui ont pu être ajoutées frauduleusement comme les antiseptiques et les colorants.

En possession de toutes ces données, il peut alors énoncer ses conclusions.

Ce simple schéma s'applique à toutes les denrées alimentaires, aux boissons, etc...

Quelquefois, l'examen du produit relèvera plus spécialement de la microscopie. Pour les condiments par exemple, poivre, cannelle, moutardes, l'examen microscopique permettra de se rendre compte s'il n'a pas été ajouté de substances étrangères et même il pourra autoriser quelques précisions sur la nature de la falsification.

Le domaine est vaste et il est difficile à un seul homme

d'être un spécialiste averti en toutes choses. Aussi l'administration s'est-elle efforcée de réaliser une certaine spécialisation.

Tous les laboratoires officiels habilités pour le service de la répression des fraudes sont autorisés à effectuer les analyses courantes comme celles relatives aux laits, par exemple. Mais déjà pour les vins il n'y a plus que certains laboratoires spécialement désignés pour donner leur avis en cette matière.

Plus spécialement encore, la recherche des fraudes et falsifications concernant les médicaments est dévolue au Laboratoire National de Contrôle des Médicaments, tandis que certains examens spéciaux concernant les denrées alimentaires ou les produits agricoles sont réservés soit au Laboratoire Central du Ministère de l'Agriculture, soit encore à des laboratoires du Service Vétérinaire.

Cette organisation permet de faire appel à des compétences et évite au service les reproches qu'il pourrait mériter s'il se montrait inférieur à sa tâche par suite d'erreurs répétées.

Au surplus, la spécialisation permet aussi la concentration des instruments utiles aux recherches dans un petit nombre de laboratoires qui disposent, par ailleurs, des moyens et du personnel nécessaires pour s'en servir à bon escient.

Dans un autre ordre d'idées, il est utile de souligner qu'on ne peut songer à élaborer des méthodes officielles pour toutes les expertises. Les chimistes des laboratoires officiels restent alors libres d'agir au mieux, et ils peuvent employer les procédés qu'ils jugent bons.

L'analyse effectuée, il reste à conclure.

L'art. 21 du décret de 1919 reproduit exactement l'art. 13 du décret du 31 juillet 1906. Il est ainsi conçu :

« Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse dans les huit jours de la réception un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquelles cet échantillon a donné lieu.

« Ce rapport est adressé au Préfet du Département d'où provient cet échantillon ; à Paris et dans le ressort de la

Préfecture de Police, le rapport est adressé au Préfet de Police. »

L'identité des deux textes étant complète, il n'est peut-être pas inutile de se demander si l'on peut appliquer à l'art. 21 du décret de 1919 les précisions fournies pour l'application de l'art. 13 du décret de 1906.

Par une circulaire en date du 20 février 1907, le Ministre de l'Agriculture observait :

« Il ne faut pas perdre de vue que le rôle des laboratoires est de faire un triage parmi les échantillons qui lui sont transmis et l'examen qui leur est demandé n'a aucun des caractères d'une expertise véritable. »

N'en déplaise à M. le Ministre de l'Agriculture du moment, nous considérons que l'examen des laboratoires est, au sens strict du mot, une expertise, la seule définition de ce mot étant suffisante pour établir notre conviction.

La circulaire ajoutait : « Les directeurs peuvent donc apporter une grande sévérité dans leurs jugements puisque, d'une part, tout échantillon fraudé qu'ils laisseraient passer ne pourrait plus être incriminé et que, d'autre part, nulle condamnation ne saurait résulter injustement de leur appréciation, la réalité du délit ne pouvait être établie que par l'expertise contradictoire ultérieure, laquelle est faite dans des conditions qui offrent toute garantie aux intéressés. »

Nous estimons que ce texte n'est plus applicable pour deux raisons.

D'abord, même sous le régime du décret de 1906, il était certain qu'un directeur de laboratoire n'était pas qualifié pour interpréter la loi. Or, dans bien des cas, un directeur de laboratoire qui concluait à une fraude ou falsification interprétait la loi parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Nous en avons eu personnellement des exemples sous les yeux. Sans doute, il était possible que les experts commis par la suite, interprétant à leur tour la loi et sortant par conséquent de leur rôle, déclarent qu'il n'y avait ni fraude ni falsification, mais il pouvait aussi arriver que le prévenu fut renvoyé devant le tribunal correctionnel par voie de ci-

tation directe et condamné sans avoir pu bénéficier des garanties créées par la loi du 1^{er} août 1905.

Il ne s'agit pas là d'une fantaisie de l'esprit puisque, personnellement, nous avons joué un rôle dans un cas de ce genre.

Donc, cette circulaire était dangereuse et même, à notre avis, illégale.

Ensuite, et c'est une deuxième raison, depuis le décret du 31 décembre 1928, le directeur du laboratoire qui a conclu à la fraude ou falsification jouit du pouvoir exorbitant de faire provoquer une surexpertise quand les deux experts ont été d'accord pour infirmer ses conclusions.

Comme il est évident que cette prérogative inouïe est en contradiction formelle avec les termes de la circulaire précitée, celle-ci devrait être explicitement abrogée pour que les directeurs de laboratoire ne soient pas tentés d'en suivre les directives.

Avec l'arrivée du rapport du laboratoire à la Préfecture se termine la phase administrative.

Si le rapport conclut à la non-existence d'une fraude ou d'une falsification, le Préfet en avise sans délai l'intéressé.

Le rapport conclut-il au contraire à l'existence d'un délit ? Alors, il est transmis avec le dossier à toutes fins utiles au Procureur de la République.

B. — PHASE JUDICIAIRE.

§ 1^{er}. — L'expertise contradictoire normale.

Nous en arrivons donc à la procédure utilisée dans la généralité des cas.

Le dossier de l'affaire, constitué à la Préfecture et transmis au Parquet ne fait qu'y passer.

Après ou sans enquête préalable, il est transmis soit directement au Tribunal Correctionnel, soit au contraire au Juge d'Instruction.

Et le deuxième paragraphe et dernier de l'art. 24 du décret de 1919 décide :

« S'il y a lieu à expertise, il est procédé conformément aux règles ci-après. »

La question est donc de savoir quand il y a lieu à expertise.

L'art. 25 nous le dit : « Dans le cas où la présomption de fraude ou de falsification résulte de l'analyse faite au Laboratoire, l'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé, par le Procureur de la République, qu'il peut prendre communication du rapport du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'art. 12 de la loi du 1^{er} août 1905. »

Il faut d'abord indiquer que très souvent ce n'est pas le Procureur de la République, mais bien le Juge d'instruction par lui commis, qui demande à l'auteur présumé de la fraude s'il réclame l'expertise contradictoire. Mais, au fond, la situation est la même.

Deux cas sont donc à envisager.

L'auteur présumé de la fraude peut renoncer à l'expertise contradictoire, soit explicitement, soit implicitement s'il garde le silence pendant le délai qui lui est imparti.

Cette renonciation est définitive.

Si le prévenu ou le condamné demande par la suite l'expertise contradictoire, cette demande n'est pas acceptée.

La Cour de Cassation, confirmant cette jurisprudence, a refusé de casser un arrêt de Cour d'Appel qui n'avait pas tenu compte d'une demande d'expertise contradictoire, alors que celle-ci n'avait pas été réclamée à l'instruction.

Et même la juridiction suprême a été plus loin puisqu'elle a déclaré :

« Que la renonciation à l'analyse contradictoire, quel qu'en soit le motif, implique de la part du prévenu l'acceptation des résultats de la première analyse. »

Nous sommes ici pleinement d'accord avec M. Toubeau qui écrivait en 1922 (*Ann. falsif. et fraudes*, 168, oct. 1922) : « Cette assertion ne me paraît pas tout à fait exacte. » « Plusieurs raisons, en effet, peuvent amener l'inculpé à ne pas réclamer l'expertise contradictoire. Il peut, il est vrai pen-

ser que la conclusion du laboratoire est juste et qu'elle ne saurait être contestée. Mais il peut aussi, s'il soutient qu'il n'a pas falsifié le produit incriminé, considérer qu'au cas où il serait réellement falsifié la responsabilité du délit incomberait à son fournisseur, et qu'il appartient à ce dernier de réclamer l'expertise contradictoire, s'il le juge à propos. »

Nous-mêmes avons vu des auteurs présumés de fraude ne réclamer ni l'expertise contradictoire, ni l'assistance d'un avocat, tellement il leur semblait que leur bonne foi devait suffire.

Dans la deuxième alternative, il y a demande d'expertise contradictoire.

Le texte de l'art. 25, comme celui de l'art. 17 du décret de 1906, indique alors le délai qui est imparti à l'auteur présumé de la fraude pour faire connaître s'il veut bénéficier de l'expertise contradictoire. Mais il n'oblige pas l'intéressé à désigner un contre-expert au cours de ce laps de temps.

Sous le régime du décret de 1906, cette interprétation avait été consacrée par la jurisprudence et il était nécessaire que la personne poursuivie fut mise en demeure de désigner l'expert de son choix (Trib. correct. Seine, 8^e Ch., 6 nov. 1907, *Pand. fr.* 1907, 2.357 ; *La Loi*, 25 nov. 1907).

Pour éviter tout retard dans la procédure, une proposition de loi fut déposée en 1907 à la Chambre des Députés.

Le délai imparti pour la nomination d'un contre-expert se confondait avec celui accordé pour réclamer le bénéfice de l'expertise contradictoire, il aurait été de trois jours francs.

Le décret de 1919 n'a pas voulu poser un impératif aussi catégorique, il a laissé le délai à la discrétion du juge.

DÉSIGNATION DES EXPERTS.

Dans l'hypothèse où l'expertise contradictoire a été réclamée, les experts sont désignés conformément aux termes de l'art. 26.

« Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux

experts, l'un par le juge d'instruction et l'autre par l'intéressé. »

Il est important de remarquer que les termes de cette première partie de l'art. 26 ne concordent pas avec ceux de l'art. 18 du décret du 31 juillet 1906. Ce dernier énonçait : « S'il y a lieu à expertise... l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. »

Ainsi, d'un côté (texte de 1906), c'est un inculpé qui est en cause, tandis que de l'autre côté (texte de 1919) c'est un intéressé (?), et il paraît que cette simple modification de texte permet d'ouvrir une information contre inconnu et de faire bénéficier de l'expertise contradictoire une personne qu'on déclare soupçonner mais qu'on ne veut pas inculper.

Cela nous semble un peu byzantin. D'ailleurs, en pratique, c'est le plus souvent au titre d'inculpé que l'intéressé réclame le bénéfice de l'expertise contradictoire.

L'art. 26 continue : « Un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à ce dernier (l'intéressé) qui a toutefois le droit de renoncer explicitement à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge. »

« Si l'intéressé, sans avoir renoncé à ce droit, n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction. »

Ces dispositions sont de toute première importance, et il nous apparaît qu'elles ont été édictées pour couper court au développement d'une jurisprudence qui admettait que l'inculpé (on était sous le régime du décret de 1906) ayant réclamé le bénéfice de l'expertise contradictoire, avait seul le droit de désigner le contre-expert, même au cours des débats correctionnels, même devant la Cour d'Appel.

Aujourd'hui, au contraire, les droits de la défense sont limités puisque le délai accordé pour la désignation de l'expert est arbitrairement fixé par le juge d'instruction et que, par ailleurs, le magistrat supplée d'office à la carence de l'intéressé qui n'a pas désigné d'expert après avoir réclamé le bénéfice de l'expertise contradictoire.

Si, par certains côtés, ces dispositions sont sages, en ce sens qu'elles évitent toute obstruction de la part d'un intéressé (*sic*), elles nous paraissent toutefois dangereuses par leur imprécision. En effet, l'art. 26 stipule : « qu'un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à ce dernier (l'intéressé) pour désigner un expert. »

Mais ce délai n'est nullement limité ni par un minimum, ni par un maximum et après tout un magistrat, tout en restant strictement dans la légalité, peut accorder une heure pour recevoir la désignation d'un expert.

Or, d'après nous, le choix d'un expert mérite réflexion parce que de l'expertise dépend bien souvent ou le non-lieu ou la condamnation.

Certes, au siège des tribunaux importants, il est facile de trouver des experts de compétence éprouvée, mais il faut aussi penser qu'il est loin d'en être de même partout et on peut se demander alors ce que deviendront les droits de la défense.

Le choix d'un expert n'est d'ailleurs pas laissé à l'entière liberté de la personne qui doit le désigner.

Art. 26 (suite). — « Les experts sont choisis sur les listes spéciales dressées dans chaque ressort par les Cours d'Appel ou les Tribunaux civils.

« L'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, mais s'il use de cette faculté son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction.

« L'ordonnance du juge d'instruction définit la mission donnée aux experts. »

Nous sommes à même maintenant d'envisager toutes les conséquences qui découlent de la rédaction de l'art. 26. Nous envisagerons successivement :

- 1° Nature, établissement, révision de la liste des experts près les tribunaux.
- 2° Règles de compétence.
- 3° Liberté accordée pour le choix des experts.
- 4° Ordre de désignation des experts.
- 5° Nullité de l'expertise.

6° Expertise et pluralité d'intéressés.

7° Teneur de l'ordonnance du juge d'instruction.

1° Nature, établissement, révision de la liste des experts près les tribunaux.

Nous avons appris que les experts sont choisis sur les listes spéciales dressées dans chaque ressort par les Cours d'Appel et les Tribunaux civils.

Aucune disposition législative n'ayant imposé des règles pour l'établissement des listes, la composition de celle-ci relève de l'appréciation des tribunaux.

Nous nous déclarons ici partisans de cette entière liberté. Nous estimons qu'elle doit être conservée.

Certes, il ne suffit pas de donner une opinion. Il faut encore la justifier et c'est cette justification que nous allons apporter.

Nous avons eu l'occasion de souligner, à maintes reprises, la complexité des questions scientifiques qui peuvent être soumises aux experts. Nous avons même insisté sur les difficultés techniques qu'ils peuvent rencontrer au cours des missions qui leur sont confiées. Qu'on nous permette d'ajouter encore que pour conclure équitablement et légalement les experts commis doivent être au courant des plus infimes détails des industries qui préparent et transforment les produits naturels ou agricoles.

Or, limiter le choix des tribunaux en imposant par exemple un recrutement par concours conduirait à faire disparaître des listes des personnalités hautement qualifiées pour leur spécialité, mais qui ont toute autre chose à faire qu'à étudier un programme imposé.

Prenons un exemple simple que nous connaissons bien. L'identification des tanins et le dosage de ces corps dans les extraits tannants résultent d'opérations ardues. Si le chimiste qui s'en occupe depuis toujours finit par collectionner une multitude d'observations précieuses pour la conduite rationnelle et quasi-automatique des examens qui lui sont confiés, il n'en est plus de même pour son confrère qui

travaille la question, une fois par hasard, sur la foi des données livresques.

Evidemment, tout chimiste digne de ce nom peut acquérir, au bout d'un certain temps, un savoir suffisant sur une question hors de ses préoccupations habituelles, mais est-il logique de demander à un expert de quitter sa spécialité pour explorer un domaine qui lui est étranger alors qu'il existe un spécialiste manifestement plus compétent et tout prêt à répondre.

Il est remarquable de constater que la liste des experts chimistes près le Tribunal de la Seine, pourtant d'inspiration uniquement judiciaire, comprend des spécialistes qualifiés ayant une renommée mondiale dans leur spécialité, bien que ces spécialistes n'appartiennent ni à une Faculté, ni à une Ecole d'Etat, ni même à un laboratoire officiel.

Ajoutons, au surplus, que la liste des experts près la Cour d'Appel de Paris a été fondue avec celle des experts près le Tribunal de la Seine.

Tous les ans, au mois de juillet, le Tribunal procède à la révision de la liste. Il la complète au besoin en toute indépendance.

Au système actuellement en vigueur, qui a soulevé bien des critiques, on reproche notamment une mauvaise composition des listes d'experts établies par certains Tribunaux de province. Il faut avouer que leur tâche n'est pas toujours facile et rien ne prouve que tout autre système nouveau amènerait à point voulu les compétences nécessaires.

En 1906, M. P. Cazeneuve, alors député, déposait une proposition de loi tendant à créer un diplôme d'Etat de chimiste-expert.

Entre 1906 et 1913, cette proposition fut amendée, modifiée et complétée.

Enfin, le 6 juin 1913, une loi institua le diplôme de chimiste-expert.

Voici quelques extraits :

« Il est institué un diplôme de chimiste-expert, conféré après examens passés devant des jurys d'Etat, nommés par

les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture. »

« Ce diplôme de chimiste-expert sera délivré par des membres du corps enseignant de l'Etat appartenant aux Etablissements publics de l'enseignement supérieur, à l'Institut National Agronomique et à la Commission technique permanente instituée près les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie par l'art. 3 du décret du 31 juillet 1906, complété par l'art. 6 du décret du 6 août 1908. »

Il faut lire, puisque la loi n'est pas abrogée, tandis que le décret de 1919 a remplacé celui de 1906 : ... par l'art. 3 du décret du 22 janvier 1919.

« Il donnera seul le droit au chimiste-expert de s'intituler : Chimiste-Expert diplômé du Gouvernement. »

« Un décret rendu en forme des règlements d'administration publique déterminera les diplômes ou titres nécessaires aux élèves pour suivre les études réglementaires.

« Il fixera le tarif des droits d'inscription, de travaux pratiques, d'examens et de diplôme à recevoir. »

Enfin, pour ne pas sacrifier les droits acquis des experts déjà inscrits sur les listes :

« A titre de disposition transitoire, pendant l'année qui suivra la promulgation de ce décret, les chimistes-experts actuellement en exercice *pourront* obtenir le diplôme sur leur demande et sur la proposition d'une commission instituée par les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture. Chaque demande, accompagnée d'un exposé des titres et, s'il y a lieu, d'un état des services du candidat, devra être adressée au Ministre de l'Instruction publique.

Cette loi n'a jamais été appliquée parce qu'on attend toujours la promulgation du décret prévu par son texte.

Au surplus, nous pouvons écrire, sans crainte de nous tromper que la parution du décret n'est désirée par personne.

D'ailleurs, le diplôme de chimiste-expert sans monopole d'emploi, ne serait jamais qu'un diplôme de plus dans la forêt des parchemins universitaires inutiles !

C'est pourquoi, conséquence logique, une proposition de loi, présentée à la même époque, précisait :

« Art. 2. — Nul ne peut être admis à figurer sur les listes d'experts dans les catégories : Chimie, Médecine, Pharmacie, sans avoir justifié :

« Chimie : soit d'une présentation des Facultés ou Ecoles de Sciences, soit de la possession du diplôme de chimiste-expert. »

.....

Nous n'insistons pas.

Quelques mots maintenant sur les groupements d'experts.

Les experts-chimistes inscrits sur la liste établie par le Tribunal de Première Instance de la Seine se sont groupés en une Compagnie à tendance nettement corporative.

Mais il nous semble que l'expression fonctionnarisation qui a été appliquée à cette tendance n'est pas des plus heureuses car elle peut prêter à équivoque et faire croire que les experts-chimistes pensent à devenir des fonctionnaires, au sens actuel du mot, ce qui n'est pas le cas.

Comme toute association corporative, la Compagnie des Experts-Chimistes près le Tribunal de la Seine s'est fixée un certain nombre de buts, moraux ou matériels, et jusqu'alors son action strictement limitée à la défense des intérêts collectifs de ses membres, a reçu l'entière approbation de ceux-ci.

Par ailleurs, la Société des Experts-Chimistes de France, à l'heure actuelle très prospère, groupe un grand nombre de chimistes spécialisés dans l'étude ou l'analyse des produits naturels ou industriels les plus variés.

Elle s'occupe des questions scientifiques les plus diverses et aussi des questions juridiques relatives aux fraudes et falsifications. Son organe officiel, les *Annales des Falsifications et des Fraudes*, est largement diffusé dans le monde entier et constitue chaque année un recueil précieux de tous les travaux concernant la technologie industrielle et agricole sous toutes ses formes.

2° Règles de compétence.

Nous avons vu que le texte de l'art. 26 précisait que « les experts sont choisis sur les listes spéciales données dans

chaque ressort par les Cours d'Appel ou les Tribunaux civils. »

On peut en déduire que la liste sur laquelle doivent être choisis les experts est celle du Tribunal compétent chargé de juger l'affaire.

Sous le régime du décret du 31 juillet 1906, l'inculpé pouvait choisir un expert, soit sur la liste établie par le Tribunal du ressort où l'affaire devait être jugée, soit sur celle dressée par la Cour d'Appel ou le Tribunal du lieu d'où provenait la marchandise suspecte.

Cette disposition n'a pas été reproduite dans le nouveau décret.

3° Liberté accordée pour le choix des experts.

Mais, par contre, il a été incorporé au texte de 1919 un paragraphe destiné à sanctionner officiellement une pratique tolérée par les usages des Tribunaux et des Cours et même autorisée par le Ministère de la Justice.

« L'intéressé, lit-on, a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction. »

Pour rester dans la logique, il faut aussi admettre que si l'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, il a, *à fortiori*, le droit de choisir un expert inscrit sur une quelconque des listes officielles des Tribunaux français.

Cette liberté nous paraît précieuse. Nos raisons en faveur de cette liberté sont analogues à celles qui étaient exprimées par le Ministre de l'Agriculture en 1908 :

« En effet, il n'y aurait pas intérêt pour l'inculpé au fonctionnement de l'expertise contradictoire, s'il lui était impossible de choisir l'expert qu'il considère comme le mieux à même de défendre ses intérêts à raison de sa compétence spéciale. Il est manifeste que limiter le choix du contre-expert à quelques noms portés sur une seule liste, alors que cette liste ne renferme parfois que des personnalités insuffisamment préparées à la mission souvent très délicate

qui leur incombe, met la partie intéressée dans un état d'infériorité absolue. »

Nous l'avons dit, nous le répétons : Puisque les services administratifs ont eux-mêmes reconnus que pour certains produits, seuls quelques laboratoires officiels spécialisés présentaient les garanties nécessaires pour effectuer convenablement les analyses, il faut bien admettre aussi que seuls certains chimistes sont à même d'apprécier les produits analysés par les spécialistes du Service de la Répression des Fraudes.

Nous estimons donc, pour notre part, que le choix de l'intéressé doit pouvoir s'exercer en toute liberté, à la condition expresse que la personne désignée comme expert soit honorable et dispose de moyens d'existence connus.

Au surplus, la jurisprudence semble avoir été toujours fixée en ce sens.

Il a même été jugé qu'un inculpé (on était sous le régime du décret de 1906), pouvait désigner comme expert une personne qui avait donné son avis sur la question.

« Le choix du prévenu peut se porter sur un expert ayant déjà donné son avis sur la question qui lui est soumise sans que l'expertise en soit viciée ; le droit pour le juge du fond ne subissant d'autre part aucune limitation (Paris, 9^e Ch., 4 juin 1910. »

Décision sage en raison du petit nombre de spécialistes seuls à même de donner un avis utile sur certaines affaires de fraudes ou falsifications.

Ajoutons enfin que d'après le texte du décret du 31 décembre 1928, le directeur du Laboratoire officiel qui a conclu à la fraude peut être choisi comme expert soit par le juge soit par l'intéressé.

4° Ordre de désignation des experts.

Il semble bien que c'est au Juge d'instruction à désigner son expert en premier.

Bien que l'ordre de désignation ne soit pas prévu explicitement par aucun texte, il y a lieu de penser que notre interprétation est bonne et cela pour deux raisons. D'abord,

et c'est un premier argument, le premier paragraphe de l'art. 26 nous dit :

« Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction et l'autre par l'intéressé. »

Texte qui indique implicitement que le juge d'instruction doit désigner son expert avant de laisser l'intéressé exercer son choix.

Puis, deuxième argument, l'intéressé a le droit de renoncer explicitement à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Expert *désigné* et non *à désigner*, dit le texte, ce qui implique que le juge a déjà choisi quand il invite l'intéressé à faire connaître le nom de son expert.

Il est clair que l'intéressé ne peut prendre parti qu'autant qu'il connaît le nom de l'expert choisi par le juge. Et c'est seulement au cas où la personnalité de l'expert choisi par le juge inspire toute confiance à l'intéressé que celui-ci peut renoncer à son droit.

5° Nullité de l'expertise.

A côté des cas où l'expertise est nulle pour défaut de prestation de serment, il a été aussi jugé que le magistrat instructeur n'avait pas le droit de choisir pour expert celui qui venait d'être désigné par l'inculpé.

Les termes des décrets de 1906 et 1919 étant identiques sur ce point, il nous semble que cette jurisprudence est encore valable, alors et d'autant plus que c'est au juge à désigner d'abord son expert et non pas à l'intéressé.

Et même la Cour d'Appel de Paris, interprétant littéralement les textes de l'art. 26 qui autorisent l'intéressé à choisir son expert en dehors des listes officielles alors même que ces textes n'accordent pas explicitement la même faveur au juge d'instruction, a décidé que si le magistrat instructeur prenait un expert non inscrit sur la liste, la procédure était frappée de nullité.

« Considérant qu'en effet, le juge d'instruction a délégué, à la date ci-dessus, un expert qui n'était plus inscrit sur la

liste officielle, et ce, contrairement aux prescriptions de l'art. 26 du règlement du 21 janvier 1919, que l'expertise doit être déclarée nulle ;

« Par ces motifs :

« Prononce la nullité de l'expertise contradictoire. »

6° *Pluralité d'intéressés.*

Quand les intéressés sont d'accord sur le choix de l'expert, il n'y a aucune difficulté. Mais si chacun des intéressés mis en cause émet la prétention de désigner un expert, la question est plus épineuse et non prévue par le décret. En l'absence de texte, il est difficile de prendre position. Il nous semble cependant que le droit de désigner l'expert devrait revenir à celui des intéressés sur qui pèsent les charges les plus lourdes ou la présomption de faute.

Envisageons maintenant l'hypothèse ou après expertise contradictoire, l'instruction conduit à poursuivre un « inculpé » qui est différent de l'« intéressé » mis en cause pendant la phase administrative et la première partie de la phase judiciaire.

Il y a là une éventualité qui s'est présentée et qui se présentera dans la pratique quand le produit incriminé ayant été reconnu fraudé, ou falsifié par l'expertise, il y a lieu d'incriminer le fournisseur dudit produit, le détenteur précédemment mis en cause ayant été reconnu de bonne foi.

Il a été admis que l'expertise contradictoire était opposable à l'inculpé. Cette solution paraît rationnelle puisque, nous l'avons vu, le décret de 1919 parle d'intéressé et non d'inculpé, de manière à pouvoir ouvrir une information contre X, sans qu'il soit préjugé de la suite donnée à l'affaire.

Si donc par la suite le X = fournisseur, il est logique d'admettre que l'expertise contradictoire lui est opposable.

Mais si le fournisseur avait été inculpé avant l'expertise, sans qu'il ait pu désigner un expert, alors l'expertise ne lui serait plus opposable.

7° *Teneur de l'ordonnance du juge d'instruction.*

Le dernier paragraphe de l'art. 26 stipule que « l'ordon-

nance du juge d'instruction définit la mission donnée aux experts ».

A notre sens, cette mission, bien délimitée, devrait être exclusivement d'ordre scientifique.

En effet, il n'appartient pas aux experts d'interpréter les lois et les textes réglementaires, cette interprétation étant, de principe, réservée au pouvoir judiciaire.

DES OPÉRATIONS D'EXPERTISE.

Les deux experts sont mis en possession tant de l'échantillon précédemment remis à l'intéressé que de l'un des deux autres échantillons, l'intégrité des scellés étant préalablement vérifiée.

Généralement, l'intéressé remet l'échantillon conservé par lui à l'expert de son choix.

La mission confiée aux experts par l'art. 27 déborde à la vérité le cadre d'une expertise simple.

En effet, le texte de cet art. 27 précise notamment que « le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement, ainsi que du rapport du laboratoire, des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre. »

« Il les commit, en outre, à l'expertise de tous échantillons de comparaison qui ont pu être prélevés administrativement ou qui pourront être prélevés par la suite sur son ordre, »

Donc, dans la réalité, les experts commis peuvent, avant d'analyser le produit litigieux, se faire une opinion sur le fond de l'affaire et orienter ainsi leurs recherches d'ordre scientifique de manière à élucider tel ou tel point particulièrement important.

Nous ne saurions trop approuver le législateur d'avoir pris ces sages dispositions, puisqu'en matière de fraudes et falsifications il doit être constamment tenu compte soit des dispositions réglementaires, qui définissent les produits de leur

étiquetage, soit encore des usages loyaux et constants d'une profession déterminée.

En possession de tous les éléments nécessaires, les experts peuvent alors commencer leurs opérations d'expertise.

Toute liberté leur est laissée à ce sujet, l'art. 27 décidant qu' « Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent les mieux appropriés. »

Notre opinion personnelle est que les experts, quand ils disposent d'une quantité suffisante de produits, se doivent d'utiliser d'abord les méthodes officielles pour la recherche de la fraude ou de la falsification.

La confrontation des résultats obtenus par eux avec ceux obtenus par le laboratoire officiel leur permettra d'abord de se rendre compte si, par hasard, il n'y aurait pas eu une erreur matérielle à l'origine de l'affaire.

Rien ne les empêchera ensuite d'apporter plus de précision dans les résultats en faisant usage de méthodes analytiques plus sensibles.

Enfin, nous estimons qu'il est utile, chaque fois que faire se peut, de procéder au dosage d'un même corps par différentes méthodes, cela pour permettre les recoupements et limiter les erreurs.

On nous objectera que nous demandons beaucoup de travail pour la somme modique de 70 francs. Certes, mais il nous semble que ce qui compte avant tout c'est d'apporter à la justice une aide efficace qui lui permettra soit de frapper durement le coupable, soit de relaxer l'innocent. L'expert a ici une mission tellement importante à remplir qu'il ne saurait apporter trop de soin à son exécution.

Les experts peuvent d'ailleurs travailler ensemble ou séparément, précise le texte. Ainsi, ils peuvent, au besoin, se répartir les opérations d'analyse.

Mais, par contre, ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport.

Evidemment, s'ils sont d'accord, la discussion est facile et la rédaction du rapport aisée.

Toutefois, s'ils ne sont d'accord que sur les résultats de l'analyse, mais non sur l'interprétation des résultats obtenus, chacun d'eux indique et motive son opinion. Enfin, s'il s'agit de simples réserves à insérer, celles-ci sont formulées dans le rapport.

Il faut bien s'entendre. Le rapport, *pour être valable*, doit exactement exprimer l'opinion commune ou particulière des experts.

Un rapport exprimant une seule opinion alors qu'un des experts aurait fait taire la sienne propre par courtoisie pour son confrère ne vaudrait rien. Ainsi, il a été jugé :

« Mais, considérant qu'à l'audience du Tribunal correctionnel, l'un des experts, X..., a dit qu'il avait des réserves à faire sur les conclusions du rapport, qu'il n'aurait pas conclu au mouillage s'il avait été seul expert, et que c'était par courtoisie pour M. Y... qu'il avait signé le rapport ; Qu'il en résulte que, en réalité, les experts qui avaient fait les mêmes constatations dans l'analyse n'étaient pas d'accord sur les conclusions qu'on pouvait tirer de ces constatations ; considérant que, dans ces conditions, les deux experts n'ayant pas désigné un tiers expert, il y a lieu pour la Cour de désigner un troisième expert,

Par ces motifs,

Commet M. Z..., expert-chimiste...

Dit que les experts établiront de leurs opérations un rapport qui sera déposé dans le délai d'un mois (Arrêt C. d'Appel de Paris, 9^e Ch., 20 fév. 1922 ; *Ann. fals. et fr.*, 1922, p. 255).

Au surplus, il n'est pas toujours facile à l'expert de conclure uniquement sur les données de l'analyse. Le droit déborde sur les faits.

Voici un exemple : Les limonades au citron sont fabriquées avec de l'eau, des acides citrique, tartrique et lactique, du sucre, aromatisées avec de l'essence de citron dite soluble et gazéifiées au gaz carbonique.

Depuis toujours, de pareils produits étaient étiquetés pur sucre et pur fruit.

D'autre part, aucun texte réglementaire n'a fixé le statut de la fabrication et du commerce des limonades.

Un délit de fraude ayant été relevé contre un fabricant de limonade, il fut demandé aux experts commis si la limonade était bien pur sucre, pur fruit.

Il est clair qu'une limonade fabriquée comme il a été indiqué n'est pas, strictement parlant, une limonade pur fruit. Mais, étant donné l'absence de réglementation, l'existence de circulaires administratives autorisant les pratiques indiquées, par ailleurs loyales et constantes dans la profession, les experts commis se devaient de conclure que sans doute la limonade pur sucre pur fruit incriminée était bien pur sucre, mais non pur fruit, que cependant, en raison des usages loyaux et constants du commerce et en l'absence de réglementation, la bonne foi des intéressés ne paraissait douteuse.

Cette espèce montre bien la sagesse du texte de l'art. 27 déjà étudié, texte qui permet aux experts de prendre tous renseignements utiles pour mener leur mission à bonne fin.

L'art. 28 du décret a prévu le cas où l'échantillon laissé à l'intéressé ne pourrait servir aux opérations d'expertise. Alors, un seul des échantillons restant est remis aux experts, et, en l'absence de dispositions impératives, il semble que là encore les experts ont toute liberté pour opérer comme bon leur semble. La meilleure solution consiste d'après nous en une expertise effectuée simultanément par les deux hommes de l'art.

§ 2. — Tierce expertise.

Si les experts sont en désaccord, nous dit l'art. 29 du décret du 22 janvier 1919, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal Civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

Pour certains auteurs (De Borssat, Monier, Chesney et Roux), il n'y a lieu à tierce expertise qu'au cas où le dés-

accord porte sur des questions de fait et non sur des questions de droit, lesquelles sont en dehors de la compétence des experts.

Nous sommes d'accord, en principe, avec l'interprétation de ces auteurs.

Toutefois, ainsi que nous avons eu l'occasion de le préciser, l'interprétation des faits déborde sur la question de droit.

A priori, d'ailleurs, à ne considérer que les résultats analytiques, on ne voit pas bien comment les experts pourraient trouver des résultats différents.

Quelles que soient les méthodes employées pour une analyse, la marge d'erreur des dosages atteint rarement le chiffre des unités et, dès lors, il apparaît invraisemblable que les experts ne puissent se mettre d'accord sur les chiffres. Cela peut toutefois se produire exceptionnellement quand les échantillons ont été conservés dans des conditions différentes (dosage de l'anhydride sulfureux dans les vins).

En outre, il peut arriver que dans la recherche des falsifications, addition de matière colorante ou d'antiseptique, les experts n'obtiennent pas, en définitive, les mêmes résultats qualitatifs, mais c'est là aussi un cas exceptionnel.

Plus généralement, si des divergences se manifestent entre les experts, c'est plutôt au sujet de l'interprétation à donner aux résultats.

Cette interprétation peut rester dans le domaine des faits, lorsqu'il s'agit d'apprécier le mouillage d'un lait, par exemple.

Mais elle touche au droit lorsqu'il s'agit d'apprécier la légalité d'étiquetage d'un produit dont la vente n'a pas été entièrement codifiée.

Voici un cas concret : les dispositions réglementaires ont défini la locution sirop de citron ; elles sont muettes sur les conditions d'emploi des termes : Sirop de Citron pur fruit.

Il est d'usage d'appliquer la mention sirop de citron pur sucre, pur fruit, à un sirop fabriqué avec du sucre ordinaire (saccharose) acidulé à l'acide citrique et aromatisé à l'aide d'un produit dénommé essence de citron soluble, dérivé directement du citron.

On peut se demander si un pareil produit a bien droit à la dénomination pur sucre, pur fruit.

Les experts, à qui le problème serait soumis, se trouveraient devant un dilemme. S'ils décident que le produit n'est pas pur sucre, pur fruit, sans commenter leurs conclusions, c'est la condamnation certaine pour le vendeur. S'ils décident d'affirmer que le sirop est pur sucre, pur fruit, ils déforment la vérité.

Comment, dès lors, concilier la vérité stricte et l'équité. Tout simplement en faisant suivre leurs conclusions brutales des remarques nécessaires à la compréhension du cas particulier qui leur avait été soumis. Mais alors, ils se sont permis d'interpréter les règlements, et ils ont motivé leurs conclusions en faisant appel aux usages loyaux et constants du commerce, ils sont sortis du domaine des faits pour aborder le domaine du droit.

Quoiqu'il en soit, et quel que soit le motif du désaccord qui s'élève entre les deux experts, c'est à ceux-ci de choisir eux-mêmes le tiers expert qui les départagera.

On remarquera qu'ils ont toute liberté pour désigner un confrère de leur choix puisqu'ils peuvent prendre une personne qui n'est pas inscrite sur les listes officielles.

Au surplus, comme il est indiqué à l'art. 29, si les deux experts ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du tiers expert, c'est le Président du Tribunal Civil qui effectue alors la désignation.

Une fois désigné, le tiers expert est mis en possession du quatrième échantillon, ainsi qu'il est spécifié à l'art. 28 : « ... le quatrième échantillon étant réservé pour l'arbitrage éventuel prévu à l'article suivant. »

Bien entendu, il nous semble que les opérations de tierce expertise bénéficient des mêmes règles que celles prévues pour l'expertise, notamment en ce qui concerne les méthodes d'analyse et la manière d'y procéder.

La seule difficulté à prévoir se rapporte à l'établissement du rapport du tiers expert.

Mais, pour rester dans la logique, il n'est pas douteux que le tiers expert a le devoir d'établir son rapport tout seul,

sans avoir à discuter ses termes avec ses confrères. Il peut, certes, tenir compte de l'opinion des deux premiers experts, mais toutefois il lui appartient en propre de conclure définitivement et sous sa seule responsabilité.

Il y a enfin une dernière hypothèse à envisager. Il peut se faire que les deux premiers experts soient en désaccord et que le quatrième échantillon destiné à la tierce expertise n'existe plus.

Il faut, alors, nous semble-t-il, distinguer deux cas. Si le désaccord porte sur des différences analytiques, on aboutit à un impasse puisqu'il n'existe plus d'échantillon pour effectuer une troisième analyse, seule capable de faire éclater la vérité.

Il reste alors un doute dont doit bénéficier la défense.

Mais si, au contraire, le désaccord porte plus simplement sur l'interprétation des résultats, il est concevable qu'un tiers expert aura la possibilité d'exercer ses fonctions d'arbitre pour départager les parties.

§ 3. — Consultation du laboratoire officiel et surexpertise.

Sous le régime du décret de 1919, l'accord des deux experts dont le rapport commun infirmait les conclusions du laboratoire officiel entraînait le plus souvent un non-lieu ou un acquittement.

On a donc reproché à la procédure établie par le décret de 1919 de ne faire aucune part, au cours de la phase judiciaire, au directeur du laboratoire officiel qui avait conclu à la fraude ou falsification.

Pour remédier dans la mesure du possible à cette situation, l'administration avait signalé au Parquet la possibilité, pour les juges d'instruction, de désigner les directeurs des laboratoires officiels comme experts dans les affaires engagées à la suite de leurs conclusions.

C'est ainsi qu'une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 19 avril 1920, traitait la question en ces termes :

« Je vous rappelle, d'ailleurs, que rien ne s'oppose à ce que le juge choisisse comme expert le Directeur du labora-

toire qui a procédé à l'analyse de triage : cette analyse, en effet, n'est qu'une opération préliminaire accomplie dans des conditions spéciales, de sorte que, sans se démentir lui-même, le directeur de l'établissement en question peut conclure, en qualité d'expert, dans un sens différent de celui de sa première analyse. »

Nous estimons que ce texte était contraire aux principes généraux du Droit.

En effet, il recommande de faire intervenir comme partie dans l'expertise contradictoire, une personne dont l'opinion a été à l'origine des poursuites contre un particulier. En vain déclare-t-on que le Directeur du Laboratoire peut donner comme expert une opinion autre que celle qu'il avait précédemment formulée sans pour cela se démentir lui-même, nous avouons ne pas comprendre. Au surplus, le seul fait de confier une expertise à une personne qui peut être soupçonnée d'avoir ou une idée préconçue, ou une idée à défendre, entacherait, à notre avis, la moralité des opérations.

C'est pourquoi nous approuvons pleinement et hautement la tendance contraire qui était de règle pour la plupart des magistrats chargés d'instruire les affaires de fraudes.

Nous sommes donc, sur ce point particulier, en contradiction formelle avec M. Toubeau, le distingué chef du Service de la Répression des Fraudes.

Dans une brochure qu'il a bien voulu nous communiquer, M. Toubeau écrit que les juges d'instruction préféreraient s'adresser à des experts qui ne présentaient pas toujours la spécialisation désirable, tandis que la personne en cause, lorsque de puissants intérêts étaient en jeu, n'hésitait pas à prendre, comme contre-expert, des techniciens éprouvés.

Ici, il faut parler clair. Nous avons vu qu'en principe c'est au juge d'instruction à choisir son expert en premier. Si donc il existe sur la liste du Tribunal un expert spécialisé, le juge peut le désigner et c'est alors l'intéressé qui est limité dans son choix.

Dans ce cas, l'argument de M. Toubeau ne vaut rien, alors même que l'intéressé demanderait à prendre un expert en dehors de la liste.

Resterait donc le cas où il n'existerait aucun expert vraiment qualifié sur la liste. Alors, tandis que le choix du juge serait limité aux noms inscrits sur cette liste, l'intéressé aurait la possibilité de prendre ailleurs un contre-expert de grande notoriété et spécialisé. Mais pour que la justice soit bafouée, il faudrait supposer comme corollaire que les conclusions de ce contre-expert sont à vendre !

Et M. Toubeau conclut : « Entre l'accusation et la défense, la lutte devenait ainsi très inégale et de nombreuses affaires aboutissaient, après l'expertise, à des ordonnances de non-lieu. »

Bien volontiers, nous lui laissons la responsabilité de ces conclusions.

Les circulaires n'ayant qu'un effet très relatif, la commission interministérielle de la viticulture suggéra une nouvelle organisation de l'expertise.

Au lieu d'être confiée à des experts choisis par les magistrats et l'intéressé, la première expertise aurait réuni contradictoirement un laboratoire d'Etat Régional et l'expert choisi par l'intéressé, la tierce expertise étant confiée, en cas d'arbitrage nécessaire, au Laboratoire Central du Ministère de l'Agriculture.

Ce système fut écarté par le Ministère de la Justice, à juste raison selon nous, comme contraire aux principes généraux du Droit.

Il en fut de même, et pour la même raison, d'un autre système qui *obligeait* le juge à prendre comme expert le Directeur du Laboratoire officiel qui avait conclu à la fraude.

Finalement, on se mit d'accord sur un troisième système qui a trouvé son expression dans le texte du décret du 31 décembre 1928, texte qui forme aujourd'hui le deuxième alinéa de l'art. 29 du décret du 22 janvier 1919.

Voici la teneur de cet alinéa :

« Si les deux premiers experts sont d'accord pour infirmer les conclusions du rapport du laboratoire qui a conclu à la présomption de fraude ou de falsification, le rapport de ces experts, avec toutes pièces utiles, sera communiqué

par le juge d'instruction au signataire du rapport du laboratoire, sauf dans le cas où le signataire de ce rapport a participé lui-même à l'expertise, en qualité d'expert.

« Dans le délai d'un mois, le laboratoire devra retourner le dossier au magistrat instructeur avec toutes observations que le signataire du rapport du laboratoire aura jugées utiles. Sur le vu de ces observations, le juge d'instruction pourra ordonner une nouvelle expertise ; celle-ci sera confiée à trois experts qui procéderont à l'examen simultané de l'unique échantillon restant.

« Le premier de ces experts sera désigné par le juge d'instruction sur une liste de trois noms au moins présentée par la partie civile ; à défaut de partie civile, l'expert sera désigné directement par le juge ; le second expert sera nommé par le juge d'instruction sur une liste de trois noms au moins présentée par l'intéressé ; le troisième expert sera choisi d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente, désigné par le Président du tribunal. »

Il convient d'examiner deux cas.

En premier lieu, le Directeur du laboratoire qui a conclu à la fraude est choisi soit par le juge d'instruction, soit par l'intéressé comme un des experts devant procéder à l'expertise contradictoire, avec un autre expert désigné par la partie qui n'a pas choisi le Directeur du laboratoire officiel.

Il y a deux hypothèses à envisager : ou bien les experts sont d'accord pour affirmer ou pour infirmer la fraude ou falsification, et alors l'expertise est définitive, ou bien les deux experts sont en désaccord et la tierce expertise doit jouer.

En deuxième lieu, si le Directeur du laboratoire n'a pas été désigné comme expert, et que les experts commis soient d'accord pour infirmer les conclusions du laboratoire, alors, dit le texte, le rapport de ces experts, avec toutes pièces utiles, sera communiqué par le juge d'instruction au signataire du rapport du laboratoire.

« Il faut éviter, dit l'honorable M. Toubeau, qu'un fraudeur puisse, contre l'évidence même, se dérober au Tribunal grâce à la complaisance de spécialistes, n'ayant d'experts que le nom, et d'autant plus disposés à faire le jeu de la défense

qu'ils se savaient, jusqu'à ce jour, à l'abri de tout contrôle. »

L'accusation est nette. Elle est générale et par conséquent injuste. Elle jette la suspicion sur une majorité de gens honnêtes dont la valeur et la conscience professionnelle sont au moins égales sinon supérieures à celles des directeurs des laboratoires officiels. Nous n'insisterons pas.

Voilà donc le dossier en possession du Directeur de Laboratoire qui a conclu à la fraude ou à la falsification.

Ce fonctionnaire, dit M. Toubeau, « pourra s'abstenir de toute remarque et se borner à retourner au juge le dossier communiqué (ce sera sans doute le cas le plus fréquent). Il pourra aussi adresser aux experts des observations sur certains points de leurs rapports, observations qui entraîneront entre trois hommes de sciences, également consciencieux, des échanges de vue qui ne nuiront en rien à la recherche de la vérité, enfin il aura qualité pour rappeler au souci de la vérité les « techniciens » de la sorte que nous avons indiquée dans ce qui précède et pour faire apparaître le caractère tendancieux de leurs rapports.

Les explications de M. Toubeau nous paraissent frappées de l'empreinte administrative. Pour nous, il nous paraît utile de serrer la question de plus près.

Il nous semble qu'on peut examiner successivement trois hypothèses.

Dans une première hypothèse, les résultats analytiques trouvés par les experts ne concordent point avec ceux trouvés par le chimiste officiel.

Il y a là quelque chose d'exceptionnel. Admettons toutefois qu'il en soit bien ainsi. Alors, il n'est pas douteux qu'une des deux parties a fait erreur. Mais pourquoi poser, *à priori*, que ce sont les experts qui ont dû se tromper en déférant leurs résultats à la critique du chimiste officiel ?

Dans une deuxième hypothèse, les caractéristiques analytiques trouvées de part et d'autre sont identiques, mais l'interprétation des résultats diffère ; alors que le chimiste officiel avait conclu à la fraude, les experts ont été amenés à formuler une conclusion contraire.

Ici, il faut distinguer. Ou bien l'interprétation des résul-

tats diffère parce qu'on se trouve dans un cas limite, et alors nous estimons que le doute doit profiter à l'intéressé, ou bien les experts ont commis une faute grossière en adoptant des conclusions contraires à des données analytiques placées en deçà du cas limite, et vraiment c'est faire bon marché de l'expérience des magistrats que de supposer ceux-ci incapables de se faire une opinion contraire à celle des experts commis, lesquels deviendraient du même coup suspects et passibles de peines disciplinaires.

Toutefois, à la rigueur, on peut admettre ici que l'intervention du chimiste officiel peut présenter une utilité.

Mais, dans une troisième hypothèse, l'intervention de l'administration est absolument inadmissible.

Voici, par exemple, deux experts qui ont élaboré un rapport sur lequel on relève les mêmes données analytiques que celles indiquées par le laboratoire officiel, et la même conclusion générale, mais avec des réserves, qui visent les usages loyaux et constants du commerce. Certes, les experts ont légèrement élargi leur mission et nous nous sommes expliqués sur ce point. Mais c'est alors, au premier chef, une des prérogatives du pouvoir judiciaire de vérifier si les réserves qui touchent au droit sont exactes ou non, et nous nous refusons à croire qu'il soit alors nécessaire de consulter le Directeur du laboratoire officiel, lequel n'a aucune qualité pour donner une opinion en matière juridique.

Quoi qu'il en soit, après ou sans discussion, le laboratoire officiel retourne, dans le délai d'un mois, le dossier au magistrat instructeur avec toutes observations utiles.

Ce magistrat peut alors ou bien rendre une ordonnance de non-lieu, ou bien ordonner une surexpertise.

Le texte du décret de 1928 emploie, en effet, le verbe « pourra » et non le verbe « devra », ce qui lui permet de choisir en toute indépendance la solution qui lui apparaîtra comme la plus conforme à la justice. Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que le texte du décret proposé au Conseil d'Etat mettait le juge dans l'obligation de recourir à la surexpertise, et que le Conseil d'Etat n'a pas voulu, à juste raison selon nous, d'un impératif aussi catégorique. C'est

pourquoi le texte définitif a laissé toute liberté au juge d'instruction.

Il nous faut supposer maintenant que la surexpertise a été ordonnée.

Comment va-t-elle fonctionner ? Le texte nous l'indique.

« Celle-ci sera confiée à trois experts qui procéderont à l'examen simultané de l'unique échantillon restant.

« Le premier de ces experts sera désigné par le juge d'instruction sur une liste de trois noms au moins présentée par la partie civile ; à défaut de partie civile, l'expert sera désigné directement par le juge ; le second expert sera nommé par le juge d'instruction sur une liste de trois noms au moins présentée par l'intéressé, le troisième expert sera choisi d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente, désigné par le président du tribunal. »

a) *Désignation des experts.* — Le texte ci-dessus nous indique clairement *par qui* les experts doivent être proposés et par qui ils doivent être désignés. Il n'est donc pas utile d'insister sur ces points.

Le texte, au contraire, ne nous dit pas *qui* peut être proposé comme expert. Il nous semble, et nous serons pour une fois d'accord avec M. Toubeau, que toute liberté doit être laissée aux intéressés pour la composition de leur liste. Toutefois, une réserve s'impose. C'est qu'en effet nous estimons qu'en certaines matières il est difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver six noms d'hommes compétents. Alors le choix du juge aboutit à une véritable loterie.

Il eût mieux valu, à notre sens, organiser la surexpertise de la manière suivante :

1° Il nous semble d'abord qu'il eût été logique de demander à l'intéressé de désigner un seul expert. Ainsi, son choix n'aurait été limité par aucune entrave et il aurait eu la certitude d'obtenir l'expert de son choix ;

2° Les parties civiles ou le juge auraient pu choisir ensuite un expert ;

3° Le mode de désignation du troisième expert, très logique, n'avait pas à être changé.

b) *Délai*. — Aucune délai n'est fixé pour l'organisation de la surexpertise.

La question s'est posée de savoir si un intéressé pouvait faire obstacle à la surexpertise en retardant la désignation de son expert. La Cour de Cassation a décidé que lorsque l'intéressé ne fournit pas la liste des trois noms prévue par le texte du décret du 31 décembre 1928, le juge d'instruction est investi du droit de désigner tel expert qu'il juge opportun de nommer.

« Attendu que le décret du 31 décembre 1928 porte que le second expert sera nommé par le juge d'instruction sur une liste de trois noms présentée par l'intéressé ; qu'il ne résulte nullement de ce texte que le pouvoir confié au magistrat instructeur de nommer le second expert soit subordonné à la condition qu'une liste de trois noms sera présentée par le prévenu, auquel il ne saurait appartenir de rendre inexécutable par son abstention une mesure ayant pour objet d'entourer de garanties plus complètes les droits de la défense aussi bien que ceux de l'accusation ;

« Et attendu que l'arrêt est régulier ;

« Rejette... (Cassation, Ch. crimin. 6 août 1929, *Gaz. Palais*, 15 nov. 1929). »

c) *Mode de procéder des experts*. — Il est indiqué par le texte : les experts opèrent ensemble.

L'opération d'expertise peut alors se concevoir de deux manières :

1^{er} cas. — L'échantillon copieux permet plusieurs analyses simultanées.

Nous estimons qu'il est du devoir de chaque expert d'effectuer lui-même les mêmes dosages que ceux pratiqués par ses confrères, au moins les plus délicats s'il n'y a pas assez de matière pour les effectuer tous en double ou en triple.

2^e cas. — L'échantillon est trop faible. Alors il n'y a plus qu'une seule opération possible, deux des experts se bornant à vérifier le travail du troisième.

d) *Rapport d'expertise*. — Du seul point de vue juridique, il annule le premier rapport. Il doit être commun, mais, bien entendu, chacun des experts commis peut y faire insé-

rer les réserves qui lui semblent nécessaires. Si le rapport conclut à la fraude ou falsification, l'affaire peut être renvoyée devant le Tribunal compétent. Nous disons « peut » car ici encore nous estimons que les conclusions de la sur-expertise ne lient pas le juge.

Si, au contraire, la surexpertise confirme les résultats de l'expertise, il appartiendra encore au magistrat instructeur de donner à l'affaire la suite qu'elle comporte.

§ 4. — Des cas particuliers d'application de l'expertise contradictoire.

Voilà donc les règles, légales ou jurisprudentielles, qui sont à la base de la procédure la plus courante en matière de fraudes ou de falsifications.

Mais à côté, il en existe d'autres qui s'appliquent à certains cas particuliers, et c'est à leur étude que nous consacrerons les lignes qui suivent.

La phase judiciaire n'est pas toujours une suite de la phase administrative. Elle peut être amorcée immédiatement après les prélèvements dans les cas prévus par les art. 17 et 18 du décret du 22 janvier 1919 :

Art. 17. — Lorsque, en raison de la trop faible quantité du produit la division en quatre échantillons est impossible, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés, en un échantillon unique, la totalité du produit.

« Il transmet ce scellé dans les 24 heures, avec son procès-verbal et toutes pièces utiles, au Procureur de la République.

« Copie du procès-verbal est adressée au Préfet. »

Ce texte montre bien qu'il n'est plus question ici d'un examen préliminaire par un laboratoire officiel.

Et c'est pourquoi l'art. 31 précise que, dans ce cas, « le Procureur de la République notifie à l'intéressé que l'échantillon unique va être soumis à l'expertise, et l'informe qu'il a trois jours francs pour faire connaître s'il entend user du droit de désigner un expert.

Si ce droit est réclamé, il est procédé, dans le délai fixé par le juge d'instruction, à la nomination simultanée tant

des deux experts prévus à l'art. 26 que du tiers expert prévu à l'art. 29.

Toutefois, il n'est nommé qu'un seul expert si l'intéressé a déclaré, avant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

N'oublions pas de remarquer ici que, contrairement à la procédure habituelle déjà étudiée, un tiers expert est nommé pour ainsi dire en même temps que les deux premiers experts, l'un désigné par le juge, l'autre choisi par l'intéressé. A la vérité, ces nominations ne peuvent être simultanées comme le texte le dit puisque, pour se conformer aux règles de l'art. 29, le tiers expert est désigné après accord des deux premiers experts, ou en cas de désaccord par le Président du tribunal.

Nous ne reviendrons pas ici sur les principes généraux de la procédure d'expertise, lesquels sont identiques à ceux ayant déjà fait l'objet d'une étude détaillée.

Nous ajouterons donc seulement que les opérations d'expertise devront être faites en commun puisqu'un seul échantillon est disponible.

Il nous semble d'ailleurs que les observations présentées par nous sur le fonctionnement de la surexpertise sont ici applicables intégralement.

Dans le cas de l'art. 18 qui vise la procédure à appliquer, quand les produits sont altérables, c'est l'agent verbalisateur qui invite l'intéressé à choisir un expert et un suppléant sur les listes officielles, ou à indiquer qu'il s'en rapporte aux conclusions de l'expert unique que désignera le juge d'instruction.

L'original du procès-verbal est aussi, dans ce cas, transmis directement au Procureur de la République, tandis que la copie est adressée au Préfet.

Quant au juge d'instruction (art. 32), il nomme trois experts, dont l'un est celui qui a été choisi par l'intéressé (ou son suppléant) les deux autres étant désignés par lui-même.

Le texte ne parle même plus de tiers expert.

Il nous est impossible de ne pas souligner ici combien on fait bon marché des droits de la défense.

Choisir un expert demande tout de même quelque réflexion et vraiment il est illogique de demander à une personne quelconque de désigner un expert *ipso facto*, sur simple réquisition, alors que dix minutes auparavant tout semblait normal.

De plus, le troisième expert n'est pas un tiers expert puisqu'il est nommé par le juge d'instruction et s'il assiste lui-même aux opérations d'expertise, on ne peut soutenir que son rôle sera seulement de départager ses collègues.

Très heureusement, cette procédure n'est employé qu'exceptionnellement.

Il nous apparaît inutile et fastidieux de reprendre ici encore en détail le fonctionnement de l'expertise. Tout ce que nous avons écrit précédemment reste valable.

Toutefois, le texte de l'art. 32 présente deux particularités très importantes.

La première découle du fait que le produit à examiner est très altérable. Aussi l'expertise doit-elle avoir lieu très rapidement et c'est pourquoi les experts se réunissent d'urgence dans le lieu où se trouve le produit et procèdent d'urgence à son examen.

De plus, et c'est une deuxième particularité, si l'expertise fait apparaître la falsification, la corruption ou l'insalubrité du produit, la destruction peut en être assurée par les experts eux-mêmes.

Il y a là une mesure de salubrité publique qui mérite approbation.

Toutefois, termine l'art. 32 : « Ce produit peut également, sous le contrôle des experts, être stérilisé ou dénaturé aux frais de l'intéressé et, dans ce dernier cas, laissé à celui-ci pour des usages industriels. »

C'est là une solution équitable qui permet, dans certains cas, d'éviter la perte totale de la marchandise.

Nous en avons terminé.

Au cours de cette étude, nous avons pu constater quelles

précautions ont été prises par les lois et règlements pour assurer la sincérité de l'expertise.

De cette sincérité, qui ne peut être mise en doute, résulte une conviction certaine contre laquelle se brise la défense de l'inculpé qui ne peut ni nier la réalité du corps du délit, ni le délit lui-même, établi contradictoirement.

Et on peut ainsi se rendre compte quel est, entre le système archaïque du Code d'instruction criminelle, et le système inspiré par la loi du 1^{er} août 1905, celui qui est à rejeter, celui qui est à imiter.

TROISIÈME PARTIE

Législation Comparée.

TITRE I

L'EXPERTISE EN MATIÈRE CRIMINELLE DANS DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

Classification des systèmes d'expertise. — Le système Anglo-Saxon. — Le système Belge. — Le système Italien. — Le système de l'U. R. S. S. — Les systèmes Monégasque, Espagnol et Allemand.

Nous nous sommes efforcés précédemment de démonter pièce par pièce, les deux systèmes d'expertise dont dispose le Droit Pénal Français.

Pour compléter notre étude, nous allons examiner maintenant les différentes formes que revêt l'expertise dans les législations étrangères.

Ces formes sont multiples et il est, à vrai dire, difficile d'en effectuer une classification, car il n'existe pas de caractères différentiels nettement tranchés entre les systèmes institués par les diverses législations.

Voici cependant comment nous avons conçu la division de notre étude.

Les Experts sont de simples témoins : Angleterre-Amérique.

Les experts peuvent être considérés comme des auxiliaires de la justice.	L'expertise n'est pas contradictoire.	Pas d'expertise organisée.	{ Sans conseiller technique. }	Belgique.
	L'expertise est contradictoire.	Surexpertise organisée.	{ Avec conseiller technique. }	Italie.
	L'expertise est contradictoire.		{ U. R. S. S. }	
	L'expertise est contradictoire.		{ Monaco. Espagne. Allemagne. }	

1. — RÉGIME DES PAYS ANGLO-SAXONS.

A) *Angleterre.*

Il n'existe pas, à proprement parler, d'experts officiels. Sans doute, la police dispose bien de laboratoires spécialement organisés pour la détermination et l'identification des empreintes, ainsi que pour les recherches scientifiques qui peuvent se révéler nécessaires au cours d'une enquête criminelle, mais les lois anglaises ne prévoient pas une procédure spéciale pour les expertises dont l'utilité apparaîtrait lors de l'instruction.

En toute justice, il convient d'ailleurs de remarquer que les Coroners chargés des premières enquêtes sont généralement des médecins et par cela même aptes à envisager toutes les hypothèses qui peuvent se poser lors de la découverte d'un décès suspect ou d'un crime.

Ainsi, l'accusation et la défense se trouvent théoriquement placés sur un pied d'égalité et il leur appartient de faire appel, si le besoin s'en fait sentir, à des professionnels qui examineront les circonstances de la cause et donneront, s'il y a lieu, un avis motivé. Ces professionnels peuvent être des personnes quelconques et elles viendront en qualité de témoins apporter leurs conclusions à l'audience. Comme tous les témoins, les experts pourront être l'objet de la cross-examination ce qui, à notre sens, est un inconvénient.

Les savants ne sont pas forcément des orateurs habiles et ils peuvent, de ce fait, se laisser prendre en flagrant délit de contradiction. Enfin c'est le cas ou jamais de faire remarquer que la justice peut se trouver à la merci de l'argent puisque rien ne peut empêcher un accusé riche de faire déposer en sa faveur plusieurs célébrités dont l'avis éclipsera celui des experts cités par l'accusation.

B) *Etats-Unis.*

Les législations particulières des différents états rendent un examen d'ensemble assez difficile. Cependant, d'une manière générale, on peut affirmer que les experts sont enten-

dus à titre de témoins et par voie de conséquence les critiques énoncées contre le système anglais sont applicables à la procédure en usage aux Etats-Unis d'Amérique.

2. — LE SYSTÈME BELGE.

EXPERTISE NON CONTRADICTOIRE, SANS SUREXPERTISE ET SANS CONSEILLERS TECHNIQUES.

La Belgique connaît le même système d'expertise que la France et cela est normal puisque les dispositions du Code d'instruction criminelle de 1808 sont toujours en vigueur en Belgique.

Les textes des articles 43 et 44 qui correspondent exactement à ceux des articles 43 et 44 en vigueur en France, sont évidemment justiciables des mêmes critiques. Il serait vain d'y revenir ici.

Remarquons d'ailleurs que certains tribunaux belges établissent, à l'exemple des tribunaux français, des listes d'experts qualifiés pour les différentes spécialités. Mais, toujours comme en France, les tribunaux peuvent choisir, en dehors de ces listes, les experts qui leur conviennent pour faire élucider tel ou tel point particulier de telle ou telle affaire déterminée.

Quand il y a plusieurs experts commis, les hommes de l'art procèdent *collectivement* aux différentes opérations d'expertise et établissent par écrit un rapport commun. Quelquefois, cependant, ce rapport est fait oralement.

Les experts peuvent aussi être convoqués à l'audience pour préciser certains points qui apparaissent comme obscurs ou pour expliquer leurs conclusions.

Signalons enfin qu'à l'inverse du système français, les experts ne peuvent se récuser. Quand ils ont été régulièrement désignés par le juge ou les tribunaux, ils sont dans l'obligation formelle d'accomplir la mission qui leur a été confiée (Loi du 1^{er} juin 1849, art. 10 et arrêté royal du 18 juin 1853, art. 29).

Cette disposition ne nous semble pas heureuse car — ne serait-ce que par hasard — il peut arriver que des experts ne s'estiment pas suffisamment compétents pour mener à

bien l'examen des pièces ou substances sur lesquelles ils seront appelés à donner un avis honnête et motivé. Nous pensons qu'il eût été préférable de laisser à la conscience des experts le soin de décider s'ils sont ou non aptes à accomplir une mission donnée en leur laissant la liberté d'accepter ou de se récuser.

3. — LE SYSTÈME ITALIEN.

EXPERTISE NON CONTRADICTOIRE, SANS SUREXPERTISE, MAIS AVEC POSSIBILITÉ DE NOMMER DES CONSEILLERS TECHNIQUES.

Le nouveau Code de Procédure Pénale du Royaume d'Italie prévoit une procédure nouvelle pour l'expertise en matière pénale.

Avant tout, il y a lieu de remarquer que l'expertise est laissée à la discrétion du juge.

En effet :

Art. 314. — *Faculté du juge de procéder à une expertise.*
— « Quand se révèle la nécessité d'une enquête qui requiert des connaissances scientifiques ou artistiques spéciales, le juge peut ordonner une expertise. »

« Faculté » dit le titre, « Peut » dit le texte. La faculté n'est pas une obligation : l'expertise dépend du bon vouloir du juge.

D'ailleurs, le paragraphe 3 du même article décide que « l'expertise est décidée d'office par ordonnance », texte qui confirme notre interprétation.

Toutefois, dit encore ce paragraphe : « Si elle n'est pas décidée d'office, le Ministère public ou la partie qui y aura intérêt peut présenter requête à cet effet au juge d'instruction. »

Mais il semble bien que dans l'un ou l'autre cas le juge reste libre d'accueillir ou non la requête qui lui a été présentée.

Si l'expertise est ordonnée, il peut être nommé un ou plusieurs experts (art. 314, parag. 5), soit en même temps, soit encore successivement.

Les experts sont choisis et nommés d'office par le juge parmi les personnes qu'il estime compétentes et de préfé-

rence parmi celles qui ont obtenu la qualité de spécialistes.

L'ordonnance du juge est d'ailleurs communiquée au ministère public avant le commencement des opérations d'expertise, mais pour les cas urgents, l'accomplissement de cette formalité ne suspend pas l'exécution de l'expertise.

Un autre trait caractéristique de la nouvelle législation réside dans le *pouvoir de direction* du juge dans l'expertise (art. 317).

D'après le texte, c'est le juge qui dirige l'expertise et, s'il le juge à propos, il peut y assister. Il lui appartient en outre de prendre toutes dispositions utiles pour rendre possible la mission de l'expert et permettre son aboutissement rapide.

Plus particulièrement, le juge peut ordonner que l'expertise aura lieu dans tel ou tel laboratoire ou institut public ou privé.

Enfin, le magistrat instructeur peut décider que l'expert assistera aux différentes auditions du ou des inculpés, du ou des témoins et qu'au besoin tous les documents de la cause lui seront communiqués.

Ainsi, l'expert est placé dans les meilleures conditions pour remplir sa mission.

L'art. 320 stipule que l'avis de l'expert est reçu par le juge qui le contresigne et l'annexe au procès-verbal.

Aucun des textes examinés m'autorise l'inculpé ou les parties civiles à désigner un expert.

Toutefois, les art. 323 et suivants du nouveau Code de Procédure d'Instruction criminelle autorisent les parties à faire assister leur défenseur d'un conseiller technique.

Voici notamment le texte de l'art. 323 : « *Faculté pour les parties de nommer des conseillers techniques.* — La partie qui y a intérêt, dans les trois jours qui suivent le délai fixé par le juge et dont il est question à l'art. 320 ci-dessus, a la faculté de nommer, par l'entremise de son défenseur et à ses propres frais un conseiller technique qu'elle peut choisir parmi les personnes qu'elle estime compétentes.

Il est donné avis de cette nomination dans le même délai, à peine de déchéance, au juge d'instruction et au ministère

public, par une déclaration faite respectivement au greffe et au secrétariat. »

Le texte, suffisamment clair, dispense de tout commentaire.

Et l'art. 323 se termine ainsi :

« Si les parties qui veulent se prévaloir de cette faculté sont plusieurs, elles ne peuvent être assistées de plus de deux conseillers techniques au total, sauf le cas de conflit d'intérêts. »

Cette disposition semble avoir pour but d'éviter l'émission d'un trop grand nombre d'avis contradictoires, lesquels seraient susceptibles d'entraîner une certaine confusion lors des débats.

Il importe de bien préciser que les conseillers techniques ne bénéficient en principe d'aucune des prérogatives attachées par la loi aux fonctions d'expert. Leur rôle, indiqué à l'art. 324 du Code de Procédure criminelle, consiste essentiellement à examiner, copier, discuter les rapports d'expertises.

Cependant, décide encore l'art. 324 : « ils peuvent demander au juge l'autorisation d'examiner la personne ou la chose ayant fait l'objet de l'expertise. » Le verbe examiner prête à discussion. S'agit-il seulement d'un examen superficiel ou bien au contraire d'un examen approfondi, autorisant le conseiller technique à effectuer au besoin des déterminations physiques ou analytiques ?

Quoi qu'il en soit, « si le juge décide d'accueillir cette demande, il rend une ordonnance par laquelle il décide que l'examen aura lieu en sa présence ou en présence du greffier, soit de l'expert nommé par lui, de la manière et au moment qu'il établira. »

Ici encore, le juge bénéficie d'un pouvoir discrétionnaire, puisqu'il fixe par ordonnance toutes les conditions qui règleront la mission du ou des conseillers techniques.

Quant aux conclusions qu'ont pu tirer les conseillers techniques de l'examen des rapports d'experts ou des pièces en cause, elles peuvent être déposées au greffe par les défen-

seurs des parties en présence, au plus tard dans les 5 jours qui précèdent les débats.

Voilà donc les modalités de la procédure normale d'expertise.

Le Code de Procédure criminelle italien n'a prévu ni contre-expertise ni surexpertise. Toutefois, le législateur a pensé que les opérations des premiers experts ne seraient pas toujours suffisantes pour éclairer la religion des juges.

Aussi, un art. 417 autorise-t-il, dans certains cas, une nouvelle expertise. Celle-ci est soumise à des conditions de temps, puisqu'elle doit être réclamée au moins trois jours avant l'ouverture des débats. Mais elle peut être demandée par le Ministère public ou les parties en cause ou même ordonnée d'office par le Président du Tribunal. Toutefois, aux termes de l'art. 417 précité, il semble qu'elle ne puisse porter que sur des points ou des faits négligés par la première expertise ou non entièrement élucidés par elle.

Au surplus, le Président peut demander à l'expert de venir développer ses conclusions à l'audience tandis que, de leur côté, les parties en cause peuvent y présenter un conseiller technique dont le rôle sera de discuter les conclusions de l'expert.

Et pour terminer, l'art. 417 décide sagement que toute discussion entre l'expert et le conseiller technique est absolument interdite.

En définitive, l'idée qui a servi à fonder ce système paraît être celle-ci : S'il n'y a que des inconvénients à organiser l'expertise contradictoire où il y a en réalité un expert de l'accusation et un expert de l'accusé, il y a, au contraire, intérêt à faire pratiquer l'expertise par des experts officiels tout en autorisant la défense à critiquer les conclusions de ces experts. Les juges restent ainsi pleinement dans leur rôle d'arbitre.

Une telle procédure n'est pas mauvaise en soi. Le reproche fondamental qu'on peut lui adresser réside en ce fait que seul le juge décide arbitrairement si le conseiller technique peut ou non procéder à des opérations d'expertise.

Pour qu'elle reçoive notre agrément, il faudrait, à notre

avis du moins, que, d'une part, ce qui n'est que faculté pour le juge devienne obligation, et que, d'autre part, les juges présentent des connaissances scientifiques suffisantes pour jouer vraiment leur rôle d'arbitre.

En effet, le Code de procédure criminelle italien prévoit que le juge peut assister aux opérations d'expertise faites par le ou les experts officiels. Et il est évident que si le juge n'est pas apte à comprendre les opérations d'expertise il est inutile qu'il assiste à leur développement.

D'autre part, puisque la défense peut faire critiquer l'expertise officielle soit par voie de rapport écrit, soit même oralement à l'audience, le ou les juges ne peuvent remplir pleinement leur rôle d'arbitres que s'ils sont à même, de par leur savoir propre, de déceler la vérité dans les opinions opposées, formulées d'un côté par le ou les experts officiels, et de l'autre côté par le ou les conseillers techniques.

4. — SYSTÈME DE L'U. R. S. S.

L'EXPERTISE N'EST PAS CONTRADICTOIRE, LA SUREXPERTISE EST ORGANISÉE.

En ce qui concerne notamment la médecine légale, les médecins-experts sont hiérarchisés. Les constatations médicales, les autopsies sont confiées aux médecins légistes officiels, sauf dans les campagnes où la présence d'un médecin spécialisé ne s'impose pas.

Les opérations d'autopsie sont soigneusement délimitées et chaque médecin légiste a l'obligation de tenir en ordre et à jour un registre spécial sur lequel il note ses constatations.

Au-dessus du médecin légiste ordinaire se placent d'autres fonctionnaires qui peuvent éventuellement procéder à une contre-expertise au cas où elle serait réclamée par les parties en cause.

Enfin, une surexpertise peut succéder à la contre-expertise au cas où celle-ci apparaîtrait comme sujette à critique. Bien entendu, les conclusions du surexpert sont irrévocables.

En résumé, le système russe est caractérisé par la fonction-

narisation des spécialistes, l'institution d'une hiérarchie des médecins légistes et l'absence de contradiction.

5. — LE SYSTÈME MONÉGASQUE.

EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

La loi monégasque décide que le juge d'instruction peut commettre un ou plusieurs experts pour pratiquer les expertises nécessaires à la manifestation de la vérité. Il lui appartient de donner connaissance de sa décision au ministère public, à la partie civile, à l'inculpé. Les parties en cause peuvent alors exercer un droit de récusation en cas de suspicion légitime (art. 108 du Code de Procédure Pénale 1905).

L'accusé ou les accusés ont le droit de désigner un expert qui pourra suivre les opérations d'expertise. La même faculté est accordée à la partie civile (art. 109).

Mais le Code de Procédure Pénale Monégasque prévoit aussi le cas où l'expertise ne peut attendre. Alors le juge d'instruction peut procéder à la dite expertise sans qu'il soit besoin d'aviser les parties. Seulement, le rapport d'expert est ensuite communiqué aux intéressés et ceux-ci bénéficient du droit de désigner à leur tour un expert qui vérifiera le travail déjà effectué, étudiera le rapport d'expertise et présentera, s'il y a lieu, ses observations.

Si l'expertise a lieu alors qu'il n'y avait pas encore d'inculpé, la personne inculpée par la suite est autorisée par la loi à désigner un expert qui bénéficiera des prérogatives énoncées plus haut. En outre, l'inculpé peut toujours demander une expertise pour faire vérifier quelques points précis.

Les experts peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. Ils rédigent un rapport écrit, motivé et commun s'ils sont d'accord. En cas de désaccord, le rapport présente successivement l'opinion motivée de chaque expert.

Il nous apparaît que le régime de l'expertise tel que le conçoivent les lois de la Principauté de Monaco a bénéficié de toutes les suggestions qui ont été émises à différentes reprises en France.

D'abord, l'expertise est contradictoire. Ensuite, on retrouve dans les dispositions applicables au cas où l'inculpé est déterminé quelque temps seulement après l'ouverture de l'instruction les principes du projet Dufaure de 1880. Nous considérons que les textes du Code de 1905 donnent tous apaisements à la défense, sans que, cependant, la répression puisse s'en trouver énervée.

6. — LE SYSTÈME ESPAGNOL.

L'EXPERTISE EST CONTRADICTOIRE.

Le Code de procédure pénale espagnol de 1882 stipule, par son article 456, que le juge d'instruction ordonnera l'expertise quand l'assistance d'hommes de l'art sera nécessaire à la manifestation de la vérité.

Alors le juge d'instruction nommera deux experts, de préférence choisis sur la liste des experts dits titulaires, c'est-à-dire munis de diplômes officiels. A défaut d'experts titulaires compétents, le juge d'instruction pourra désigner des experts non titulaires.

La nomination des experts est notifiée aux parties en cause et celles-ci peuvent exercer leur droit de récusation. Le plaignant et les inculpés peuvent à leur tour désigner un expert (choisi parmi les experts titulaires) pour assister et concourir aux opérations d'expertise.

Le juge d'instruction (ou son délégué) assiste aux opérations d'expertise et en tous cas son greffier. La même faculté est reconnue aux parties en cause et notamment à l'inculpé et à sa famille. Le Code espagnol prévoit que les personnes présentes aux opérations d'expertise pourront émettre des suggestions, lesquelles seront consignées sur le rapport.

Si les experts sont en désaccord, le juge nommera un tiers expert.

Les textes prévoient également les mesures à prendre pour assurer la conservation des pièces soumises à l'expertise et règlent les formes de l'audition des experts à l'audience.

Nous ne pouvons qu'approuver, au moins dans la géné-

ralité des termes, les textes du Code de procédure pénale espagnole.

Ici — comme précédemment — nous estimons que l'expertise contradictoire constitue un progrès réel sur le système français. Toutefois, nous critiquerons la présence des parties aux opérations d'expertise car notre habitude de la recherche nous permet de déclarer formellement que le travail de laboratoire, *quel qu'il soit*, exige le calme et une tranquillité complète, conditions qui sont loin d'être remplies quand des non-initiés bourdonnent autour des travailleurs.

7. — LE SYSTÈME ALLEMAND.

EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

Le code de procédure pénale allemand, ordonnance de 1924, dispose que le choix des experts appartient au juge. Mais ici encore les parties en cause, et notamment l'inculpé, peuvent récuser les experts quand il existe des raisons valables.

De plus, l'inculpé peut désigner un ou plusieurs experts lesquels sont admis à prendre part au constat et aux opérations d'instruction nécessaires, pourvu que leur présence ne soit pas de nature à entraver la mission des experts commis par le juge (art. 195).

Les experts sont autorisés par la loi à prendre connaissance du dossier et à assister, s'ils le jugent utile, aux différentes phases de l'instruction.

Les rapports des experts sont écrits ou verbaux selon décision du juge (art. 82).

L'expertise médico-légale est plus spécialement réglementée depuis 1875.

A l'origine, les constatations sont effectuées par un médecin légiste (Physicus) assermenté près du Tribunal. Quand il y a lieu à autopsie, celle-ci est pratiquée par deux médecins dont le Physicus. Les phases de l'autopsie sont minutieusement réglées, et un procès-verbal relate les opérations.

Le dossier constitué est ensuite transmis à un « Medicinal

Collegium » qui examine les circonstances de la cause et formule à son tour ses propres conclusions.

Au-dessus du Medicinal Collegium existe la « Wissenschaftliche Deputation » qui réside à Berlin. Si cela apparaît nécessaire, c'est à cet organisme qu'est déféré l'étude du dossier et ce corps médical conclut en dernier ressort. Le rapport définitif établi par cet organisme est envoyé au Physicus qui aura à en défendre les conclusions devant la juridiction compétente.

Le système allemand présente donc les mêmes caractéristiques principales que les systèmes monégasque et espagnol.

Il s'en différencie par la fonctionnarisation des médecins légistes et l'établissement d'une véritable hiérarchie applicable aux expertises médico-légales.

Signalons enfin que les juges allemands sont à même d'apprécier la valeur des rapports d'experts puisque des connaissances de médecine légale sont requises des candidats à la magistrature.

Nous ne pouvons qu'approuver ces dernières dispositions.



TITRE II

L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE FRAUDES ET FALSIFICATIONS

A L'ÉTRANGER.

Le système Suisse. — Le système Belge. — Le système Allemand. — Le système Roumain.

LE SYSTÈME SUISSE.

Il a été établi par une loi fédérale, en date du 8 décembre 1905, que les fonctionnaires habilités au contrôle des denrées alimentaires effectuent les prélèvements nécessaires suivant des formes déterminées, et les échantillons prélevés sont adressés aux laboratoires compétents accompagnés du rapport nécessaire.

Le laboratoire qui reçoit l'échantillon procède à l'analyse de la substance.

S'il constate un manquement aux règles en vigueur, le laboratoire en avise immédiatement l'autorité compétente en lui faisant également parvenir le bulletin d'analyse.

C'est alors que, contrairement au système français, on avise l'intéressé qu'il peut contester les résultats du laboratoire, former opposition à ses conclusions, et qu'on l'autorise à réclamer ce que la Loi Fédérale dénomme surexpertise (art. 16).

Il faut bien remarquer que si l'opposition a lieu, le dossier n'est pas transmis à la justice, le délit étant, ou non, établi par la surexpertise.

La surexpertise est contradictoire (art. 18).

Il faut en outre considérer deux cas. Si l'intéressé fait usage de son droit, deux experts officiels sont désignés par l'autorité compétente, un troisième expert étant nommé par l'inculpé.

Si, au contraire, l'intéressé ne veut pas désigner d'expert, l'autorité compétente commet un seul expert, toujours officiel.

Lorsque le résultat de la surexpertise confirme les conclusions du laboratoire qui avait été saisi en premier de l'affaire, le dossier est transmis à la justice.

D'après nos conversations particulières avec les fonctionnaires suisses, ces dispositions donnent toute satisfaction.

Pour nous, nous y voyons un souci très net de ne déférer à la justice que les cas vraiment suspects.

Le seul reproche à adresser à cette procédure d'expertise réside dans le fait que les experts officiels ont toujours la prédominance pour la surexpertise.

LE SYSTÈME BELGE.

C'est une loi du 4 août 1890 qui a organisé le contrôle des denrées alimentaires.

Les prélèvements, effectués en principe par des fonctionnaires, comportent deux ou trois échantillons.

L'un de ces échantillons est soumis à l'appréciation d'un laboratoire officiel et celui-ci procède à une véritable expertise judiciaire.

Si les conclusions du laboratoire officiel sont contestées par l'intéressé, il est procédé à une contre-expertise et l'affaire est, en définitive, réglée par les tribunaux compétents.

LE SYSTÈME ALLEMAND.

Nous avons appris que l'Allemagne connaissait l'expertise contradictoire en matière criminelle. A l'inverse des dispositions françaises, les lois allemandes des 14 mai 1879 et 29 juin 1887 ne rendent pas la contre-expertise obligatoire en matière de fraudes et falsifications.

A la base des poursuites est l'expertise du laboratoire officiel. Si l'inculpé le réclame et que l'autorité judiciaire le juge utile, il peut être procédé à une contre-expertise par un expert qualifié.

Et, fait essentiel, si les conclusions de l'expert ne concordent pas avec celles du laboratoire officiel, il y a lieu à surexpertise, cette dernière étant pratiquée par un expert désigné par le juge.

Le surexpert jouant le rôle d'arbitre, ses conclusions font pencher la balance soit dans un sens favorable à l'inculpation, soit dans un sens favorable à la défense.

LE SYSTÈME ROUMAIN.

La loi du 2 juin 1927, applicable à la répression des fraudes dans le commerce des boissons, fixe la procédure suivante :

A la base : des prélèvements qui comportent trois échantillons, dont l'un est laissé à l'intéressé pour sa grantie personnelle. Ensuite, une analyse effectuée par un laboratoire officiel qui détermine l'inculpation. L'autorité administrative peut toutefois faire pratiquer une nouvelle expertise, à titre de complément d'information, avant de transmettre le dossier à l'autorité judiciaire.

Si l'inculpé conteste les conclusions des deux premiers experts, le tribunal peut ordonner une contre-expertise. La

contre-expertise dépend donc des circonstances de la cause et de la volonté du tribunal. Elle est pratiquée par trois experts-chimistes autorisés dont deux sont désignés par le tribunal et le troisième par l'inculpé. Elle a lieu dans un laboratoire organisé par l'Etat.

Nous n'allongerons pas cet exposé. Tel quel, il suffit amplement pour montrer combien peuvent varier — à l'infini — les modalités de l'expertise à base scientifique en matière criminelle.

QUATRIÈME PARTIE

Considérations Théoriques sur l'Expertise à base Scientifique.

TITRE I

MÉTHODOLOGIE DE L'EXPERTISE.

Généralités. — Objet de l'expertise. — Les experts. — Les méthodes.

Au sens le plus général du mot une preuve est ce qui, dans une démonstration, établit la vérité d'une proposition.

Pour nous, cette définition est loin d'être parfaite.

Il y a lieu, en effet, de remarquer qu'elle comporte un substantif, en l'espèce le mot vérité, auquel on ne peut attribuer le sens absolu qu'on lui donne généralement. Mais ne chicanons pas.

Nous avons vu qu'en fait tout procès criminel exige une démonstration qui peut se traduire brièvement par une équation :

Accusé = coupable.

Pour faire passer une personne de l'état d'accusé à l'état de coupable, il faut un certain processus pendant lequel l'accusation apportera ses preuves.

Nous avons discuté la valeur des différentes preuves prévues par la loi, la doctrine ou la pratique, et nous avons été finalement amenés à conclure que chaque fois où cela était possible l'expertise à base scientifique constituait la meilleure des preuves encore qu'elle ne soit absolument parfaite et à l'abri de tout reproche.

De par sa nature même, l'expertise à base scientifique

est une preuve expérimentale, son utilisation présuppose que ce qui a été est et sera, que tel fait final découle d'un état initial donné, par un processus analogue, sous des conditions identiques.

Soit une opération d'analyse chimique. Il est clair que la qualification des corps recherchés dans une substance donnée n'est possible qu'autant qu'on a la certitude que le même corps donnera toujours la même réaction avec les mêmes réactifs, employés dans des conditions d'abord fixées par l'expérience et améliorées ensuite par des théories explicatives.

S'il n'en était pas ainsi, si les réactions variaient suivant l'heure, le jour ou l'expérimentateur, l'analyse qualitative n'aurait pu être fondée sur une suite de réactions. Le raisonnement est valable pour l'analyse quantitative. Celle-ci présuppose que la masse d'un corps donné se conserve quelle que soit la forme sous laquelle il se trouve, qu'en outre les combinaisons des corps suivent des règles définies. De la sorte, quand le corps à doser est entré dans une combinaison déterminée, il devient légitime de déduire du poids de cette combinaison la quantité initiale du corps dosé.

Ce qui est vrai pour la chimie est, à *fortiori*, vrai pour les sciences naturelles. En ce dernier domaine, l'expérimentation joue un rôle de premier plan et, pourrait-on dire encore actuellement, le seul rôle intéressant.

Aussi, l'existence de la médecine légale est-elle fonction de la recherche expérimentale passée, présente, future. Elle est, peut-on écrire, basée tout entière sur l'axiome « les mêmes causes produisent les mêmes effets ».

Toute expertise exige trois composantes :

- 1° Un sujet ou un objet à expertiser, un fait à établir.
- 2° Un expert.
- 3° Une ou plusieurs méthodes d'examen.

1° *L'objet ou le sujet.*

Si l'on considère d'abord le sujet ou l'objet de l'expertise, il apparaît que la valeur intrinsèque de celle-ci dépend d'abord des *qualités* propres du sujet ou de l'objet.

Or, ces *qualités propres* peuvent dépendre, et en fait dépendent, bien souvent du *moment* où a lieu l'expertise. Le temps est un facteur important parce que les sujets ou objets subissent des transformations ou même périssent et se détruisent.

Il est facile d'illustrer ces affirmations par des exemples.

Voici une fille qui dépose une plainte pour viol. Son examen somatique immédiat démontre bien qu'il y a eu coït récent alors que toutefois son corps ne présente aucune meurtrissure ni trace de violence.

Il y a gros à parier qu'il s'agit d'une tentative de chantage.

Si, au contraire, le médecin légiste commis relève des meurtrissures aux cuisses et aux bras, des ecchymoses sur le corps, il y a une forte probabilité pour penser que la victime a dit vrai.

Et il apparaît qu'un examen pratiqué non plus immédiatement mais avec un certain retard n'a plus aucune valeur puisque d'une part les traces du coït peuvent avoir disparu et que d'autre part les marques laissées sur le corps ont eu le temps de s'effacer.

Le Code Pénal Italien (art. 554, 583, 584 et 585) prévoit le délit de contamination sexuelle. Le texte de l'art. 554 exige la plainte de la personne lésée. D'où l'hypothèse suivante : une femme venant de contracter la syphilis et tenant à tirer tout le parti possible de la situation, ou même encore ignorant son état, contamine rapidement un homme et l'accuse ensuite de l'avoir contaminée. Il s'agit pour l'expert d'établir l'antériorité relative de la maladie. Le cas nous semble difficile à résoudre et notre suggestion montre bien le danger qu'il y a à ériger en délit des actes pour lesquels il y a difficulté, sinon impossibilité, à apporter une preuve certaine.

Toutefois, si la contamination de l'homme par la femme a eu lieu depuis un certain temps, alors il devient possible de connaître la vérité. Et cela parce que la femme présentera très nettement les réactions humérales de la syphilis alors que l'homme n'aura encore qu'un Wassermann légèrement positif, sinon complètement négatif.

Soit maintenant un objet, verre, bouteille, meuble, sur lequel existent des empreintes digitales à relever.

Si l'expertise est immédiate, il y a des chances pour qu'on puisse relever à sa surface toutes les traces intéressantes. Mais il est évident que si l'objet à expertiser est tripoté par cent mains avant d'arriver au laboratoire, il n'y a plus rien à espérer.

Et, dans un autre ordre d'idées, il est facile d'imaginer qu'une expertise en matière de fraude ne peut donner de bons résultats, ou plus simplement des résultats indiscutables, qu'autant que les échantillons mis à la disposition des experts ont été bien conservés.

Ainsi, pour les laits, une putréfaction avancée de la matière jette toujours un doute sur le bien fondé des conclusions des experts, alors que ces conclusions n'auraient pu être rejetées sans mauvaise foi si l'analyse avait porté sur un lait parfaitement conservé.

Par ce qui précède, on conçoit que la valeur intrinsèque de l'expertise dépendra dans une grande mesure de la nature du sujet ou de l'objet expertisé, de l'instant où elle a été pratiquée.

La valeur de l'expertise atteint son maximum quand le sujet ou l'objet sont bien conservés et que les opérations des experts sont effectuées dans un délai très court.

Il va sans dire que l'expertise n'a de valeur en tant que preuve que si on assure l'identification et la protection des sujets ou objets soumis à l'expertise. C'est d'ailleurs pourquoi les dispositions réglementaires en vigueur pour la répression des fraudes ont codifié et détaillé la procédure des prélèvements d'échantillons.

2° *L'expert.*

On ne peut concevoir d'expertise sans expert.

Est expert toute personne qui, en raison de ses connaissances particulières, est apte à donner un avis autorisé sur un sujet ou objet spécial ou sur un fait déterminé.

La qualité primordiale d'un expert réside donc d'abord en ses connaissances professionnelles.

Il est évident qu'on ne peut logiquement concevoir qu'un expert-chimiste ne soit pas d'abord et avant tout un chimiste, pas plus qu'on ne peut admettre qu'un médecin-expert ne soit pas Docteur en Médecine.

Il a été souvent reproché aux experts un manque de compétence professionnelle en faisant état des discussions passionnées qui se sont élevées parfois à l'occasion de telle ou telle affaire retentissante.

Nous pensons qu'on a beaucoup exagéré et il nous plaît d'apporter ici nos arguments.

Il convient, en effet, de ne pas oublier que pour toutes les expertises médico-légales les experts commis doivent être Docteurs en médecine. D'autre part, les directeurs et le personnel des divers services et laboratoires officiels d'identité judiciaire, de toxicologie, etc..., sont soigneusement choisis et présentent du seul point de vue scientifique toutes les garanties désirables.

Mentionnons aussi que les directeurs et chimistes des laboratoires officiels agréés par la Répression des fraudes sont recrutés, en principe, par voie de concours et qu'il est fait amplement état de leurs titres et travaux scientifiques.

Rappelons enfin les tentatives qui ont été faites en France pour assurer un recrutement aussi parfait que possible des experts inscrits sur les listes des tribunaux, tentatives qui ont abouti notamment au vote de la loi du 6 juin 1913, portant création d'un diplôme de chimiste-expert.

Au surplus, les tribunaux se montrent en général assez heureux dans le choix des personnalités qui sont inscrites sur les listes.

On peut donc poser en principe que les expertises sont très généralement confiées à des personnes ayant de grandes connaissances professionnelles.

Mais cependant nous devons à la vérité de remarquer que tout n'est pas parfait.

En notre matière comme ailleurs, il y a pour l'attribution

des postes officiels un certain favoritisme surtout dangereux en matière de fraudés et falsifications.

Et surtout il faut comprendre que les experts ne peuvent tout embrasser, tout connaître.

Telle individualité, très brillante dans sa spécialité, risque de commettre des bévues quand elle aborde un terrain neuf, quelquefois même encore mal défriché. C'est là certainement l'origine de bien des conflits et comme chacune des parties en cause s'en tient ferme à ses opinions, les magistrats, les avocats, le public finissent par ne plus comprendre et la notoriété de la preuve par expertise en souffre.

Un exemple récent, encore vivant, illustre tristement notre appréciation. Qui ne se rappelle les prolégomènes d'une lutte qui dure encore et qui porte sur l'administration ou la non administration d'un anesthésique toxique au Conseiller Prince ?

Le bon sens, la logique, l'expérience conduisent donc aux mêmes conclusions.

On comprend donc parfaitement que dans certains pays les experts destinés à remplir des fonctions officielles soient sérieusement sélectionnés.

En Suisse par exemple :

« Ne peuvent être appelées à remplir les fonctions de chimistes pour l'analyse des denrées alimentaires que les personnes possédant un diplôme fédéral à cet effet ».

Ce diplôme est délivré après examen par le Département Fédéral de l'Intérieur.

Cet examen paraît très sérieux. D'abord ne peuvent s'y présenter que les candidats ayant déjà reçu une culture générale assez complète. Ensuite l'examen lui-même comporte deux séries d'épreuves.

La première série, qui n'est pas obligatoire pour ceux des candidats possédant certains diplômes d'études supérieures, comprend des interrogations orales sur la chimie inorganique, la chimie organique, la chimie analytique, la physique, la botanique, la minéralogie-géologie.

La deuxième série comporte un ensemble d'épreuves qui

constitue un examen professionnel. Les candidats passent en premier lieu des épreuves pratiques qui sont :

1° Analyse qualitative et analyse quantitative de chimie organique ;

2° Analyse qualitative et quantitative d'une ou plusieurs denrées alimentaires ;

3° Analyse qualitative et éventuellement une analyse quantitative de chimie toxicologique ;

4° Analyse microscopique de denrées alimentaires d'origine végétale ;

5° Analyse bactériologique simple d'une denrée alimentaire, d'une eau par exemple.

Et l'ordonnance fédérale de prévoir :

« Pour les branches qui s'y prêtent et dans tous les cas pour les branches 2 et 4, le rapport doit avoir la forme d'un rapport officiel ».

Puis, à la suite de cet examen pratique, les candidats subissent les épreuves d'un examen théorique oral qui porte sur les branches suivantes :

1° Technologie et connaissance des denrées alimentaires ;

2° Analyse et appréciation des denrées alimentaires et des objets usuels ;

3° Analyse toxicologique ;

4° Principes de la bactériologie, plus particulièrement en ce qui concerne l'eau et les denrées alimentaires ;

5° Principes de l'hygiène en tenant compte plus particulièrement de l'eau, des matières usées et de la désinfection ;

6° Connaissance de la loi et des ordonnances fédérales sur les denrées alimentaires et objets usuels.

Par la variété même des disciplines sur lesquelles les candidats sont interrogés, on peut se rendre compte de l'énorme savoir qui est exigé des chimistes officiels suisses.

Tous ceux que nous avons pu approcher nous ont d'ailleurs paru posséder leur métier à fond.

Ne manquons pas enfin de signaler combien nous paraît logique l'interrogation portant sur la connaissance de la loi et des ordonnances fédérales sur les denrées alimentaires ou

objets usuels puisque, une fois pourvus d'un poste officiel, les chimistes auront à appliquer eux-mêmes la loi.

Il y aurait certainement intérêt à emprunter au système suisse quelques directives à appliquer au recrutement des chimistes des Laboratoires officiels français habilités pour la répression des fraudes.

Voici une conception. A la base du recrutement des chimistes officiels il y aurait un concours destiné à assurer une première sélection.

Les candidats choisis, non immédiatement titularisés, feraient un stage d'une année dans un Laboratoire central, tout en suivant certains cours spéciaux des Facultés de Droit, Médecine, Pharmacie et Sciences, pour acquérir des notions de droit et se familiariser avec des techniques spéciales.

Ce n'est qu'ensuite qu'ils entreraient définitivement en fonction, l'administration utilisant au mieux leurs connaissances spéciales.

Ainsi, les chimistes officiels penseraient à l'existence des usages loyaux et constants du commerce avant de conclure à une fraude, il y aurait moins de ces poursuites injustifiées si nuisibles à une saine administration de la justice.

Dans le même ordre d'idées, il nous semble que l'organisation logique des laboratoires de police reposera pour une bonne part sur l'excellence de l'enseignement des Instituts de Criminologie.

Il y a d'ailleurs beaucoup à faire dans ce domaine.

Quant au recrutement des experts près les tribunaux, le système français nous paraît, en principe, devoir être conservé.

Il présente, selon nous, trois qualités principales.

D'abord le choix des experts ne dépend que des tribunaux, ce qui évite la prédominance des chimistes des laboratoires officiels.

En second lieu, la révision annuelle permet, d'une part, d'augmenter le nombre des experts compétents, et, d'autre part, d'éliminer les éléments douteux.

Enfin, l'absence de tout concours rend possible l'inscription sur les listes des spécialistes les plus qualifiés en une matière donnée, spécialistes qui se refuseraient à passer des examens alors qu'ils ont toute autre chose à faire.

En résumé, si on peut demander plus de garantie aux chimistes des laboratoires officiels, parce qu'ils feront toute leur carrière dans l'administration, il nous apparaît au contraire normal de maintenir pour les experts libres le système actuellement en vigueur.

Mais s'il est requis de demander aux experts de solides connaissances professionnelles, il y a aussi — selon nous — d'autres qualités à exiger d'eux.

Notamment, il nous semble indispensable qu'un expert digne de ce nom possède des connaissances générales étendues.

C'est qu'en effet l'expertise à base scientifique repose, de par son essence même, sur des bases expérimentales. Or, il peut arriver, et en fait il arrive très souvent, que la solution d'une question demande avant tout autre chose, des expériences préliminaires.

Pour effectuer ces expériences, il faut d'abord les imaginer en veillant à ce qu'elles soient réellement démonstratives. L'expert se doit d'obtenir par lui-même une certitude humaine, et il importe en outre que ses opérations et ses conclusions ne puissent prêter le flanc à la critique honnête.

Tout cela implique un certain esprit critique, quelquefois même un simple bon sens, qualités qu'on ne rencontre pas toujours chez les spécialistes.

En somme, les qualités à exiger d'un expert sont celles qui ont été indiquées il y a déjà longtemps par Stuart Mill comme nécessaires à ceux qui se livrent aux recherches expérimentales.

Toute expertise doit être l'objet d'un *libre examen*, condition qui exclut toute idée préconçue. L'expert, c'est le cas de le dire, doit partir de zéro. Entendons-nous bien. Quand nous disons qu'il doit partir de zéro, nous ne voulons pas dire que ses recherches doivent être faites au hasard. Non,

car ce serait ridicule. Mais il nous semble dangereux que l'expert puisse penser *à priori* : je vais chercher telle substance parce qu'elle *doit* être présente, telle chose parce qu'elle *doit* exister, car cette tournure d'esprit marque une idée préconçue.

Au contraire, nous estimons logique qu'il se dise : « Peut-être telle qualité du produit examiné tient-elle à la présence d'une substance qu'il me sera possible de mettre en évidence par telle ou telle méthode ».

Concrétisons par un exemple : soit un jus de fruit indiqué comme ayant été additionné d'une matière colorante étrangère. L'expert à qui le cas est soumis doit, pour commencer, faire abstraction des conclusions du laboratoire officiel.

Il procède donc aux déterminations utiles applicables à tous les jus de fruits. En déterminant l'acidité du produit, à l'aide d'une solution alcaline titrée, l'expert s'aperçoit que la couleur du liquide, au lieu de virer au vert sale après neutralité, tire au contraire sur le violet. Cette constatation entraîne immédiatement l'idée d'une addition de matière colorante étrangère. Reste à vérifier :

1° si le jus de fruit ne présente pas quelquefois des anomalies ;

2° la nature de la matière colorante incorporée au jus de fruit.

La première condition relève du *doute scientifique*. La solution de cette question est du domaine expérimental.

Si l'expert sait que jamais, au cours de sa carrière, il n'a rencontré de jus de fruits naturels dont la couleur reste violacée après neutralisation de l'acidité, il peut se permettre de rechercher immédiatement le colorant étranger.

Si, au contraire, il n'est pas suffisamment documenté, il lui faut expérimenter lui-même.

Mais quel que soit le résultat, il est néanmoins nécessaire de rechercher s'il n'y a pas eu addition de colorant étranger, d'en préciser la nature.

Et si, finalement, on soupçonne fortement telle matière

colorante d'être présente dans le jus de fruit, il faut encore, avant de conclure, procéder à des expériences de contrôle.

Si celles-ci sont concluantes, alors, et alors seulement, l'expert, tenant compte de tous les éléments du problème, pourra énoncer une conclusion en toute certitude.

Si nous avons choisi cet exemple c'est que, personnellement, nous avons eu l'occasion de le creuser, d'abord pour notre édification personnelle, et ensuite à l'occasion de quelques affaires de fraudes.

Il a aussi, croyons-nous, l'avantage de montrer l'utilité de l'*esprit positif*, puisque la résolution des problèmes posés présuppose que, toutes conditions égales d'ailleurs, ce qui a été, est et sera.

Remarquons, en passant, que nous faisons appel au seul principe de légalité, au sens d'Auguste Comte, sans nous préoccuper de la finalité des phénomènes chimiques ou biologiques.

Il est certain que les conclusions d'une analyse faite aujourd'hui ne seraient pas viciées si demain l'image qu'on se fait actuellement de l'atome venait à changer.

L'explication des phénomènes ne touche en rien à la réalité de ceux-ci, et c'est heureux, sans quoi il n'y aurait plus de science possible.

Telles sont donc déjà quelques-unes des qualités à exiger des experts. On conçoit d'ailleurs qu'elles ne sont pas encore suffisantes et que, dans tous les cas, la probité scientifique et l'honnêteté au sens que la morale la plus élémentaire donne à ce mot doivent être requises des experts.

Or, cette honnêteté est trop souvent contestée soit par de hauts fonctionnaires, soit même par les experts.

Nous avons eu l'occasion d'exposer le point de vue de M. Toubreau, et nous ne reviendrons pas sur ce sujet.

M. L. Hoton, un Belge, écrivait de son côté, dans les *Annales des Falsifications et des Fraudes*, numéro de novembre 1929 : « En Belgique, nous avons des experts, toujours les mêmes, spécialisés dans la défense des falsificateurs. J'en ai connu de pareils en Hollande et en Allemagne. »

Et, dans le même article, il citait un fait :

« Un journal belge relatait, il y a quelque temps, des contradictions absolues entre deux experts réputés, tous deux chefs de service de laboratoires officiels, l'un à Paris, l'autre à Bruxelles. Ce journal (*Journal de Liège*, 28.7.1929) commentait le débat : « Et nous, le gros public, que pensons-nous de tout cela ? Simplement qu'un des deux experts est un ignorant ou un fumiste... qu'il ne doit pas être bien difficile de le démontrer... » Avouons, continuait M. Hoton, qu'il n'y a pas que le gros public qui pense ainsi, mais que cette manière de voir s'est maintenant étendue à la majeure partie des magistrats et des avocats. »

On voit la tendance générale. L'expertise est très critiquée parce que les experts n'ont pas toujours l'autorité que donne une conscience tranquille et une compétence certaine.

Il nous faut ici élever une protestation. Trop souvent l'expert choisi par un inculpé est considéré, *à priori*, comme suspect par l'accusation. Inversement, l'expert commis par le juge est facilement accusé de partialité par la défense. Et très généralement toutes ces idées sont fausses, chaque expert remplissant son rôle en conscience.

Aussi considérons-nous comme indécent le fait d'exposer aux sarcasmes des avocats la déposition d'un expert ou ses qualités professionnelles. Cela dépasse, semble-t-il, les bornes permises.

Un de nos confrères nous disait un jour au Palais : « Je ne vous souhaite pas d'être pris à partie à l'audience par l'avocat du prévenu. » Et comme nous nous étonnions, il ajouta : « Mais oui, d'ailleurs vous en verrez les inconvénients. »

Ainsi, pour certains, un des plus grands défauts de l'expertise résulte du fait qu'elle peut être confiée à des experts soit malhonnêtes, soit partiaux, soit incompetents.

Toute institution humaine est malheureusement tributaire des mêmes inconvénients, la perfection n'étant pas de ce monde.

Notre opinion est que les remèdes sont assez faciles à trouver. Par exemple, pour parer à la malhonnêteté de certains

experts, il nous semble qu'on pourrait envisager de spécialiser certains magistrats qui, outre leurs connaissances juridiques, auraient des connaissances scientifiques suffisamment étendues pour relever les conclusions tendancieuses des experts marrons.

En vain criera-t-on au scandale, c'est là qu'est l'avenir. Le progrès a de ces fantaisies et bon gré mauvais gré, il faut évoluer.

Gageons que si notre idée était appliquée une partie des critiques dirigées contre l'expertise cesserait bientôt faute d'aliments.

Dans un tout autre ordre d'idées, les auteurs se sont demandés bien souvent si les experts ne devraient pas être considérés comme de simples témoins, Notre avis est admirablement résumé par la phrase de Faustin-Hélie : « Les témoins apportent un témoignage, les experts une opinion ».

La conséquence la plus immédiate de cette proposition est que les témoins ne peuvent se récuser alors qu'un expert peut ne pas accepter la mission qu'on voulait lui confier. En effet, la justice demande à un expert d'utiliser ses connaissances professionnelles pour élucider tel ou tel point particulier et il apparaît alors logique de permettre à un expert, qui ne se reconnaît pas suffisamment compétent pour tel cas déterminé, de décliner la mission pour laquelle il était désigné.

3° *Des méthodes d'examen.*

Il n'est pas dans nos intentions de passer ici une revue, même sommaire, de toutes les méthodes d'examen applicables à l'expertise à base scientifique. La diversité même des sciences qui peuvent être appelées à concourir à la bonne exécution d'une expertise, même très simple, nous interdit cette spéculation.

Mais, toutefois, il est des points communs de méthodologie applicables à tous les cas et c'est là que portera notre effort.

Dès l'abord, il reste entendu que toutes les déterminations effectuées par les experts sont des déterminations relatives, qui ont pour base un système de référence établi une fois

pour toutes et sans qu'il soit besoin d'envisager la nature même des choses.

Un exemple fera peut-être mieux comprendre notre pensée. Le système métrique actuellement en usage est basé sur des unités définies qui sont arbitraires. La définition du mètre, c'est en gros : un mètre est un mètre parce que c'est un mètre.

Le kilog est le poids d'un décimètre cube d'eau pris au maximum de densité.

L'important, c'est que les étalons soient fixés *ne varietur*. Peu importe alors que le mètre ne soit qu'une partie plus ou moins aliquote du méridien terrestre, peu importe aussi qu'il y ait deux hydrogènes de poids atomiques différents dans l'eau, si l'eau distillée qui sert à l'établissement des étalons contient toujours ces deux hydrogènes en même proportion.

Cela posé, il devient évident qu'on doit demander aux méthodes utilisées pour les expertises de donner des résultats comparables.

Pour nous, les meilleures méthodes sont celles qui sont les plus simples, pourvu toutefois que la marge d'erreur maximum qui peut se révéler entre les résultats de plusieurs opérations reste en deçà de la quantité qui peut provoquer les effets faisant justement l'objet de l'expertise.

Expliquons. Soit un poison P à rechercher dans une substance alimentaire. Une quantité Q de ce poison est susceptible d'entraîner la mort d'un individu normal.

Soit maintenant une méthode de dosage qui, plusieurs fois utilisée pour une même détermination donne des résultats successifs, R, R', R''... différents entre eux d'une certaine quantité E.

Si E est plus grand ou voisin de Q, la méthode est à rejeter.

Prenons un autre cas. Soit à déterminer l'acidité volatile d'un vin. Sachant d'une part que la limite maximum autorisée par la loi est de 1 gr. 8 (en SO^4H^2) par litre, et d'autre part que la meilleure méthode donne l'acidité à $\pm 0,1$ près,

il est clair que l'expert ne peut conclure au mauvais état du vin qu'autant que l'acidité volatile trouvée par lui est au moins égale à 1 gr. 9 par litre.

Ces remarques très simples, de simple bon sens, sont souvent perdues de vue.

De là les discussions fâcheuses qui s'élèvent entre experts, discussions qui font douter de la valeur de l'expertise à base scientifique.

Le choix des méthodes d'analyse peut être encore envisagé sous un autre angle. Ainsi, entre deux méthodes également sûres, il nous apparaît que l'expert se doit de choisir celle qui consomme le moins de matière, ou bien encore celle qui ne touche en rien à la nature même du produit examiné, ou même enfin celle qui permet de garder une trace tangible, réelle et indiscutable des résultats obtenus.

Par exemple, la spectrographie doit être préférée à la spectroscopie, la microphotographie à la microscopie.

Il y a un autre principe à respecter. Quand cela est possible, toute détermination doit être obtenue par deux méthodes différentes, de telle manière que l'expert puisse effectuer des recoupements. On évite ainsi dans une large mesure toute cause d'erreur, et les résultats obtenus peuvent être affirmés avec une grande certitude.

En matière de fraudes et falsifications il est avant tout indispensable de disposer d'analyses de comparaison. Il faut d'abord connaître la composition qualitative des substances naturelles et ensuite les limites entre lesquelles varient les différents composants. Ce n'est qu'ensuite qu'on peut déceler les adultérations, en confrontant les résultats obtenus pour un cas donné avec ceux qui sont reconnus comme normaux.

Enfin, il importe de se persuader que l'expert aura quelquefois à *expérimenter* avant de trouver une méthode de recherche vraiment applicable au cas particulier qui a été soumis à son appréciation. Mais alors il s'agit là d'un problème plus général qui sort du cadre de notre étude.

TITRE II

L'ORGANISATION DE L'EXPERTISE.

Expertise laissée à la discrétion de l'accusation et expertise obligatoirement contradictoire. — Exposé des systèmes possibles. — Organisation de la tierce expertise.

On ne saurait méconnaître qu'il est encore aujourd'hui possible à la justice de faire fi de l'expertise à base scientifique.

Dans tous les pays du monde, les autorités responsables se sont efforcées de créer, d'entretenir, de perfectionner les laboratoires dits de police scientifique. A Paris, le service de l'identité judiciaire collabore avec les enquêteurs de tous ordres ; à Lyon, un laboratoire spécial dirigé par le Docteur Locard, intervient dès qu'un méfait est commis, dès qu'un décès paraît suspect. Au Maroc, en République Argentine, etc... existent également des laboratoires, précieux auxiliaires de la police.

Dans le domaine plus spécial de la répression des fraudes et falsifications, il est réconfortant de constater que toutes les nations s'efforcent de développer un réseau de laboratoires qui contribuent à maintenir la sécurité des transactions commerciales.

Au cours d'un exposé que nous avons voulu aussi complet que possible, nous avons examiné successivement — et critiqué à leur tour — les différentes procédures d'expertises imaginées tant en France qu'à l'étranger pour assurer d'une part une répression toujours plus efficace tout en respectant dans une mesure plus ou moins large les droits de la défense.

Mais il nous semble utile d'esquisser maintenant une large synthèse pour tenir compte de tous les renseignements recueillis.

Il faut avouer — remarque liminaire — que le principe de l'expertise contradictoire ne paraît plus — momentanément du moins — l'emporter sur l'idée que l'expertise doit être laissée à la discrétion de l'instruction.

En effet, malgré toutes les tentatives de réforme amorcées en France, nous en sommes réduits à utiliser encore les textes du Code d'instruction criminelle de 1808.

Il en est de même en Belgique, et le Code Italien, plus récent, n'a pas consacré le principe de l'expertise contradictoire.

Cependant, tout système d'expertise où celle-ci est laissée à la discrétion de l'instruction prête le flanc à une critique sérieuse et honnête. Cela est très facile à comprendre.

En effet, dans un tel système, c'est au juge — et au juge seul — qu'il appartient de désigner le ou les experts nécessaires à la manifestation de la vérité. Or, on ne peut empêcher le public de penser que la justice est toujours plus clémentine aux riches qu'aux pauvres, plus tendre pour les personnes influentes que pour l'homme de la rue.

Et alors on déduit de ces prémisses que le juge choisira l'expert qui conviendra à chaque cas particulier.

D'autres raisons interviennent encore pour miner le système que nous critiquons.

Il faut penser d'abord que les experts sont des hommes et comme tels faillibles. Un expert peut se tromper, et cela en toute bonne foi. Toutefois, quand il y a plusieurs experts, et que tous font consciencieusement leur métier, les risques d'erreurs diminuent.

Au surplus, l'habitude d'être expert peut entraîner une certaine déformation professionnelle chez des hommes par ailleurs éminents. Un contact répété avec le crime conduit plus ou moins consciemment l'homme de l'art à trouver des éléments de délits, des preuves indiciales, en toutes circonstances.

L'institution de la surexpertise n'est pas à notre sens une garantie, car les experts qui composent les différents collèges hiérarchisés peuvent être sujets aux critiques précédemment énoncées.

Si l'on envisage maintenant la correction qu'a voulu apporter au système, en ce qu'il y avait de trop arbitraire, le nouveau Code Italien, force nous est bien de constater

qu'elle ne peut donner entièrement satisfaction à l'esprit épris d'un idéal de justice.

Sans doute, l'institution des conseillers techniques est louable en soi. Mais, en principe — l'exception étant encore à la discrétion du juge — le rôle des conseillers techniques se borne à prendre connaissance des rapports d'experts, à discuter ceux-ci et à présenter des observations par écrit ou même oralement quand il y a eu un supplément d'expertise ordonné par le tribunal.

Il est clair que les conseillers techniques ne peuvent guère penser à critiquer la matérialité de faits qu'ils n'ont pu constater et que leur rôle se réduit à présenter des suggestions, affirmations ou hypothèses émises pour expliquer les faits établis.

Il est toutefois évident que la critique perd de son ampleur quand le ou les conseillers techniques ont été autorisés à pratiquer, à la suite des experts officiels une sorte de contre-expertise dont les résultats permettront une discussion plus scientifique.

Néanmoins, et même en se plaçant à ce dernier point de vue, il reste que les conseillers techniques ne sont nullement placés sur le même plan que les experts officiels, ce qui tend à minimiser le résultat de leurs opérations.

C'est ainsi qu'on arrive, par la force des choses, à envisager l'expertise contradictoire comme correspondant à une construction rationnelle de l'esprit.

Le principe de cette expertise étant admis, il apparaît logique de se demander si le système envisagé doit fonctionner lors d'une enquête préliminaire ou si, au contraire, il doit être réservé pour l'instruction proprement dite.

On peut aussi poser le problème à résoudre sous une autre forme et rechercher s'il convient d'organiser la procédure d'expertise de telle sorte que les experts s'ignorent mutuellement. Alors ils travailleraient chacun pour leur compte et les résultats obtenus seraient présentés à l'autorité compétente qui déciderait en connaissance de cause. Et si pour des raisons pertinentes cette suggestion ne semblait pas digne d'être retenue, il faudrait bien alors en arriver à la concep-

tion d'une expertise vraiment contradictoire, les experts commis opérant en toute liberté mais déposant un rapport commun.

Ce n'est pas tout. Il faut prévoir le cas où deux experts ne pourraient se mettre d'accord pour formuler des conclusions. Alors, puisque cette éventualité est possible, faut-il y parer en nommant toujours un nombre impair d'experts, la majorité émettant une opinion décisive, ou faut-il, au contraire, attendre qu'un désaccord se manifeste à la fin de l'expertise contradictoire pour organiser une tierce expertise ou une surexpertise ?

Enfin, est-il utile ou inutile dans l'intérêt de la justice, de communiquer tout le dossier de l'affaire aux experts ?

Il y a en tout cela matière à réflexion. Nous allons essayer, pour notre part, de discuter tous ces points.

Par définition, une expertise contradictoire suppose qu'il y a plusieurs experts chargés d'établir un même fait, de rechercher une même preuve, en partant des mêmes données.

Il faut donc au moins deux experts en présence, l'un qui sera nommé par l'accusation, l'autre qui sera désigné par la défense, étant bien entendu que si l'auteur du délit ou du crime est inconnu, l'expert *ad hoc* commis pour la circonstance sera considéré comme étant celui désigné par la défense.

Il nous paraît logique de croire qu'une expertise confiée à deux experts aura non seulement une valeur intrinsèque plus grande que celle d'une expertise pratiquée par un seul expert, mais encore une valeur juridique meilleure.

En effet, si les experts font leur métier en conscience, les chances d'erreur diminuent.

En supposant même que les opérations d'expertise soient effectuées conjointement, il n'en reste pas moins que les experts peuvent discuter préalablement des meilleures méthodes à employer pour résoudre le problème qui leur a été posé, qu'en outre, ils peuvent apprécier contradictoirement les résultats obtenus. Il y a là une garantie sérieuse en faveur de la manifestation de la vérité.

Et cette garantie se trouve en quelque sorte amplifiée quand les deux experts opèrent séparément, par des méthodes de leur choix et qu'ils confrontent ensuite leurs résultats avant de rédiger un rapport commun.

Aussi, quand les experts seront d'accord en faveur de telle ou telle solution, y aura-t-il grande probabilité pour que la solution soit exacte.

A côté de ces avantages, l'expertise contradictoire présente encore une incontestable supériorité. Elle évite, dans une large mesure les inconvénients d'une déformation professionnelle toujours à redouter chez les experts officiels, à condition toutefois que le deuxième expert soit choisi librement.

D'un point de vue plus strictement juridique, on peut dire que l'institution de l'expertise contradictoire répond à un idéal de justice. A tort ou à raison, plutôt à raison qu'à tort, il semble qu'elle n'autorise plus aucune suspicion sur les garanties qui peuvent être données à la défense dès l'ouverture du procès criminel. Rien que pour cela, elle mérite d'être prônée.

Cependant l'expertise contradictoire a des adversaires. L'argument principal de ceux-là est qu'une expertise tire surtout sa valeur de la qualité de l'expert nommé, l'avis d'un bon expert valant mieux que celui de deux mauvais.

Certes, il serait vain de nier que l'argument a quelque poids. Mais à qui fera-t-on croire que pour la plupart des affaires courantes il est impossible de trouver deux experts vraiment compétents, surtout si le choix n'est pas limité dans l'espace ?

Ainsi, cet argument s'effondre.

On reproche aussi à l'expertise contradictoire de mettre en présence deux experts qui, tous les deux, auraient à l'avance des idées préconçues. L'expert de l'accusation tiendrait toujours pour la répression, tandis que l'expert nommé par la défense inclinerait en sens contraire*.

* Cette question a été également discutée par M. le Professeur Donnadieu de Vabres dans un article paru dans les *Annales de Médecine Légale*, N° d'octobre 1934. Nous sommes heureux de constater ici que nos vues s'accordent avec celles de l'éminent Professeur.

Alors même que ce reproche serait fondé — et il ne l'est pas — il nous semble qu'au point de vue de la bonne administration de la justice il vaut mieux qu'il y ait contradiction absolue entre deux experts plutôt qu'expression d'une seule opinion, en l'espèce celle de l'unique expert nommé par le juge, et cela parce que l'opinion de cet expert apparaît invinciblement comme sujette à caution.

La cause nous paraît donc entendue, et nous pensons fermement qu'à tous points de vue l'avenir est à l'expertise contradictoire.

On peut d'ailleurs concevoir quantités de modalités d'exécution.

Par exemple, on peut admettre que l'expertise contradictoire aura lieu avant toute instruction. Un pareil système est convenable quand il s'agit d'établir un délit d'assez minime importance, avant d'entamer des poursuites qui pourraient se révéler par la suite injustifiées.

Il est d'ailleurs possible d'imaginer deux cas. Dans le premier cas, une expertise qu'on peut qualifier de préliminaire est confiée à un expert officiel. Si ce dernier estime qu'il y a délit, il est procédé à une contre-expertise avant l'ouverture de toute instruction.

Dans le deuxième cas, l'expertise contradictoire suivrait immédiatement la constatation d'une présomption de délit et les experts nommés opéreraient ensemble. De leurs conclusions résulterait la réalité du délit et, par voie de conséquence, l'ouverture d'une instruction.

Admissibles, recommandables même dans certains cas, ces deux procédures nous apparaissent comme trop lentes pour être applicables quand il s'agit d'un crime probable. Dans ce cas, l'ouverture de l'instruction doit être immédiate.

Aussi, croyons-nous qu'à l'expertise contradictoire revient une place de choix lors de toute instruction.

Pendant que les experts travaillent, le juge d'instruction recueille de son côté tous les indices, les témoignages, les preuves même qui se présentent à lui au cours de son enquête.

Et, très rapidement, un monument harmonieux peut se

dégager et prendre corps grâce à une instruction complète.

Pour pousser notre étude plus avant, il nous faut encore ici nous placer successivement devant deux hypothèses.

Il est notamment possible d'imaginer que les experts s'ignoreront et travailleront séparément à résoudre le même problème. Dans ces conditions, les rapports qu'ils déposeront chacun pour leur compte pourront être confrontés. Il saute aux yeux qu'un tel système présente l'avantage d'obliger les experts à effectuer un travail personnel consciencieux puisqu'ils n'ignorent pas que l'expertise est contradictoire sans toutefois se connaître.

La malice est cousue de fil blanc. Même dans les grandes villes, les experts se connaissent en général suffisamment pour se communiquer leurs impressions, sinon leurs résultats, et, en fait, le principe même de cette procédure serait souvent violé.

Nous estimons donc qu'il vaut mieux réaliser la deuxième hypothèse et admettre que les experts se connaîtront, travailleront comme bon leur semblera, mais confronteront leurs résultats avant d'établir un rapport commun.

Le gros avantage d'un pareil processus est de permettre à chacune des parties en présence de recommencer loyalement les opérations d'analyse si les résultats de certaines déterminations se révélaient douteux.

Par ailleurs, le système envisagé tend à mettre le juge à l'abri de tout choix ennuyeux.

En effet, sauf cas exceptionnels, les experts seront toujours d'accord pour leurs conclusions communes et le juge pourra d'autant mieux accepter celles-ci que la défense aura participé à l'organisation de l'expertise.

Il faut toutefois prévoir que les experts ne seront pas forcément toujours d'accord.

Et, c'est éternel, on peut encore ici envisager le problème sous plusieurs aspects.

Supposons qu'on prévoit sur un nombre N d'expertises, Q cas où les experts seront en désaccord.

Si, par exemple, Q est plus grand que $N/2$ on peut alors estimer qu'il est souhaitable d'organiser l'expertise contra-

dictoire de telle manière qu'automatiquement une seule phase sera suffisante pour obtenir une décision. Il suffira, dans ce cas, de prendre un nombre impair d'experts, les conclusions positives du rapport d'expertise étant prises à la majorité des voix.

Si, au contraire, on suppose Q inférieur à $N/2$, on peut logiquement penser qu'il suffira de prévoir une tierce expertise pour les rares cas où les experts seraient en désaccord.

Il est vrai qu'on peut encore considérer que la nomination du tiers expert peut être effectuée soit en même temps que les deux premiers experts en vue d'un désaccord possible, soit seulement après le dépôt du rapport d'expertise quand il y a désaccord certain entre les deux premiers experts.

Enfin, on peut se demander *qui* procédera à la désignation du tiers expert.

Voici quelques solutions :

En premier lieu, le tiers expert pourrait être désigné par les deux experts en désaccord.

Ou bien encore le tiers expert serait nommé par le juge qui a fait procéder à l'expertise ou par le Président du tribunal de première instance.

Ou enfin la nomination du tiers expert relèveait du bureau d'une association professionnelle d'experts.

A bien considérer le problème, on ne trouve aucun argument probant en faveur de l'une quelconque des solutions proposées.

La pratique montre que les deux premiers experts sont souvent en désaccord pour désigner le tiers expert.

Elle montre aussi que si l'arbitrage du Président du Tribunal est nécessaire, le choix qu'il exerce n'est pas toujours des plus heureux. Cela se conçoit aisément. Nous l'avons dit, nous le répétons, un certain nombre d'expertises exigent des spécialistes qualifiés et les universitaires n'ont pas toujours les qualités requises pour ces expertises.

Or, le Président du Tribunal — c'est humain — tend à désigner comme tiers expert un personnage qui semble présenter toutes garanties de compétence, d'impartialité et

d'intégrité, ce qui l'entraîne à nommer un expert renommé mais qui n'est pas forcément un spécialiste, d'où certaines possibilités d'erreurs.

Quant au dernier mode de désignation envisagé, il semble bien qu'il soit resté jusqu'ici à l'état de spéculation purement théorique. Toutefois, il nous apparaît comme assez intéressant, à la condition expresse que les deux experts en désaccord viennent exposer le cas litigieux devant les membres du Bureau de l'Association professionnelle des experts intéressés avant toute désignation du tiers expert.

Ces derniers, mieux placés que quiconque pour connaître les spécialistes à consulter dans telle ou telle affaire, seraient à même d'assurer une désignation de tiers expert vraiment inattaquable.

Quelques mots pour terminer sur les facilités à accorder aux experts pour assurer la bonne exécution de leur mission.

Du seul point de vue logique, il apparaît nettement qu'il est utile, indispensable même, de communiquer aux experts tous les éléments qui ont été, sont ou seront réunis au cours de l'enquête criminelle. La connaissance parfaite du dossier leur sera d'un précieux secours pour orienter leurs recherches et économiser leur temps. Une seule objection peut être soulevée. Elle a trait à la possibilité de la formation d'une opinion préconçue, et nous avons précédemment discuté cette éventualité en étudiant l'expert.

Jusqu'ici nous avons supposé que l'expertise contradictoire était contradictoire dès l'origine du procès criminel.

Il faut maintenant nous rappeler que l'expertise contradictoire peut succéder dans le temps à une expertise simple, que celle-ci soit judiciaire ou administrative.

Il est évident que tous nos raisonnements s'appliquent à ce genre d'expertise. Au surplus, ce sujet a été suffisamment disséqué au cours du Titre II de la deuxième partie de cet essai pour nous dispenser d'insister à nouveau ici.

Quant à la surexpertise, type français, elle continue à nous apparaître comme contraire aux principes généraux du Droit Français. Ici encore nous estimons inutile de reprendre l'argumentation exposée précédemment.

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre tâche. Et c'est alors que l'esprit reste confondu devant les ruines amoncelées en cours de route.

Que subsiste-t-il après cette critique que nous avons voulu aussi serrée que possible : deux principes seulement :

Le premier peut s'énoncer : L'expertise à base scientifique tend à supplanter les autres modes de preuves utilisés au cours du procès pénal et à y prendre une place prépondérante.

Quant au second, nous pensons l'exprimer correctement ainsi : Pour que l'expertise à base scientifique puisse constituer une preuve indiscutable, elle doit être contradictoire.

Les difficultés commencent quand il s'agit d'appliquer correctement ce deuxième principe.

Il est certain toutefois que l'expertise — contradictoire ou non — n'a de valeur qu'autant que l'origine des sujets ou objets à expertiser ne prête à aucune critique. Il découle de là que toute procédure criminelle doit prévoir minutieusement les formalités des prélèvements. En outre — et c'est encore essentiel — les agents d'exécution doivent posséder des notions précises sur les méthodes à employer pour assurer la conservation des objets et substances prélevés.

Il importe, en effet, que les experts soient mis en possession d'échantillons ayant conservé toutes leurs qualités, afin que leurs opérations aboutissent à des résultats concrets.

Si l'on veut maintenant tirer une conclusion de l'étude qui a été faite des différents modes d'expertise, l'opération s'avère difficile. Il y a tant et tant de bonnes et mauvaises raisons pour chaque cas particulier envisagé qu'on en vient à se demander s'il est seulement possible d'émettre une opinion vraiment juste, s'il est possible d'établir un système cohérent qui, sans présenter de lacunes vis-à-vis de la

répression, respecterait cependant les droits sacrés et intangibles de la défense.

Essayons cependant.

Pour nous, toute expertise doit être contradictoire.

Cette idée implique la nomination de plusieurs experts.

Nous estimons que trois experts suffisent amplement pour résoudre n'importe quel problème. Un des experts serait désigné par le juge d'instruction, un autre par l'inculpé, le troisième ou tiers expert, n'intervenant qu'en cas de désaccord entre les deux premiers, serait désigné par le bureau d'une société professionnelle d'experts, avec ratification de la désignation par le juge d'instruction*.

Dans une information ouverte contre inconnu, un expert *ad hoc* remplacerait celui qui aurait été désigné par l'individu soupçonné ou accusé.

Suivant la nature et la quantité des sujets ou objets à expertiser, les experts auraient toute liberté pour opérer ensemble ou séparément, un rapport commun étant finalement établi.

Nous sommes partisans de l'absolue liberté pour le choix des experts. Nous croyons cependant que pour la généralité des cas il y aurait intérêt à s'en tenir aux noms qui figurent sur les listes des tribunaux, parce que les experts connus sont, *à priori*, considérés comme des personnes honnêtes.

Nous estimons que les tribunaux doivent conserver toutes leurs prérogatives selon le système français, relativement à l'établissement des listes d'experts.

Un tel système d'expertise peut s'appliquer à la généralité des procès criminels, et nous considérons qu'en matière de fraudes et falsifications, il serait opportun d'abandonner la surexpertise prévue par le décret du 31 décembre 1928.

Toutefois nous demandons, au moins pour les tribunaux importants, une certaine spécialisation des juges d'instruction et des juges devant qui sont déférés en correctionnelle

* M. le Professeur Donnedieu de Vabres est d'avis que le tiers Expert pourrait être désigné par les deux premiers Experts s'ils sont d'accord, par le Président du Tribunal si leur accord se révélait impossible. *Annales de Médecine Légale*, oct. 1934

les affaires de fraudes et falsifications. Ainsi, les juges seraient à même d'apprécier la valeur intrinsèque des rapports d'expertise et la stricte justice y gagnerait*.

Toutes ces suggestions résultent de nos discussions précédentes. Elles ont toutes été proposées lors des différentes tentatives de réforme de l'expertise en matière criminelle. La dernière seule semble être nouvelle et pourra paraître révolutionnaire. Mais à une époque où l'on en vient à demander une érudition spéciale en matière criminelle aux futurs auxiliaires des Procureurs de la République, notre idée n'apparaîtra peut-être plus comme une pure utopie, mais bien comme une anticipation raisonnable qui se réalisera dans un avenir prochain.

Peut-être le moment est-il d'ailleurs bien choisi puisque la réforme de notre vieux Code d'instruction criminelle est à l'ordre du jour, et que la rédaction d'un Code moderne est en chantier !

En émettant le vœu que cette fois l'institution de l'expertise contradictoire trouve enfin sa place dans une procédure criminelle rajeunie, nous voulons espérer que l'organisation de l'expertise à base scientifique sera l'objet de toute l'attention du législateur, puisqu'elle a conquis, de haute lutte, droit de cité.

Et si cette étude si particulière pouvait être de quelque utilité à ceux qui ont accepté la lourde charge de la refonte des principes et des textes de la procédure pénale française, notre joie serait grande d'avoir contribué, de quelque façon que ce soit, à la réalisation d'un idéal de justice mis au service de la défense sociale.

Vu :

Le Président de Thèse,
L. HUGUENEY.

Vu :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

* Dans son article des *Annales de Médecine Légale*, n° d'octobre 1934, M. le Professeur Donnedieu de Vabres s'étonne que rien n'ait été tenté à ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- BALTHAZARD. .. *Précis de Médecine Légale*. J.-B. Baillière et fils, Paris, 1928.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *La Justice Pénale d'aujourd'hui*, Paris.
- FAUSTIN Hélie. — *Traité de l'Instruction Criminelle*. Paris.
- GARRAUD. — *Traité d'Instruction Criminelle et de Procédure Pénale*. Paris.
- GARÇON. — *Le Droit Pénal*. Payot, Paris, 1922.
- ROUX. — *Cours de Droit Criminel Français*. Sirey, Paris, 1927.
- VIBERT. — *Précis de Médecine Légale*. J.-B. Baillière et fils, Paris, 1911.
- VIDAL ET MAGNOL. — *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire*. Rousseau, Paris, 1928.
- Code Pénal du Royaume d'Italie* (Traduction française). — *Collection des principaux Codes étrangers*. Paris, Imprimerie Nationale, 1932.
- Code d'Instruction Criminelle du Royaume d'Italie*.
- Législation Fédérale sur le Commerce des Denrées alimentaires et des Objets usuels*. Wyss, Berne.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE

- DE BORSSAT. — *Législation et Jurisprudence sur les Fraudes et Falsifications*. Paris, 1928.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *L'Expertise contradictoire*. *Ann. de Médecine Légale*, oct. 1934.
- R. DOURIS. — *Analyse du Sang*. Vigot frères, Paris, 1925.
- LACOMBLEZ. — *Traité théorique et pratique des expertises en matière pénale*. Rousseau, Paris, 1912.
- TCHERNOFF ET SCHONFELD. — *Expertises judiciaires en matière pénale*. Sirey, Paris, 1932.
- TOUBEAU. — *L'expertise contradictoire en matière de fraudes commerciales*.

PERIODIQUES

- Annales des Falsifications et des Fraudes*.
- Annales de Médecine Légale*. J.-B. Baillière et fils, Paris.
- Dalloz*.
- Gazette du Palais*.
- Revue des Fraudes*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	Pages. 9
-----------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

<i>Historique des modes d'administration de la preuve en matière pénale.</i>	11
--	----

TITRE PREMIER

SUR L'IDÉE D'ÉVOLUTION : Les causes. — Evolution de l'idée de délit, de culpabilité. — De l'explication du fondement de la peine. — Les transformations de la procédure pénale : méthodes, organisation judiciaire, administration de la preuve. — Conclusion	11
---	----

TITRE II

SUR LES MODES DE PREUVE DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE : Division. — Connaissance personnelle du Juge. — Présomptions. — Aveu. — Preuve littérale. — Témoignage. — Preuve par expertise. — Place prépondérante de ce dernier mode de preuve.	22
--	----

TITRE III

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES SUR L'EXPERTISE : L'expertise selon le Code d'Instruction Criminelle. — Le projet de réforme de 1879-1880. — Apparition de l'expertise contradictoire avec le décret de 1889 applicable aux ventes des engrais. — La proposition de Loi Cruppi. — La loi du 1 ^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications. — Le décret de 1906 pour l'application de cette loi. — Le diplôme d'expert-chimiste. — Nouvelle proposition de loi visant la réforme de l'expertise en matière criminelle (1913)	35
--	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>L'expertise dans le Droit Français actuel.</i>	53
---	----

TITRE PREMIER

L'EXPERTISE SELON LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE : Généralités. — La phase policière et l'application des art. 43 et 44 du Code d'Instruction Criminelle. — La phase de l'Instruction. — Emploi des méthodes scientifiques pour la recherche et la constatation du corps du	
---	--

	Pages.
délit, pour l'identification des criminels, pour la recherche de la preuve indiciale. — Coups de feu et identification des projectiles. — Examen des taches. — Recherche et identification du sang	53
TITRE II	
L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE FRAUDES ET FALSIFICATIONS : La loi du 1 ^{er} août 1905 : recherche et constatation des fraudes et falsifications ; organisation de l'expertise contradictoire. — Expertise contradictoire normale. — Tierce expertise. — Surexpertise. — Des cas particuliers d'application de l'expertise contradictoire.	75
CHAPITRE 1 ^{er} . — La loi du 1 ^{er} août 1905.	75
CHAPITRE 2. — L'application de la loi de 1905 ; Recherche et constatation des fraudes et falsifications.	85
TROISIÈME PARTIE	
<i>Législation comparée</i>	125
TITRE PREMIER	
L'EXPERTISE EN MATIÈRE CRIMINELLE DANS DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES : Classification des systèmes d'expertise. — Le système Anglo-Saxon. — Le système Belge. — Le système Italien. — Le système de l'U. R. S. S. — Les systèmes Monégasque, Espagnol et Allemand.	125
TITRE II	
L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE FRAUDES ET FALSIFICATIONS A L'ÉTRANGER : Le système Suisse. — Le système Belge. — Le système Allemand. — Le système Roumain.	136
QUATRIÈME PARTIE	
<i>Considérations théoriques sur l'expertise à base scientifique</i>	141
TITRE PREMIER	
MÉTHODOLOGIE DE L'EXPERTISE : Généralités. — Objet de l'expertise. — Les experts. — Les méthodes	141
TITRE II	
L'ORGANISATION DE L'EXPERTISE : Expertise laissée à la discrétion de l'accusation et expertise obligatoirement contradictoire. — Exposé des systèmes possibles. — Organisation de la tierce expertise.	156
CONCLUSION.	165

